

correspondance de presse internationale

inprecor

Janvier-Février 2000 - n° 443/444

INPRECOR

Prix : 50 FF / 310 BEF / 12 CHF / 7,62 €



RUSSIE

Les faiblesse
du mouvement ouvrier

Équateur : Crises et luttes sociales
Belgique : Un blairisme "arc-en-ciel"
Euskadi : L'annonce de la fin de la trêve
Chine : Un pays en voie de privatisation

Brésil : Le Parti des travailleurs,
sa gauche rouge et le projet socialiste

Équateur

<i>Crises et luttes sociales</i>	Juan Adolfo Montenegro	3
<i>Les revendications du mouvement social</i>	J. A. M.	5

Belgique

<i>À l'heure du blairisme "arc-en-ciel"</i>	Alain Tondeur	7
---	---------------	---

Euskadi (Pays Basque)

<i>Réflexions sur l'annonce de la rupture de la trêve</i>	Jose Iriarte "Bikila"	11
<i>Déclaration d'Espace alternatif</i>	Document	13

Nouvelles du monde et de l'Internationale

<i>UKRAINE : Morné élection présidentielle</i>	Roman Kondakov	14
<i>AUSTRALIE : Percée électorale de la gauche radicale</i>	(red.)	14
<i>POLOGNE : Ils produisent, ils contrôlent, ils vendent, ils se payent...</i>	Dariusz Zalega	26
<i>BRÉSIL : Libérer le camarade Jose Rainha</i>	IV° Internationale	46
<i>AMÉRIQUES : II^e rencontre pour l'humanité et contre le néolibéralisme</i>	(red.)	46

DOSSIER BRÉSIL : Le Parti des travailleurs et le projet socialiste

<i>Le PT dirige l'État de Rio Grande do Sul depuis un an</i>	Carlos Henrique Àrabe	15
<i>Le II^e Congrès du Parti des travailleurs</i>	Fernanda Estima et Rosana Ramos	16
<i>Le débat sur le socialisme</i>	Carlos Henrique Àrabe	18
<i>Thèses pour une actualisation du programme du PT</i>	Démocratie socialiste	19

DOSSIER RUSSIE

<i>Les faiblesses du mouvement ouvrier</i>	David Mandel	27
--	--------------	----

Indonésie

<i>Après les massacres au Timor, un géant aux pieds d'argile</i>	Pierre Beaudet	45
--	----------------	----

Chine

<i>Un pays en voie de privatisation</i>	Lau Yu Fan	47
<i>Comment le PCC réforme les entreprises étatisées</i>	Zhang Kai	50

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski. Rédaction : Jan

Malewski avec Loïc Abrassart

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF^o POP^o SARL, 21^{es} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Un Inprecor peu ordinaire...

Ou plutôt, deux *Inprecors* en un, avec deux dossiers — celui sur le Brésil permet de saisir comment par leur pratique et par leur élaboration nos camarades rénovent le projet socialiste et celui sur la Russie analyse pourquoi la classe ouvrière russe, une des plus concentrées et des plus puissantes en apparence, s'est laissée dépouiller de ses acquis — et aussi un reportage à chaud sur une révolte en cours en Équateur au moment où nous "bouclons". La raison du retard et de l'avalanche des articles ? Le rédacteur d'*Inprecor* a été victime d'un accident fin décembre et le journal n'a pu sortir avant de trouver la relève... Le rédacteur se remet, mais *Inprecor* de janvier n'aurait pu paraître avant février, alors autant vous livrer les deux ensemble !

À nos abonné(e)s

À la suite d'une erreur de notre routeur, 206 d'entre vous n'ont pas reçu *Inprecor* n° 441 de novembre (toujours actuel et très « européen », avec l'analyse de l'étape à venir de l'Union, celle de « puissance »...). Nous ne savons pas qui sont ces 206 lésés ! Alors écrivez-nous, faxez-nous, "e-maillez"-nous..., mais faites-vous connaître, pour nous permettre de réparer la faute !

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- Autres destinations 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- PLI FERMÉ (toutes destinations) 270 FF (6 mois) 520 FF (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples) (600 FF, 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 400 FF, 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)
- Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

En couverture de ce numéro nous avons détourné le photomontage de Roman Cieslewicz pour l'affiche "L'espace urbain en URSS 1917-1918", une exposition au Centre Georges Pompidou à Paris en 1978...

Crises et luttes sociales

De notre correspondant Juan Adolfo Montenegro

Le dimanche 9 janvier au soir, Jamil Mahuad, président de l'Équateur, a annoncé sur les chaînes de radio et de télévision la "dollarisation" (1) de l'économie équatorienne. Désormais, chaque dollar américain vaudra 25 000 sucres (2). De plus, plusieurs mesures de libéralisation seront prises : flexibilisation des contrats de travail pour faciliter l'embauche à l'heure, accélération des privatisations de l'industrie énergétique et du système de sécurité sociale. Dans la foulée, Mahuad menaçait de répression et de « *mano dura* » ceux qui s'opposeraient à la mise en oeuvre des réformes.

La crise économique

Avec cette accentuation du néolibéralisme et de l'autoritarisme, Mahuad prétend sortir d'une des plus graves crises économiques de l'histoire du pays. Entre janvier 1999 et janvier 2000, le sucre a été dévalué de près de 300 %, et depuis le début de son mandat présidentiel, en août 1998, le cours du dollar a augmenté cinq fois. La dernière hausse du dollar a été considérée comme purement spéculative par la majorité des analystes. Pour sa part, l'inflation a fait un bond de plus de 60 % au cours de l'année passée. Les travailleurs subissent de plein fouet le chômage : en 1999, plus de 150 000 personnes ont perdu leur emploi. Le pouvoir d'achat des salaires se détériore de façon accélérée : au cours des 17 mois de gouvernement Mahuad, le salaire mensuel moyen est passé de 160 à 37 dollars. Pendant ce temps, en décembre, le Conseil des salaires adoptait une hausse des soldes et salaires de seulement 10 %. Simultanément, le coût des services publics a grimpé : le prix de l'eau a augmenté de 400 % et des majorations à peine moins importantes peuvent s'observer pour le téléphone et l'électricité. Il n'y a que le prix de l'essence qui se soit maintenu, suite aux protestations sociales de mars et juillet, mais on annonce une augmentation pour juillet

2000. L'économie a subi un coup rude en 1999, le PIB a chuté de 7 %, même si la dégringolade s'est atténuée durant le dernier trimestre. La dette des entreprises a atteint les 4 milliards 800 millions de dollars, et beaucoup d'entre elles ont déjà annoncé leur incapacité à s'en acquitter. Ainsi, des petites et moyennes entreprises commencent à déposer leur bilan.

Mais la crise économique a été précipitée par la crise financière. En 1998 et au premier semestre 1999, plusieurs des banques les plus importantes ont fait faillite et sont passées sous administration de l'Etat. Actuellement, 60 % des banques sont sous



contrôle étatique, même si des officiels du gouvernement ont déclaré qu'une fois saines, elles réintégreront le secteur privé. La crise financière a provoqué, en mars dernier, le gel des dépôts pour un montant approximatif de 4 milliards de dollars. Dans la foulée, l'Etat avait affecté environ 1,8 milliards de dollars au "sauvetage" des banques. Mais avant le gel des avoirs, près de 6 milliards de dollars étaient déjà sortis du pays.

Crise politique

Les problèmes du gouvernement, cependant, n'en sont pas restés à la crise économique. Mahuad a débuté son mandat dans

le cadre d'une alliance apparemment solide avec le Parti social-chrétien (PSC), coalition à laquelle se sont joints le petit Parti conservateur et le Front radical alfariste. Sur cette base, le gouvernement avait la prétention d'accélérer l'application jusque là modérée du modèle néolibéral, notamment concernant les privatisations.

Mais le tremblement de terre économique et la crise bancaire de mars 1999 ont entraîné la rupture de l'accord, le PSC et le patronat de Guayaquil (3) s'opposant alors au gouvernement en l'accusant de favoriser les banques de la capitale, Quito. A travers ce conflit, c'est une lutte pour l'appropriation privée de fonds publics que menèrent le PSC et les groupes dominants de Guayaquil. En pariant sur une mobilisation "régionaliste", ils rendirent inévitable la désunion.

Le gouvernement, en conséquence, a tenté de réaliser un accord avec le centre-gauche, notamment la Gauche démocratique, qui bénéficia pour un de ses proches de la direction de la Banque centrale. Mais en insistant sur les réformes néolibérales, le gouvernement entraîna de nouveau la rupture de l'accord. Mahuad donna alors un virage brutal à sa politique d'alliance en cherchant à s'entendre avec le Parti roldosiste de l'ex-président Abdala Bucaram, destitué de sa fonction suite à une mobilisation populaire massive en février 1997.

L'accord se réalisait à la condition de l'acceptation par le gouvernement de certaines réformes du code pénal visant à annuler les procès en cours contre Bucaram. Les réformes furent finalement publiées au Journal Officiel juste après l'annonce de la dollarisation.

Mais ces nouveaux accords entraînent eux aussi leur lot de difficultés, un groupe de députés du parti du président faisant défec-

1. Ancrage de la monnaie nationale sur le dollar.

2. Le sucre est la monnaie nationale de l'Équateur.

3. Guayaquil, le port le plus important du pays, sur la côte Pacifique, et Quito, sur le plateau andin, ont toujours rivalisé pour le leadership politique et économique de l'Équateur.

Équateur

tion.

Dès lors, les demandes de démission du président ont commencé à gagner du terrain : l'ex-président Rodrigo Borja, dirigeant de la Gauche démocratique, l'ex-président Leon Febres Cordero, dirigeant du Parti social-chrétien, les principaux responsables des chambres de commerce de la région de Guayaquil, et même, finalement, les dirigeants patronaux de l'Altiplano, jusqu'à certains députés de son propre parti, proches de l'ex-président Oswaldo Hurtado, lui avaient retiré leur soutien.

Pendant ce temps, fin décembre, la Confédération des nations indigènes de l'Équateur (CONAIE) et la Coordination des mouvements sociaux (CMS) exigèrent la démission du gouvernement dans son ensemble, du Congrès et de la Cours Suprême de Justice, et appelèrent à la constitution de "parlements du peuple" pour remplacer le Congrès.

Bien sûr, les demandes de démission émanaient de points de vue opposés, à la différence de ce qui avait prévalu lors de la destitution de Bucaram en 1997. Les mouvements populaires, pour leur part, demandaient un changement de modèle économique et social, alors que les groupes patronaux faisaient pression pour un renforcement de la politique néolibérale, pour la dollarisation, et pour l'accélération des "réformes" et des privatisations.

A ce moment-là, la popularité du président est dégringolée pour atteindre le niveau de 9 % la première semaine de janvier 2000, contre 53 % réclamant sa démission. C'est alors que Mahuad a riposté avec l'acceptation totale des exigences patronales.

Une crise de régime

La crise politique que rencontre le gouvernement Mahuad plonge ses racines, finalement, dans la crise de régime ouverte en février 1997, que les secteurs dominants n'ont pas réussi à résoudre jusqu'à ce jour.

Chaque crise sérieuse accompagnée de protestations sociales remet en lumière la fragilité de la présidence. Les mobilisations ont fini par mettre en question la stabilité du gouvernement, en l'empêchant de s'inscrire dans une continuité constitutionnelle renouvelée tous les quatre ans. Les revendications sociales peuvent alors se radicaliser rapidement et de larges secteurs des masses ont été poussés à une protestation quasi-permanente par l'intensification des "réformes". De cette manière, la mobilisation sociale a réussi par deux fois à empêcher la mise en place de mesures néolibérales plus radicales,

en mars et juillet 1999.

D'autre part, devant la débâcle économique, la bourgeoisie cesse de prendre en considération ses intérêts généraux de classe et met au premier plan ses propres intérêts sectoriels, bien qu'elle éprouve aussi des difficultés à se représenter comme classe sociale.

Mais la situation présente se caractérise par la paralysie, car le mouvement populaire, lui non plus, ne réussit ni à développer une alternative crédible pour la majorité de la population, ni à prendre la tête d'un mouvement d'organisation et de mobilisation plus soutenu.

Dans ce cadre, les appels à "l'arbitrage" de notables, de l'Église, et surtout des militaires, se font plus pressants. Les forces armées, qui assumèrent cette tâche en février 1997, n'ont pas abandonné ce rôle d'arbitre et exercent une tutelle sur la démocratie à chaque secousse. Mais les forces armées elles-mêmes sont traversées par les conflits qui déterminent la vie sociale. Leur unité semble être conservée par dessus tout grâce au fort sentiment institutionnel plus que par la fermeté de la hiérarchie : c'est ce qui les a amené à récidiver dans le mécanisme des consultations internes.

Les conditions économiques et sociales, par conséquent, finissent par saper la légitimité des gouvernements, y compris des institutions de l'État, et la conscience sociale se détache facilement de l'idée de leur immuabilité.

Cette crise politique persistante exprime au final les difficultés de la bourgeoisie et de ses gouvernements successifs à réaliser le programme néolibéral, imposé progressivement dès 1982, puis avec plus de force et de cohérence à partir de 1994.

Depuis cette date, les forces sociales se sont positionnées très clairement dans ce conflit central mettant en question le modèle économique et le modèle politique de démocratie restreinte.

La dollarisation

Jusqu'au vendredi 7 janvier, les demandes de démission de Mahuad se sont faites plus pressantes, provenant de toute part, la presse elle-même n'excluant plus une telle possibilité. Dans le même temps, les transporteurs routiers avaient annoncé des paralysies du trafic pour le lundi 10. La CONAIE et la CMS préparaient pour la mi-janvier des mobilisations pour renforcer la mise en place des "parlements du peuple". Tous défiaient le décret d'Etat d'urgence émis par Mahuad le 5 janvier, les rumeurs de démission allant bon train... Jusqu'à l'an-

nonce des mesures le dimanche 9 janvier au soir.

Avec la dollarisation, Mahuad tentait de convaincre les grands groupes patronaux de sa capacité à administrer l'Etat en assumant pleinement le programme exigé par les Chambres patronales. De plus, il laissait entrevoir la possibilité de réaffirmer l'accord de gouvernement avec le PRE et d'y rallier le PSC.

Peu à peu, le lundi et le mardi, les forces en présence finirent par accepter les mesures prises. Le signe le plus clair fut la décision prise par les grandes banques de soutenir la cotation du dollar à 25 000 sucres. Le résultat final est que le gouvernement, au moins temporairement, a réussi à renverser le rapport de force. Ce renversement est encore renforcé par l'incompréhension, au sein des classes populaires, de ce qu'est la dollarisation et de ses effets sur les conditions de vie. Les premiers sondages montrent ainsi une recomposition de l'image du gouvernement, reflet d'un soutien, sinon actif, au moins passif.

Le maintien de la position gouvernementale dépendra au moins de trois facteurs : en premier lieu, à court terme, des mobilisations sociales en préparation ; en second lieu des accords pour la répartition des postes de l'administration économique (Banque centrale, ministères...) ; en troisième lieu, à moyen terme, des conséquences économiques des mesures adoptées, tant sur la marche des "affaires" que sur les conditions de vie de la population.

Pour le moment, le mouvement populaire, tout en maintenant la demande de démission, devra mettre au premier plan l'opposition aux nouvelles mesures, l'explication de ce qu'est la dollarisation et ses conséquences, et donner forme, renforcer et amplifier les "parlements populaires", comme espaces d'organisation, de conscientisation et de mobilisation.

Nouveaux éléments de confrontation de classe

La semaine du 17 janvier a apporté de nouveaux éléments à cette confrontation de classe. D'une part, on peut observer que le gouvernement a réussi à rallier la bourgeoisie et ses partis derrière lui, après qu'il ait adopté la politique économique exigée. En même temps, les mesures de répression à l'encontre du mouvement populaire ont commencé à se faire sentir avec force : arrestation de dirigeants, occupation d'universités, escalade de la violence contre les manifestants, intrusion des forces armées dans les communautés indigènes. Tout montre

que la bourgeoisie dans son ensemble fait le choix de serrer les rangs autour du gouvernement et ainsi de briser toute tentative d'alternative populaire.

Durant cette semaine, les mobilisations ont débuté de façon inégale : fermetures partielles de routes, mobilisations urbaines même faibles et sporadiques, appels à la mobilisation et à des occupations de routes. On peut déjà observer dans les rues la division du mouvement de masse, entre un secteur lié à la CONAIE et un autre au Front patriotique. Leur incapacité à se coordonner se traduit par des initiatives concurrentes.

Les camionneurs, élément-clé dans cette confrontation, ont pour le moment préféré

les accords avec le gouvernement, s'éloignant en cela du mouvement populaire, les virages brusques et opportunistes étant le propre de ce secteur. Les dirigeants du mouvement de masse continuent à réclamer la démission du gouvernement et de tous les pouvoirs de l'Etat, et d'exiger un gouvernement populaire, même s'il est clair que cette demande n'est pour le moment pas viable.

La dynamique de la période de confrontation qui s'ouvre reste imprévisible car personne ne peut prévoir l'ampleur que peut prendre la mobilisation spontanée, qui paraît pour le moment endormie. Mais l'accumulation de mobilisations partielles pourrait déboucher sur une grève générale, même si

ce scénario reste peu probable.

Au contraire, existe aussi le risque d'affaiblissement progressif des forces populaires qui le conduirait au moins à une déroute partielle, et à un étiolement de son image auprès de ses propres bases et du peuple en général.

Il faut rappeler la nécessité d'avancer des revendications concrètes contre les mesures économiques actuelles, tout en maintenant la radicalité du discours. Il est indispensable de freiner les attaques néolibérales et lutter pour les conditions de vie du peuple, en même temps que consolider l'organisation populaire et son unité. ■

Quito, 17 janvier 2000.

Les revendications du mouvement social

De notre correspondant

Le mouvement de protestation, jusque ici, a centré ses revendications sur la démission du gouvernement, du président Jamil Mahuad, des députés, des juges de la Cour Suprême de Justice. L'État, tel qu'il est organisé, représente les intérêts du pouvoir économique, notamment les banquiers, et ne veut ni ne peut apporter de solution aux problèmes angoissants que vit la majorité de la population.

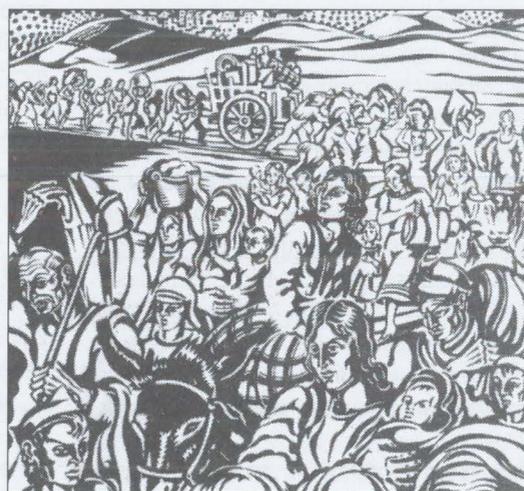
Pour la CONAIE (Confédération des nations indigènes de l'Équateur) et la CMS (Coordination des mouvements sociaux), une « *junte de gouvernement de salut national* » devra remplacer le gouvernement. Le Front patriotique (qui réunit à l'heure actuelle seulement le Front unitaire des travailleurs -FUT- et le Front populaire -FP-) a proposé une « *junte patriotique* ». Si quelques contacts ont déjà été pris entre les deux secteurs, il apparaît que chacun poursuit son propre chemin. Ils sont pourtant d'accord pour estimer qu'au final, les forces armées (ou au moins une partie de celles-ci) se rallieront aux mobilisations populaires. Il est certain, dans l'état actuel des rapports de force entre classes, qu'aucun changement ne sera possible sans un soulèvement militaire dans cette direction, bien que cela ne soit pas à l'ordre du jour. La CONAIE et la CMS ont rendu visite au Commandement commun des forces armées, et le Front patriotique a remis son plan de gouverne-

ment aux militaires et au Commandement de la police.

Dans l'optique de la révocation du gouvernement, le « *Parlement des peuples de l'Équateur* », formé à l'initiative de la CONAIE et de la CMS, a discuté en détail un plan de gouvernement qui prévoit des réformes économiques, sociales et politiques. Dans le domaine économique, il propose d'abandonner le modèle néolibéral et mettre en marche un schéma favorisant la production et les petites et moyennes entreprises, ainsi que les activités de subsistance. En bref, une économie mixte de marché solidaire. Il propose de rétablir l'attention de l'État dans le domaine social, notamment la santé, l'éducation, la sécurité sociale et les politiques de promotion des femmes. Dans le domaine politique, il propose l'organisation d'un nouvel État, qui ait à sa direction une junte de gouvernement, un conseil d'État et un Parlement des peuples.

Le Front patriotique a aussi tenté de mettre en place son « *Congrès du peuple* », mais n'a pas réussi à attirer des secteurs au-delà de ses propres organisations. Comme il pouvait difficilement en être autrement, les actions du Parlement des peuples sont ambiguës : d'un côté il ne reconnaît pas le gouvernement et les trois pouvoirs de l'État et prétend assumer le pouvoir de décision ; de l'autre, il continue à émettre des décrets enjoignant les forces

armées ou les juges à réaliser certaines actions, comme empêcher la fuite de Mahuad à l'étranger, ou poursuivre les banquiers ayant mis leurs établissements en faillite, à l'origine de la crise économique. Il est évident que le Parlement des peuples ne détient pas le pouvoir qu'il revendique, et continue à donner sa confiance à des forces



extérieures. Cependant, la situation pourrait éventuellement se modifier si la protestation sociale atteint un niveau de mobilisation élevé.

En réalité, ce schéma a été pensé avant que le gouvernement de Mahuad décrète la dollarisation de l'économie, à un moment où toute la société équatorienne, depuis les masses populaires jusqu'aux classes dominantes, rejetait la politique du président, et

Équateur

que les voix demandant la démission du président se multipliaient. Depuis la situation a changé, car avec l'annonce de la dollarisation Mahuad a réussi à resserrer les rangs autour de lui, notamment ceux des grandes entreprises, et de s'assurer de leur soutien. Cependant, le mouvement social paraît ne pas prendre en compte cette "nouvelle donne", et continue à y opposer la même logique. Le seul changement a été d'inclure dans les revendications l'abrogation de la dollarisation. Bien qu'elle ne fassent pas partie intégrante des demandes du mouvement, la base est préoccupée par les conditions de vie et la pauvreté, et ces revendications, jusqu'ici, sont restées au second plan.

Pendant ce temps, avec l'aide d'experts argentins et nord-américains, le gouvernement prépare un projet de loi d'urgence, envoyé au Congrès le 20 janvier. Selon la législation constitutionnelle, ce type de projet de loi doit être examiné par le Congrès dans les 30 jours sous peine d'approbation automatique. Ce projet développe les réformes en quatorze domaines, traitant aussi bien de la privatisation de secteurs-clés de l'économie, comme l'électricité ou le pétrole, ou de la flexibilisation des contrats de travail (abolition des contrats collectifs, remplacés par des contrats à l'heure).

La mobilisation sociale

En réalité, le Parlement des peuples avait commencé à fonctionner avant les mobilisations de rue et sur les routes du pays. Le succès des mobilisations, s'il est un élément décisif pour la réussite du mouvement populaire, demeure une inconnue. Bien sûr, il existe des protestations dans l'ensemble du pays, mais de façon très inégale. C'est la mobilisation indigène et paysanne, depuis plusieurs années déjà, qui a le plus de poids dans les luttes sociales. Malgré les mesures de blocus militaire visant à les contenir dans leurs communautés, des milliers d'indigènes ont réussi à rejoindre Quito, en déjouant les contrôles sur les routes. Vers le 19 janvier, ils étaient déjà plus de 5 000, hommes, femmes et enfants, et l'on en attendait encore plusieurs milliers dans les jours suivants.

Des actions de protestation ont aussi eu lieu dans les capitales de provinces, les plus importantes à Cuenca, dans le sud. Sur la côte Pacifique, le mouvement reste faible, mais il est important de noter que quelques manifestations non contrôlées par le PRE ou le PSC s'y sont déroulées.

Fin janvier, les mobilisations devaient encore s'intensifier, même si elles ne regroupaient encore à ce moment que de faibles

secteurs, la masse de la population restant dans l'expectative. La décision des chauffeurs de taxi de ne pas se joindre à la mobilisation retire évidemment de la force au mouvement. Et les groupes populaires urbains les plus pauvres ont déjà montré au cours des mobilisations de mars et juillet 1999 qu'ils prenaient leur temps avant d'entrer en action. Il y a donc évidemment en jeu une question de temps.

D'un autre côté, la réussite des mobilisations dépend aussi des mesures de répression que prendra le pouvoir. Jusque là, les réponses sont multiples : si les tentatives pour empêcher les indigènes d'arriver à Quito ont partiellement échoué, une fois dans la ville, ils n'ont pas été réprimés (pour le moment). Les manifestations dans les villes de province sont repoussées à l'aide de gaz lacrimogènes. A Quito, un "cordon sanitaire" a été mis en place autour du centre historique, où se trouve le palais du gouvernement, et les manifestations peuvent plus ou moins se dérouler en dehors de ce périmètre.

Les « Parlements du peuple »

Chaque grande mobilisation sociale essaie de se doter de ses propres formes d'organisation. Les « Parlements du peuple » n'ont d'invention récente que le nom. Le 5 février 1997, dans plusieurs provinces du pays, se constituèrent des « assemblées du peuple », qui furent, durant un temps, de véritables contre-pouvoirs face à l'écroulement du gouvernement de Bucaram : elles destituèrent des gouverneurs et des fonctionnaires politiques, nommèrent leurs remplaçants, organisèrent des actions de lutte, dans quelques cas directement en coordination avec les chefs militaires de la zone. En mars et juillet 1999, une tentative de créer un « congrès du peuple » échoua. En janvier 2000, c'est le tour des parlements du peuple.

A la différence de 1997, cette organisation n'a pas encore la capacité d'exercer une sorte de double pouvoir. Mais au contraire de 1997, et surtout de l'année dernière, cette structure s'est étendue à beaucoup de provinces, se reproduisant en secteurs de base dans certains quartiers populaires des grandes villes. Les parlements sont un lieu d'unité des divers secteurs populaires. S'y retrouvent des représentants indigènes, paysans, étudiants, ouvriers, enseignants, et même quelques ONG. Ils représentent une forte tendance à l'auto-organisation de l'activité autonome des masses. ■

Quito, le 20 janvier 2000

Souscription

En mai 1999 nous lançons un appel « 25 000 francs pour les 25 ans d'*Inprecor* ». Il ne s'agissait pas seulement de fêter un quart de siècle de votre revue d'analyses internationales et internationalistes. Il s'agissait aussi, plus prosaïquement, de permettre à *Inprecor* de renouveler son parc informatique devenu obsolète. En décembre 1999 nous avons crié « Au secours ! », car en six mois nous avons reçu moins du tiers des besoins estimés. Appel entendu : nous parvenons aujourd'hui près du but (mais que cela ne vous empêche pas de nous aider à le dépasser, en sept mois notre parc informatique est devenu encore plus obsolète et nous allons devoir remplacer plus de machines et de programmes que nous ne l'avions envisagé... en avril 1999). Alors, encore un petit effort ?

Ancien total	7 654,52
Hans O., Suisse	42,60
Georges G., France	60,00
Armand H., Luxembourg	139,97
Bernard S., Suisse	40,00
Max D., Martinique	40,00
Michael L., France	200,00
Gérard A., France	40,00
Gérard G., France	150,00
Céline C., France	40,00
Céline C., France	50,00
Michel M., France	200,00
Gilbert G., France	100,00
Roger G., Belgique	81,27
Jacques B., France	4 640,00
Michel H., Belgique	121,50
Marc I., France	140,00
Jean-Pierre V., France	140,00
François N., France	500,00
Jacques G., France	300,00
Jean-Pierre G., Belgique	40,50
Claire R., France	40,00
Claire R., France	50,00
Romain T., France	40,00
Jean-Yves L., France	40,00
Maurice B., France	640,00
Patrick C., France	40,00
Philippe D., France	240,00
Yves-Marie Q., France	140,00
Pierre-Albert A., Suisse	40,00
Paul G., Belgique	324,00
Frank S., Belgique	324,00
Jean-François M., France	400,00
Elie C., France	140,00
José R., France	40,00
Alain A., Guadeloupe	140,00
Yves Z., France	40,00
André H., Suisse	40,00
Philippe S., résistance belge	655,00
Jean-Michel M., France	40,00
Arnaud B., France	40,00
Daniel S., Luxembourg	500,00
Gabriel V., France	100,00
Jacky M., France	140,00
Lucien M., France	40,00
Bernard S., Suisse	1 013,65
anonyme, Canada	4 000,00
James B., France	40,00
Jean-Louis M., France	40,00
Guillaume F., France	200,00
Jean-André P., France	100,00
Adrien T., Luxembourg	50,00
Dominique D., France	100,00
Yvan D., France	40,00
Francis C., France	40,00
nouveau total au 21 janvier 2000	24 577,01

À l'heure du blairisme "arc-en-ciel"

Par
Alain Tondeur*

Depuis juillet 1999, la Belgique expérimente une coalition gouvernementale originale, basée sur un accord tripartite entre libéraux, social-démocrates et écologistes. Baptisée "arc-en-ciel" par la presse francophone et "paars-groen" (mauve-vert) par les journalistes flamands, cette alliance, dominée par la droite, se fixe pour objectif de rétablir la crédibilité des institutions tout en poursuivant une politique néolibérale réaménagée. Pour l'instant, ça marche, grâce notamment à une conjoncture économique favorable, à des marges budgétaires retrouvées, à un mouvement syndical désorienté... et à un mariage princier transformé en conte de fées à dormir debout. Mais, en profondeur, le malaise social et politique demeure...

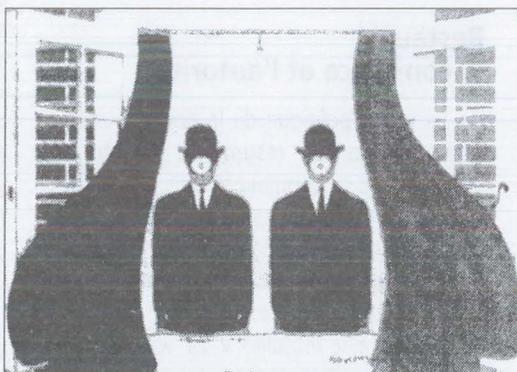
Le 13 juin 1999, les citoyens du royaume de Belgique renouvelaient non seulement leurs représentants au parlement européen mais aussi leurs élus à la chambre, au sénat ainsi que dans les conseils régionaux (1). Survenant dans le sillage de la Crise blanche, troublées par la crise de la dioxine, surplombées par une perte de légitimité vertigineuse des institutions bourgeoises, ces élections ont réservé plusieurs surprises de taille, qui ont été analysées dans ces colonnes (2). Mais la formation des gouvernements fédéral et régionaux a été plus surprenante encore...

Gauche-droite plurielle

A première vue, le verdict des urnes plaidait en faveur de ce qu'on appelle ici une "coalition asymétrique", c'est-à-dire une majorité gouvernementale diversement composée au Nord et au Sud du pays. Grands perdants de la consultation, les socialistes flamands (SP) et les sociaux-chrétiens francophones (PSC) semblaient condamnés à rejoindre les bancs de l'opposition. Par contre, leurs homologues de l'autre côté de la frontière linguistique, le PS et le CVP, avaient sauvé leur place de pre-

mier parti respectivement en Wallonie et en Flandre. Ils auraient pu, dès lors, convoler avec les libéraux flamands et francophones (VLD et PRL) pour former une tripartite CVP-VLD-PRL-PS, dont l'axe aurait été constitué par la famille libérale, seule présente à tous les niveaux de pouvoir.

Les contacts préélectoraux entre partis pointaient en direction d'une telle formule. Au Sud, où la social-démocratie reste incontournable, PS et PRL avaient déjà conclu un accord de gouvernement "secret". Au Nord, la droite du CVP militait depuis des mois pour une coalition de droite avec le VLD, allié à la Volksunie (nationalistes flamands



démocratiques). Indépendamment de ces contacts, il était difficile jusqu'ici d'envisager un gouvernement sans le CVP, car ce CVP est le principal parti bourgeois du pays, la colonne vertébrale de tous les gouverne-

ments depuis la guerre (sauf un), ainsi que le creuset précieux de la collaboration de classe entre le patronat chrétien flamand et la bureaucratie du puissant syndicat chrétien CSC. Depuis la réforme "fédérale" de l'État, l'axe de la vie politique belge est d'ailleurs formé par l'alliance Nord-Sud entre le CVP et le PS, alliance qui se prolonge pour ainsi dire à travers le front commun bureaucratique des sommets de la CSC (majoritaire en Flandre) et de la FGVB (majoritaire en Wallonie). Comme on le voit, les jalons en direction d'un gouvernement asymétrique étaient bien plantés, tant dans l'actualité immédiate que dans la dynamique du "fédéralisme d'union" et dans les rapports de forces sociaux. Le fait qu'une autre voie ait été empruntée après le 13 juin n'est donc pas anecdotique.

Dans cette affaire, les jeux n'étaient pas faits d'avance. Suivant en cela la constitution, qui lui donne un pouvoir important, le roi Albert II devait choisir un "informateur" pour préparer l'accouchement du gouvernement fédéral. Cette mission aurait dû échoir au CVP qui demeurait, en dépit de ses pertes, le parti le plus important du pays. Or ce parti, en état de choc et déchiré par les querelles de succession, refusa de prendre quelque initiative que ce soit, même au niveau de la formation du gouvernement flamand (la formation des gouvernements régionaux ne dépend pas formellement des consultations

* Alain Tondeur est membre du Bureau politique du POS-SAP (Parti ouvrier socialiste), section belge de la IV^e Internationale, et rédacteur du bimensuel *La Gauche*. Il a notamment publié *La crise blanche*, Bruxelles 1997 (un remarquable petit essai pour comprendre les "marches blanches") et, avec François Vercammen, *Réinventer l'espoir, un socialisme de la libération pour le XXI^e siècle*, Bruxelles 1995.

1. L'architecture institutionnelle de la Belgique est extrêmement complexe. Le pays est divisé en trois régions (Flandres, Wallonie et Bruxelles) et en trois communautés (flamande, francophone et germanophone). Outre la chambre et le sénat - fédéraux - on compte donc trois assemblées élues au suffrage direct, qui correspondent aux

trois régions, ainsi que trois assemblées communautaires, composées respectivement des élus régionaux néerlandophones, francophones et germanophones. Régions et communautés sont dotées de leurs exécutifs, dont les compétences ont été fixées par la dernière réforme de l'État, qui date de 1989. Les exécutifs régionaux et communautaires flamands sont fusionnés, tandis que les exécutifs francophone, wallon et germanophone siègent séparément. L'exécutif bruxellois est bilingue, avec des garanties pour la représentation de la minorité flamande de la capitale (quoique située géographiquement et historiquement en Flandre, Bruxelles est peuplée en majorité de francophones).

2. Voir *Inprecor* n° 437/438 de juillet-août 1999.

royales). Confronté à cette bouderie, le chef de l'État désigna comme informateur le président du parti libéral francophone (PRL), Louis Michel. Les consultations exploratoires de celui-ci allaient déboucher très rapidement sur la formation d'arcs-en-ciel (quasi) symétriques à tous les niveaux de pouvoir (3). Et sur la désignation comme premier ministre fédéral du chef des libéraux flamands, Guy Verhofstadt — un thatchérien pur et dur qui a choisi opportunément de se reconverter en admirateur de Tony Blair, pour se débarrasser de son image "asociale".

Il n'est pas interdit de penser que le roi misait sur l'échec de son informateur, car cela lui aurait permis de remettre en selle le CVP. Les liens très étroits entre la famille royale et la hiérarchie catholique, qui exerce une influence politique indiscutable, crédibilisent cette hypothèse. Toujours est-il que l'habile Louis Michel est parvenu, contre toute attente et en un temps record, à créer le climat de confiance propice à un accord de "gauche-droite plurielle" entre les bleus, les rouges et les verts du Nord et du Sud du pays. Sociaux-démocrates et écologistes ont compris qu'il y avait là une chance à saisir de rester au pouvoir, pour les premiers, d'y entrer, pour les seconds et, pour tous, de renvoyer les sociaux-chrétiens dans l'opposition. Cette perspective alléchante a fortement stimulé les négociateurs et aiguisé leur sens du compromis. Au sud du pays, les partenaires socialistes, écologistes et libéraux caressent l'espoir de se partager la dépouille du PSC, dont l'avenir est effectivement en forme de point d'interrogation. Au Nord, une bataille féroce est engagée pour tenter de déloger le CVP de sa position de premier parti et de parti-État. Dans les deux cas, les élections communales d'octobre 2000 seront un test important pour cette stratégie.

Au-delà des suppositions sur la frustration du palais et de l'évêché, le fait est que, dans les circonstances données, l'audacieux projet de Louis Michel était la chose la plus intelligente à faire du point de vue de la classe dominante. D'abord parce que l'État belge est à ce point affaibli par les turbulences des dernières années que l'expérience

— sans précédent — de majorités "asymétriques" aurait menacé de le désarticuler, en clivant encore plus les familles politiques traditionnelles, qui sont les "piliers" du régime. Ensuite parce que la relance des tensions communautaires aurait encore approfondi le fossé entre ces familles politiques et la fraction de la population qui perçoit les querelles entre Wallons et Flamands comme des manoeuvres de diversion par rapport aux problèmes sociaux et aux questions de citoyenneté. Les partis traditionnels auraient alors perdu sur les deux tableaux, car ils ne sont pas capables, d'autre part, de rivaliser avec le populisme nationaliste dont le Vlaams Blok s'est fait le champion à l'extrême-droite de l'échiquier politique (4). Mais la raison principale est qu'il fallait répondre d'une manière ou d'une autre à l'aspiration au changement. En l'occurrence, on ne pouvait imaginer meilleur signal que l'entrée des Verts au gouvernement, coïncidant avec l'éviction du CVP-PSC, le parti traditionnel par excellence, le parti qui a donné tous les premiers ministres depuis plus de vingt ans, le parti du brutal, arrogant et insensible Jean-Luc Dehaene.

Restaurer la confiance et l'autorité

Le projet politique de la nouvelle coalition consiste, en résumé, à rétablir la confiance de la population dans les institutions et à restabiliser celles-ci afin d'être en mesure de poursuivre la politique néolibérale dans le cadre de l'UE. La déclaration gouvernementale le dit sans détours. Pompeusement intitulée « *La voie vers le XXI^e siècle* », elle part du constat que « *ces dernières années notre pays a subi des événements regrettables (sic) qui ont fortement ébranlé la confiance de la population dans les institutions* ». La conclusion est explicite : « *La Belgique doit redevenir le modèle qu'elle était. Le citoyen doit à nouveau pouvoir être fier de notre pays. Il faut restaurer la confiance dans les pouvoirs publics ainsi que leur autorité, fondée sur la loyauté fédérale* ».

Le changement de ton par rapport aux coalitions précédentes est spectaculaire. Certes, les formulations ne font aucune place aux avancées démocratiques concrètes, au contrôle et à la participation des citoyens concrets : tout est affaire de "confiance", de "fierté" et "d'autorité de l'État à restaurer". Mais, dans l'abstrait, "le citoyen" est caressé dans le sens du poil. Le texte va jusqu'à parler de "démocratie citoyenne" et de "démocratie directe". De plus, c'en est fini de l'arrogance face aux

problèmes quotidiens, aux angoisses des gens : le pouvoir renoue avec la compassion hypocrite... qui était jadis l'apanage des jésuites du CVP. Le message "humain" semble prendre le pas sur les diktats technocratiques : la compétitivité des entreprises, la guerre économique, la flexibilité de la main-d'oeuvre, l'assainissement budgétaire ne sont pratiquement plus évoqués explicitement, alors que les programmes gouvernementaux ne parlaient que de cela depuis près de vingt ans.

On le voit, les stratèges de l'arc-en-ciel ne se trompent pas sur l'ampleur ni sur la profondeur du fossé qui s'est creusé ces dernières années entre la population et la classe politique. Ils en perçoivent clairement les dimensions non seulement émotionnelle (la révolus face à la froideur du gouvernement précédent dans l'affaire Dutroux) mais aussi sociale (le mécontentement face à l'austérité, à la pauvreté croissante) et politique (la remise en cause du mauvais fonctionnement de l'État, voire de certaines de ses institutions). C'est pourquoi le changement ne se limite pas à un ton nouveau, à une communication moins abrupte ou à quelques mesures symboliques. Des priorités sont modifiées, des accents nouveaux sont introduits. L'offensive néolibérale est accélérée sur certains fronts, arrêtée sur d'autres. Tout se passe comme si ce gouvernement était à la recherche d'une nouvelle articulation de la politique néolibérale, sans sortir bien entendu du cadre tracé par le pacte de stabilité européen et par les alliances internationales.

La politique sociale et économique met bien en lumière ces déplacements d'accents et de priorités. Le subsidie de l'État à la sécurité sociale est garanti. Au cas où les ressources viendraient à manquer, le gouvernement augmenterait même son intervention financière dans ce secteur. Le nœud coulant de l'austérité est desserré dans le secteur des soins de santé. Certaines mesures de restriction sont levées dans le secteur de l'enseignement. Les bas revenus sont (un tout petit peu) augmentés via un abattement fiscal. On donne une aumône (1000 BEF, soit 162 FF par mois) aux petits pensionnés. Mais, de l'autre côté, les privatisations vont s'accélérer (postes, communications, chemins de fer) sont dans le collimateur. Les réductions des cotisations patronales à la sécurité sociale sont amplifiées, et déconnectées de tout engagement patronal en faveur de l'emploi. Dans le cadre des recommandations de l'UE, plusieurs mesures sont en préparation pour flexibiliser encore plus le marché du travail en "incitant" les retraités, les préretraités et les chômeurs à (re)devenir "actifs", même

3. La social-démocratie (PS et SP), les libéraux (PRL et VLD) et les Verts (Écolo et Agalev) forment les coalitions à tous les niveaux de pouvoir, sauf à Bruxelles où Écolo est dans l'opposition et où le CVP est dans la majorité avec Agalev. Un fameux imbroglio ! En Flandre, la majorité fédérale et régionale s'élargit au parti nationaliste flamand démocratique, la Volksunie.

4. Le Vlaams Blok fasciste est le seul parti représenté au parlement qui ose se prononcer pour la république.

sans avantage financier significatif par rapport à leur allocation.

Le même phénomène s'observe par rapport aux questions de société. La majorité a déposé un projet de loi visant à la dépénalisation de l'euthanasie. Le débat sur la parité hommes-femmes sur les listes électorales est ouvert, dans le sillage de ce qui se discute en France. Les discriminations à l'égard des couples homosexuels pourraient être atténuées, voire supprimées. Mais, de l'autre côté, le ministre de la Justice commande une "étude" sur le lien entre les caractéristiques ethniques et la petite criminalité. Le gouvernement a adopté un projet de loi sur la procédure accélérée à l'encontre des petits délinquants pris en flagrant délit (en dépit de la levée de boucliers des juristes démocrates). Le budget de la défense nationale est reparti à la hausse pour la première fois depuis 1992 (avec l'argument que les missions "humanitaires" coûtent cher). La cerise sur le gâteau est la politique d'asile "humaine et ferme". Avec, côté "humanité", une régularisation sous critères et, côté fermeté (sans guillemets) la reprise des expulsions sous contrainte et par charters. Avec l'affaire des Tziganes, l'arc-en-ciel a même le triste privilège d'être le premier gouvernement européen à avoir organisé une rafle et une déportation sur base ethnique (5).

"Blairisme" à la belge

A première vue, ce patchwork contrasté justifie l'appellation de gouvernement "arc-en-ciel" : chaque parti semble obtenir quelque chose pour ses mandants, on sort apparemment de la culture du compromis à la belge, inodore et insipide ; le débat politique fait mine de reprendre ses droits. Mais cette impression est trompeuse. Un examen plus attentif montre que la couleur bleue des libéraux domine très largement l'arc-en-ciel. En matière socio-économique, les privatisations servent à payer les abattements de charges patronales, et ces abattements creusent, dans les rentrées de la Sécu, un trou qu'il faudra bien combler un jour. En matière

de lutte contre le crime, la priorité du gouvernement va à une politique sécuritaire et électoraliste, qui, en mobilisant une plus grande part des moyens disponibles pour traquer les petits délinquants, fait la part encore plus belle aux mafias du crime organisé. Le bleu se mélange au brun. En matière d'asile, la régularisation sous critères, sans octroi de permis de travail, est taillée sur mesure pour les secteurs capitalistes qui exploitent le travail clandestin et qui, pour prospérer, ont besoin que la peur des expulsions plane en permanence au-dessus de la tête de leurs victimes. Quant au débat politique, le premier ministre en a clairement tracé les limites : cela ne le dérange pas que des députés verts expriment leurs états d'âme, comme certains l'ont fait en manifestant devant les barbelés des centres fermés (6), pour peu qu'en fin de compte tous les parlementaires de la majorité votent les projets de la majorité.

Véritable architecte de l'arc-en-ciel, Louis Michel a lancé le concept de "libéralisme social". Plusieurs mois durant, avant les élections, il a mené une campagne idéologique habile pour désamorcer la méfiance de la gauche à l'égard des libéraux. Un des objectifs de cette campagne était d'endormir les organi-

sations syndicales, car celles-ci gardent un souvenir cuisant de la régression brutale et des atteintes aux libertés imposées par le PRL et le VLD dans les années 82-87, dans le cadre des gouvernements de droite homogènes avec le CVP-PSC. Michel a compris que la stratégie d'attaque frontale contre les organisations syndicales n'était plus praticable aujourd'hui. Il a compris aussi que la stratégie des gouvernements CVP-PS depuis 1988 — une stratégie de cogestion de la crise avec des sommets syndicaux tour à tour déstabilisés puis remis en selle par leurs "amis politiques" — était au bout du rouleau. Son "libéralisme social" est donc une tentative de donner un nouveau souffle à la politique bourgeoise dans ce pays.

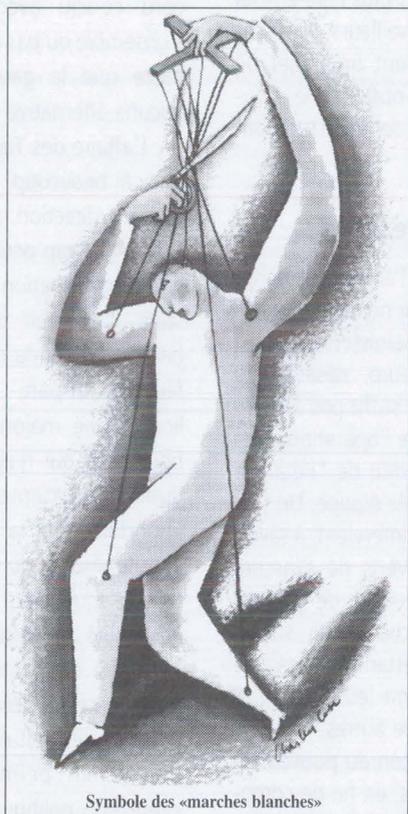
Fondamentalement, ce "libéralisme social" peut être caractérisé comme une

sorte de blairisme à la belge. L'arc-en-ciel soigne sa communication, alors que cet aspect était ouvertement méprisé par la coalition précédente. Il impulse des modernisations "sociétales", liquide certains archaïsmes, et utilise le crédit qui en découle au sein de la "middle class" pour tenter de recréer un consensus majoritaire autour de la politique gouvernementale. En même temps, la politique d'austérité est repositionnée sur de nouveaux créneaux, où l'on évite de s'en prendre directement aux revenus des personnes. Dans les prochaines années, ce dispositif devrait être complété par une réforme fiscale qui, d'après ce qu'on sait, rehausserait le minimum imposable et avantagerait tous les contribuables, mais surtout les contribuables à gros revenus. Tout ceci est rendu possible par la bonne conjoncture économique et par la réapparition de marges budgétaires. En effet, les politiques d'austérité menées depuis le début des années quatre-vingt ont été couronnées de succès : le déficit budgétaire a été ramené de 11 % à moins de 3 %, la politique salariale a été bridée dans le carcan structurel d'une "norme de compétitivité" et les bénéfices des entreprises ont été dopés, tant par des mesures fiscales ou parafiscales que par une flexibilisation très poussée du marché du travail.

Mais la différence avec le blairisme est que les rapports de forces sociaux ne sont pas les mêmes en Belgique qu'en Grande-Bretagne. Le mouvement syndical a certes subi, en 1993, un échec sérieux, qui a causé en son sein un profond désarroi, favorisé l'aile droite pragmatique et renforcé les forces centrifuges (7). Le patronat en profite pour pousser son avantage dans les entreprises. Le cas échéant, il appelle à l'aide la magistrature, qui, en cas de grèves, rend systématiquement des jugements visant à garantir "le droit au travail" et à sauvegarder le droit de propriété capitaliste à coups d'astreintes. Mais, en dépit d'un affaiblissement certain, la FGTB et la CSC n'ont pas

5. La déportation de 74 Tziganes, le 5 octobre 1999, s'est déroulée selon un scénario digne du régime de Vichy. La police de Gand a piégé les intéressés avec une convocation donnant de faux espoirs de régularisation. Les policiers ont rafé les enfants dans les écoles. Hommes, femmes et enfants ont été détenus cinq jours durant au Centre fermé 127 bis. Tous et toutes ont été marqués sur la main d'un numéro à l'encre indélébile puis mis dans un avion pour la Slovaquie. Un jugement de la Cour européenne des droits de l'homme demandant de suspendre l'expulsion a été ignoré.

6. Les centres fermés pour déboutés du droit d'asile sont l'équivalent des centres de rétention français.



Symbole des «marches blanches»

Belgique

subi de défaite comparable à celle qui a frappé les trade unions britanniques. Les forces du syndicalisme restent très importantes. Elles continuent de représenter une menace potentielle, même si la FGTB et la CSC sont divisées du fait que leurs amis politiques sont respectivement au gouvernement et dans l'opposition.

Les libéraux sont conscients du problème. Pour l'aborder, ils ont doté l'arc-en-ciel d'une stratégie de contournement et de sappe. Ce travail se fait avec la collaboration active de la social-démocratie — qui adhère pleinement à la stratégie de Tony Blair — et avec la complicité de fait des écologistes. Contrairement au gouvernement Dehaene, qui mettait les syndicats sous pression dans le secret de longues négociations et ne se présentait devant l'opinion qu'avec un compromis ficelé, l'arc-en-ciel s'adresse directement à l'opinion publique avec une volonté évidente de plaire, et ouvre ensuite le débat avec les syndicats. De la sorte, le gouvernement se donne une image de modernité, d'initiative, de jeunesse et utilise cette image pour pousser les organisations syndicales encore plus sur la défensive. Dans la fonction publique, par exemple, l'arc-en-ciel s'appuie sur le mécontentement populaire justifié face aux "dysfonctionnements" révélés par l'affaire Dutroux pour créer un climat favorable aux privatisations et à d'autres attaques contre les fonctionnaires. Il planifie un audit de la fonction publique débouchant sur des propositions de réformes qui seraient soumises à la "consultation populaire". Ce schéma ne réserve aucune place à la concertation avec les organisations syndicales.

Mais c'est la politique des revenus de l'arc-en-ciel qui risque d'être le plus grand piège pour les syndicats. Le gouvernement précédent avait établi une norme légale stipulant que le coût salarial ne peut pas augmenter plus vite en Belgique que dans les principaux pays concurrents (Allemagne, France et Pays Bas). Cette norme est établie chaque année par le Conseil National du Travail, une des multiples instances de concertation où les représentants syndicaux prennent leurs responsabilités dans la gestion du système belge. Elle limite non seule-

ment les revendications salariales mais aussi toute autre revendication ayant un impact sur les coûts (par exemple la réduction du temps de travail avec embauche et sans perte de salaire). En dépit de tout le bla-bla idéologique sur le « *moins d'État dans l'économie* », les libéraux n'ont évidemment pas remis en cause ce fleuron de la politique d'austérité. Les syndicats n'ont pas mené une offensive contre la norme, car toute leur stratégie depuis une quinzaine d'année est basée sur l'acceptation de la modération salariale en échange d'emplois. Or cette stratégie s'effondre dès lors que le gouvernement déconnecte les baisses des charges patronales de tout engagement en matière de création d'emploi. Si en plus l'arc-en-ciel se présente face aux travailleurs avec ses cadeaux fiscaux (notamment un projet de développement des stock-options), le mouvement syndical risque de sentir le sol s'ouvrir sous ses pieds...

La responsabilité des Verts

Il faut reconnaître que l'arc-en-ciel bénéficie d'un contexte relativement favorable : embellie économique, assainissement budgétaire, lancement de l'euro, désarroi du syndicalisme. Mais cela ne suffit pas à expliquer la facilité avec laquelle l'opération a été mise sur les rails ni la solidité de "l'état de grâce" dont jouit la nouvelle équipe. Un facteur proprement politique intervient, à savoir le choix stratégique des Verts de s'inscrire durablement dans une "culture de gouvernement" qui les rapproche de la social-démocratie tout en permettant à celle-ci de rafraîchir son image. Comme leurs collègues français et allemands, entre autres, les Verts belges ont franchi le Rubicon du pouvoir. Le passage a été malaisé mais, en fin de compte, il s'est fait sans accident majeur. Chez les Verts flamands (Agalev) la décision de participer au gouvernement a été prise sans états d'âme et quasiment sans débats. Par contre, lors de l'assemblée générale des Verts francophones, 41 % des membres se sont prononcés contre la participation au pouvoir.

Cette ample opposition est à la mesure de la radicalité sociale qui s'était exprimée dans le vote en faveur des écologistes francophones. Il faut savoir en effet que l'essentiel des grandes mobilisations sociales des dernières années (la Marche blanche, la Marche multicolore pour les ouvriers de Clabecq...) avait son centre de gravité dans la région francophone et qu'Écolo a réussi à se positionner comme le débouché politique et le relais de toutes les radicalisations. Celles-ci ont marqué le programme électo-

ral du parti vert francophone qui se prononçait, par exemple, pour la levée du secret bancaire, un impôt sur les grosses fortunes, la taxe Tobin, la suppression des centres fermés, le droit de vote pour les étrangers, les 32 heures généralisées par voie légale sans perte de salaire, et quantité d'autres revendications des mouvements sociaux et de la gauche syndicale. Comme aucune de ces exigences ne se retrouve dans la déclaration gouvernementale, on comprend que la participation gouvernementale ne soit pas passée comme une lettre à la poste. Si une majorité s'est dégagée, c'est d'une part parce qu'Écolo ne voulait pas rompre l'accord conclu avec Agalev pour y aller « *ensemble ou pas du tout* », et d'autre part, parce que la gauche verte ne proposait aucune alternative à la participation.

L'affaire des Tziganes a donné le mal de mer à beaucoup de militants écologistes mais la direction du parti est parvenue à franchir ce cap périlleux sans mettre en danger la participation gouvernementale. Par la suite, l'appareil des Verts a perdu une bataille lors de la réélection du "secrétariat fédéral" du parti : deux équipes étaient en lice et une majorité des membres a voté pour celle qui n'avait pas le soutien de la direction sortante. C'est un événement important pour la vie interne du parti vert, mais le résultat du vote aura sans doute peu de conséquences à court et moyen terme sur la stabilité gouvernementale.

Dans ce contexte, c'est une période importante et délicate qui s'ouvre pour la gauche anticapitaliste. Il s'agit de dégager un chemin permettant de donner une expression politique et, à terme, électorale, aux mouvements sociaux de résistance. Des éléments pour une telle expression politique sont aujourd'hui dispersés dans la gauche verte, dans l'extrême-gauche, dans la gauche syndicale, dans les fractions militantes des autres mouvements sociaux. Le rassemblement de ces potentiels fragmentés sera une œuvre de longue haleine. Cela nécessite plus que jamais une stratégie de recomposition ouverte, inventive, créatrice, en rupture avec les comportements dogmatiques et sectaires de la "petite gauche". Une stratégie qui passe avant tout par des pratiques de mobilisations communes, de débats sans exclusives et de recherches des convergences autour de plates-formes alternatives et de stratégies citoyennes. ■

Bruxelles, le 23 décembre 1999

7. En novembre 1993, les deux organisations syndicales ont mené contre le "plan global" du gouvernement Dehaene une série d'actions et de grèves qui ont culminé dans une grève nationale unitaire de 24 heures d'une massivité sans précédent. Mais les "amis politiques" au gouvernement — les socialistes et les démocrates-chrétiens — sont passés outre, et la bureaucratie syndicale a plié, pour ne pas mettre la coalition en danger.

Réflexions sur l'annonce de la rupture de la trêve

Par
Jose Iriarte "Bikila"*

Qu'il soit bien clair d'entrée de jeu que, pour autant que la fin de la trêve annoncée par ETA ne se traduit pas par de nouvelles actions armées, toute réflexion sur la portée de cette décision et ses conséquences relève d'un exercice essentiellement spéculatif. Pourtant, cet événement par sa propre transcendance, opère sur la réalité politique, conduit à différentes attitudes et à une situation qu'il convient d'examiner.

1. Une profonde consternation

Cet événement a créé une profonde consternation dans les rangs des partisans de Lizarra-Garazi (1), y compris dans la gauche abertzale (patriotique). Je serais même prêt à affirmer que nous avons tous pensé à l'unisson : Mayor Oreja doit se sentir heureux aujourd'hui d'obtenir ce qu'il recherchait depuis quatorze mois à son poste de ministre de l'Intérieur. Quand on nous interrogeait jusqu'ici en tant que signataires des accords de Lizarra-Garazi sur la réversibilité de la trêve décrétée par l'ETA, nous répondions que nous ne pouvions pas aller au-delà de ce qu'ETA avait annoncé publiquement, cette décision d'adopter une trêve unilatérale et indéfinie, et que c'était les raisons qui fondaient cette décision qui nous rendaient optimistes quant à sa durée. Effectivement, quand ETA a pris cette position, elle n'a pas fixé d'ultimatum au gouvernement ni de délai au terme duquel elle tirerait un bilan et pourrait revoir sa position. Elle annonçait en outre le passage de relais à la société basque, qu'elle encourageait à poursuivre le chemin tracé ces derniers mois, tout en soutenant clairement les présupposés analytiques et méthodologiques des accords de Lizarra. La trêve n'était donc pas dépendante de l'attitude du gouvernement central, que tout laissait prévoir porté à l'obstruction et à la ladrerie, mais bien du développement du processus au sein de la société basque. C'est pourquoi, face à l'enthousiasme qui avait salué cette décision, on

ne s'attendait pas à un coup de barre brutal en sens contraire. La ligne politique de HB-EH (2) pendant toute cette période allait d'ailleurs dans la même direction : en cessant de se focaliser sur le gouvernement central, il s'agissait de se centrer sur la redéfinition stratégique des forces du nationalisme basque et de ses objectifs à court et moyen terme.

2. Quel bilan du processus Lizarra-Garazi ?

Quel bilan pouvons-nous tirer de ce processus ? Souvent en demi-teintes, certainement, avec des déconvenues et des tensions parfois vives entre les différents partenaires, ce bilan est globalement positif. Au cours de ces dix-huit mois, les accords ont pris consistance au sein de la société et des progrès substantiels ont marqué les relations entre les différentes forces nationalistes, aussi bien dans le domaine des institutions officielles que dans celui des institutions parallèles comme Udaltzeta (3). Il y a eu les grandes mobilisations unitaires pour obtenir le transfert des prisonniers politiques au Pays basque, le consensus obtenu en matière de



politique linguistique, le soutien unanime à la campagne Bai Euskarari (4), les manifestations de l'Aberri Eguna (5), etc. A l'opposé, il faut souligner principalement la frustration provoquée, les mois passant, par la très faible influence de cette initiative sur la politique menée par le pouvoir central. Par ailleurs, ce processus n'a pas été vu à l'identique par les différentes composantes de Lizarra-Garazi. Pour le PNV (6) et EA (7), il a certes marqué un tournant stratégique important du fait de la rupture avec leurs alliés traditionnels, et des accrochages sérieux et répétés avec le gouvernement central. Mais il n'y a pas eu de transfert du contenu des accords, en matière de paix et

* Joxe Iriarte "Bikila" représente l'organisation Zutik (fusion de la LKI, ex-ETA-VI, section basque de la IV^e Internationale et du EMK) au sein du pacte de Lizarra. Élu sur les listes Euskal Herriarok (EH) au parlement régional (Juntas Generales) de Guipuzkoa, il est journaliste à la revue Hika.

1. La déclaration du 12 septembre 1998 de Lizarra-Garazi a été signée par les partis politiques basques, les syndicats et les mouvements sociaux. Cf. Inprecor n° 426 de juillet 1998 (où nous avons analysé la situation du mouvement national basque à la veille de ces accords) et Inprecor n° 439/440 de septembre-octobre 1999 (reproduisant les documents adoptés par les signataires des accords et tirant un bilan un an plus tard).

2. Herri Batasuna (HB) est la principale organi-

sation de la gauche nationaliste basque. En octobre 1998 elle a intégré une nouvelle coalition, regroupant toute la gauche abertzale, Euskal Herriarok (EH). Après avoir obtenu jusqu'à 20,5 % des voix aux élections autonomes, EH a adopté une attitude de soutien critique envers le gouvernement de la Communauté autonome basque, dirigé par le Parti nationaliste basque (PNV).

3. Assemblée de mairies en Euskadi.

4. Campagne « Oui à l'euskera ! (la langue basque) ».

5. Fête nationale basque qui a lieu le jour de Pâques.

6. Parti nationaliste basque est le parti nationaliste traditionnel, représentant la bourgeoisie basque.

7. Eusko Alkartasuna est issu d'une scission radicale du PNV.

Euskadi (Pays Basque)

de construction nationale, à tous les niveaux de la politique institutionnelle, ce qui n'a pas manqué d'irriter leurs nouveaux alliés. Dès le printemps étaient apparues des déconvenues de taille, dont ETA (8) avait rendu compte à l'occasion d'une interview publiée par Gara, où l'organisation armée accusait le PNV et EA de ne pas mettre toute la viande promise sur le gril, et même d'avoir bafoué certains accords (accusation répétée à l'occasion de la rupture de la trêve). Pourtant, nous ne pensons pas que cela conduirait ETA à rompre la trêve, et moins encore pour les raisons avancées. En fait il s'agit de déconvenues dans l'application d'accords secrets passés avec le PNV et EA (désavoués par ces derniers), alors que le processus dans son ensemble, avec plus ou moins de bonheur, suivait son cours.

3. Prendre en compte les difficultés objectives

Le problème, même si ETA n'a pas voulu le prendre en considération, c'est que la situation ne se réduit pas à des exigences volontaristes vis-à-vis des parties signataires des accords de Lizarra-Garazi. La situation politique et les rapports de forces sont trop complexes pour pouvoir être transformés à brève échéance, même si la naissance du forum de Lizarra en constitue un élément de poids. Un bilan exigeant de ce forum et des stratégies qui s'y sont investies pourra bien mettre en lumière des insuffisances et des erreurs, dont certaines ont déjà été soulevées dans des contributions diverses. Mais il devra aussi prendre en compte les difficultés objectives pour délimiter les terrains respectifs de la construction nationale et du processus de paix. En pratique, si de nombreuses interférences affectent ces deux questions, cela n'a pas empêché le gouvernement de cataloguer Lizarra-Garazi comme "front nationaliste". Il faudra encore apprécier une situation politique très inégale dans les différents territoires du Pays basque (Communauté autonome basque, Navarre et Iparralde), qui se traduit par des différences électorales (et des réactions de rejet massives touchant le PNV et EA). Plus important encore, il faut souligner l'attitude de fermeture complète de la part du gouvernement central et l'immobilisme du Parti populaire et du PSOE qui n'ont pas fait le moindre pas dans la recherche d'une solution au conflit. Le pouvoir central s'est retranché

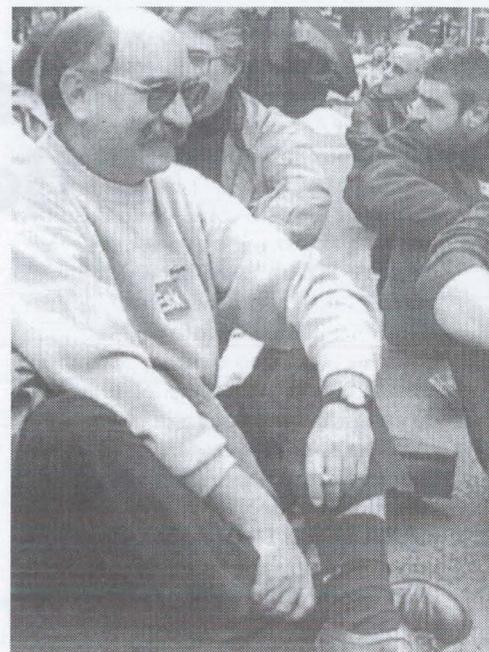
dans une politique pénitentiaire répressive contre laquelle ont buté toutes les mobilisations, y compris les plus importantes et les plus impressionnantes de ces dernières années. Formellement la question des prisonniers politiques n'entre pas dans le champ des accords de Lizarra (ETA a tenu, pour des raisons d'opportunité, à ne pas inclure cette question dans le processus politique et à la traiter comme une question à part). Mais en pratique, et c'est logique, elle la surdétermine sans aucun conteste. Il ne fait guère de doute qu'un changement d'attitude du pouvoir sur la question des prisonniers aurait eu des effets bénéfiques sur la situation.

4. Une contradiction stratégique ?

La marche arrière d'ETA avec la rupture de la trêve a créé une double incertitude, en partie liée aux interrogations quant aux véritables raisons de cette décision, surtout déterminée par la question de son incidence sur les prochaines actions d'ETA. Elle a certainement de très bonnes raisons de se sentir écoeuvrée par le PNV et EA, mais cela ne peut justifier à soi seul la rupture de la trêve et le retour aux actions armées. Et si c'est son choix, quelles vont en être les cibles ? Ce serait contraire à toute logique, vu la situation politique au Pays basque, qu'elles soient dirigées contre le PNV et EA. Tout laisse à penser qu'elles viseraient l'État et ses représentants politiques, ce qui placerait alors ETA dans une contradiction stratégique.

5. Dissuader ETA de franchir un pas difficilement réversible

De quoi s'agit-il vraiment ? Un coup d'éclat médiatique ? Une rupture calculée à la façon de l'IRA, avec la possibilité de décréter une nouvelle trêve, définitive ou vraiment durable ? Au-delà de ses déclarations initiales quant aux responsabilités dans la rupture de la trêve, le PNV a confirmé sa volonté de poursuivre le processus, en réaffirmant avec vigueur son engagement nationaliste et ses objectifs à moyen et long terme. Cela signifie-t-il, comme l'ont affirmé le Parti populaire et le PSOE, qu'il a cédé au chantage d'ETA ? En fait, le PNV est cohérent avec une ligne tracée précédemment et qu'il développe depuis l'ouverture du nouveau processus politique, mais cette réaffirmation pourrait contribuer à dissuader ETA de franchir un pas difficilement réversible, ou tout au moins, si elle devait le faire, de la priver de certaines justifications politiques.



6. L'unité de la coalition de Lizarra-Garazi ?

Pour notre part, il est clair que nous aurions vivement souhaité que la trêve ne soit pas rompue. Si les choses en restaient là, cela pourrait peut-être contribuer à obliger à traiter plus sérieusement les enjeux de la situation. Au-delà de la prise de position de EB-IU (9), les premières conséquences ne sont pas du tout négatives. Pourtant il faut prendre au sérieux le cas de Izquierda Unida. Même si la coalition de Lizarra-Garazi s'est formée avant la promulgation de la trêve, qui n'en était donc pas une condition, la décision d'ETA soumet à de dures pressions les organisations à l'échelle de l'État espagnol, notamment EB-IU qui se retrouve un pied dedans, un pied dehors, en attendant les décisions de sa prochaine conférence. Mais d'autres organisations sont dans une situation comparable et si elles gardent aujourd'hui l'espoir, teinté de beaucoup de pessimisme, qu'ETA n'entreprenne pas des actions qui nous ramèneraient à un passé révolu, elles pourraient demain prendre leurs distances et marquer beaucoup plus nettement leurs divergences. Mise à part EB-IU, les composantes de Lizarra-Garazi ont su répondre dans l'unité à la rupture de la trêve, en exigeant de « toutes les parties capables de peser sur le cours du processus qu'elles analysent la situation et revoient leurs positions, quelles que soient leurs éventuelles responsabilités respectives ». Le PNV a réaffirmé son engagement à poursuivre le processus engagé, même si la trêve était effectivement rompue, mais cela ne permet pas de prédire son attitude face à une situation qui échapperait à son contrôle. La dialectique action-répression pourrait

8. A ce sujet voir notre analyse dans *Inprecor* n°439/440 de septembre-octobre 1999, pp.11-12.
9. *Ezker Batua-Izquierda Unida*, est l'organisation de la Gauche unie au Pays Basque.



La trêve de l'ETA a permis une forte mobilisation du mouvement ouvrier (ici, grève générale en mai 1999).

enterrer en pratique tous les efforts déployés par les partenaires de Lizarra-Garazi pour trouver une issue à la situation.

7. Les conséquences au sein de Euskal Herriarok

Nos préoccupations concernent enfin les conséquences de cette situation nouvelle au sein même de EH. Là encore, comme dans le cas du forum de Lizarra, la création de EH est antérieure à la trêve. Nous sommes un certain nombre à y avoir adhéré pour des raisons de fond qui vont au-delà des contingences relatives aux actions armées. Mais il est évident que cette trêve a contribué au succès des dernières élections et surtout à gagner le soutien de forces et de personnes qui seraient, autrement, restées à l'écart. Elle a aussi aidé à redonner sa capacité d'initiati-

ve à la gauche abertzale à la tête du processus politique en cours. Tout cela s'en ressentira si ETA entreprend de nouvelles actions armées, surtout si elle retombe dans ses pratiques passées. Sous le double impact de la rupture de la trêve et de la décision de la direction de EH de ne pas participer aux prochaines élections générales dans l'État espagnol, de sérieuses difficultés et des tensions sont d'ores et déjà apparues en Navarre. Et on ne peut pas exclure, si les choses s'aggravaient, qu'il en aille de même dans l'ensemble du Pays basque. Il y a donc beaucoup de points d'interrogation. Ce conflit aurait pu trouver sa solution il y a bien longtemps déjà. Il en a été autrement parce qu'ainsi l'ont voulu les "innombrables" et ceux qui se sont servis d'eux. Ne laissons pas passer l'occasion qui se présente aujourd'hui. ■

« Les raisons politiques avancées par ETA pour justifier la rupture de la trêve ne tiennent pas compte de la profonde volonté populaire de maintenir la trêve, mais les principaux responsables de l'impasse où se trouvait le processus de paix sont le gouvernement d'Aznar et de Mayor Oreja et leur parti »

DOCUMENT

Déclaration d'Espace alternatif*

Espace alternatif tient à manifester son profond désaccord avec la décision prise par ETA de relancer ses actions armées à partir du 3 décembre. Nous ne partageons pas les raisons politiques avancées par ETA pour justifier la rupture de la trêve, car elles ne tiennent compte ni des progrès accomplis dans la dernière période au Pays basque, ni de la profonde volonté populaire de maintenir la trêve, ni encore des effets négatifs du retour d'un climat politique marqué par la peur d'avoir à déplorer de nouvelles morts et des actions violentes de tous ordres. Pourtant, Espace alternatif tient à réaffirmer sa conviction que les principaux responsables de l'impasse où se trouvait le processus de paix sont le gouvernement d'Aznar et de Mayor Oreja et leur parti qui, avec le soutien du PSOE et de la majorité des médias, ont refusé toute initiative durant les quatorze mois écoulés pour trouver la voie du dialogue et d'une solution politique au conflit basque.

Espace alternatif affirme son accord général avec la déclaration du Pacte de Lizarra rendue publique le 2 décembre où, après avoir constaté que « la décision d'ETA de mettre fin au cessez-le-feu unilatéral annule l'un des éléments objectivement

favorables au développement et au progrès du type de solution proposé par Lizarra-Garazi », les signataires « réaffirment leur engagement à recourir aux moyens d'action exclusivement démocratiques et politiques » et exigent de « toutes les parties capables de peser sur le cours du processus qu'elles analysent la situation et revoient leurs positions ». Par ailleurs, nous sommes d'accord avec EB-IU pour déplorer que cette déclaration n'ait pas explicitement demandé à ETA de revenir sur sa décision. ETA doit renoncer au rôle qu'elle s'attribue et déléguer à EH-HB et à la majorité de la société basque la défense de ses revendications politiques. Il ne faut pas faire marche arrière sur le chemin parcouru depuis quatorze mois. Il faut bien au contraire prendre des initiatives beaucoup plus fortes pour obtenir la paix et la solution politique du conflit basque. Notamment en créant un nouveau Forum pour le dialogue entre toutes les parties, sans exclusives a priori, tant dans la Communauté autonome basque qu'en Navarre. Au sein de ce Forum, il faudrait réaliser le consensus le plus large possible autour de mesures comme l'exigence d'un changement radical de la politique pénitentiaire, en commençant par rapprocher les détenu(e)s de leur lieu d'origine ; l'appel aux médias pour qu'ils impulsent un "désarmement verbal" et qu'ils contribuent à

construire le dialogue entre les différentes positions en présence ; la recherche de voies juridiques pour réguler et garantir les droits des Basques à définir leur propre avenir, sans exclure aucune des options possibles de ce processus. Une mesure immédiate qui aiderait à débloquer le processus est la démission du ministre de l'Intérieur Mayor Oreja, qui a donné trop de preuves de son absence de volonté de dialogue et de respect des demandes des parlementaires basques et espagnols.

Espace alternatif tient à exprimer publiquement son désaccord avec la décision du coordinateur général de IU au niveau fédéral qui, s'appuyant sur une coordination collégiale sans capacité exécutive et enfreignant le principe de fédéralisme, a exigé que EB-IU quitte le pacte de Lizarra. Espace alternatif défend et défendra, au-delà de la décision que prendra la présidence fédérale de IU ce prochain 13 décembre, la souveraineté de EB-IU pour décider de rester ou non au sein de ce pacte. ■

Le 7 décembre 1999

*Espace alternatif est un courant organisé au sein de la Gauche unie (IU — Izquierda Unida), animé notamment par Izquierda alternativa (Gauche alternative, IVe Internationale) et des secteurs écosocialistes.

Ukraine

Morne élection présidentielle

Les deux tours des élections n'ont provoqué aucune sensation. La deuxième victoire de L. Koutchma correspondait au programme préparé d'avance.

Lors du premier tour, le 31 octobre, le président en exercice, L. Koutchma, recueillit 36 % des voix ; le leader du Parti communiste d'Ukraine (KPU), Piotr Simonenko, 22 % ; le leader du Parti socialiste ukrainien (SPU), A. Moroz, 11 % ; Natalia Vitrenko (Parti Socialiste Progressiste), 10,5 % ; l'ex-président du KGB-SBU et ex-premier-ministre, E. Martchouk, 8 %. Beaucoup de partisans de A. Moroz votèrent pour le leader du KPU, P. Simonenko, « en signe de protestation » contre le fait que le tête de liste socialiste se trouvait en compagnie de nationalistes qui soutenaient E. Martchouk.

Le deuxième tour, le 14 novembre, assura la victoire du « parti au pouvoir » en la personne de L. Koutchma sur « l'opposition patriotique » représentée par P. Simonenko. Sur les 72 % de votants, 57 % donnèrent leur voix à L. Koutchma, 37 % à P. Simonenko. D'après les données officielles un million de citoyens n'ont soutenu personne.

Les syndicats d'Etat officiels FPU (successeurs des syndicats de l'URSS) ont soutenu le « parti au pouvoir ». Le président du FPU, A. Stoian, a accordé un « crédit de confiance » à L. Koutchma quant au programme permettant de créer de nouveaux postes de travail et de payer progressivement les arriérés de salaire et de retraite.

La campagne électorale du président L. Koutchma pour le deuxième tour a commencé plus de 5 mois à l'avance et fut, dès le début, un spectacle politique. Pleinement assuré de sa victoire, il se choisit comme partenaire le politicien le plus misérable et le plus dépendant, un bureaucrate stalino-brejnevien : P. Simonenko. Il convient de se rappeler que le 10 juillet 1994, c'est précisément avec le plein soutien du KPU ressuscité que L. Koutchma devint président. Alors, avec son accord, le KPU acquit le statut de « parti du patriotisme d'Etat » et P. Simonenko devint son leader national.

Dans des conditions de crise sociale, il est très avantageux pour l'ordre bourgeois d'avoir une opposition précisément du type ancien régime URSS-PCUS.

Roman Kondakov

Document

Nous publions ci-dessous un tract distribué à Dnepropetrovsk par le groupe *La lutte*, qui se revendique du combat de la IV^e Internationale.

Boycott de l'élection présidentielle !

Camarades ouvriers ! Les élections du président de l'Ukraine ne sont qu'un spectacle ordinaire pour renforcer l'Etat bourgeois. Cette farce a pour principal acteur le leader du KPU, Monsieur Simonenko. Les bonzes de ce parti siégeant dans la Rada suprême et dans d'autres organes du pouvoir sont directement responsables de la crise au

même titre que l'administration de Koutchma. Ils font partie de l'élite dirigeante et empêchent les pourcentage bancaires directs provenant du pillage, de l'exploitation et de la misère.

Le KPU n'a aucun programme : son programme c'est le pouvoir du tchinovnik, au service de la dictature du Capital, et avant tout du complexe militaro-industriel. En 1994, KPU et SPU amenèrent au pouvoir le « directeur soviétique » Koutchma. L'appareil du KPU, pour ses avantages et privilèges, va l'aider encore une fois. On ne doit avoir aucune confiance envers les épigones du PCUS, bureaucrates du type stalino-brejnevien, apparatchiks du KPU ! La finale de l'élection présidentielle est réglée d'avance. Mais la réélection du vieux président, ordonnateur de cette boutique qui a nom Ukraine, ne sera en rien une issue à la crise. Son issue repose seulement sur notre activité sociale, sur la lutte conséquente du prolétariat ukrainien contre l'ordre national-bourgeois imposé d'en haut, pour la démocratie ouvrière !

C'est pourquoi : Boycott de l'élection présidentielle et lutte contre l'ordre bourgeois !

L'ordre bourgeois dans l'ex-URSS a placé des millions d'individus dans une situation telle qu'ils assurent des bénéfices colossaux aux capitalistes avec leur travail non rémunéré. C'est pourquoi, au lieu de participer au spectacle des élections présidentielles que nous impose notre ennemi de classe, exigez de l'Etat bourgeois, à travers meetings, manifestations et piquets de grève :

1 - Paiement intégral des salaires, pensions, allocations et dettes. Celles-ci doivent être indexées à l'augmentation des prix ;

2 - Annulation des dettes en matière de loyer et de tout service communal pour la population qui est prise dans l'état de la misère ;

3 - Nationalisation des banques commerciales, retour des capitaux placés à l'étranger ;

4 - Aucun travail sans salaire ou presque sans salaire ! On doit payer n'importe quel travail, le travail de chacun, conformément à la loi sur la rémunération du travail et aux conventions collectives !

5 - Enregistrement officiel de tous les travailleurs embauchés ! Il ne doit pas y en avoir à la merci de l'arbitraire des patrons !

6 - Aucune transgression de la journée de 8 heures de travail - principale conquête des travailleurs salariés dans le passé !

Cependant, même ces droits élémentaires ne pourront être obtenus sans contrôle ouvrier sur les usines ! C'est pourquoi ne restons pas des esclaves salariés muets, unissons-nous à la base, dans les entreprises, formons des comités de grève et des comités ouvriers. Le contrôle par de tels comités, c'est déjà le double pouvoir, ce sont les éléments du pouvoir ouvrier - pouvoir des organes élus démocratiquement du prolétariat contemporain. C'est seulement sur la base du mouvement ouvrier que pourra se développer le parti ouvrier révolutionnaire, unifiant la lutte des travailleurs de tous les pays contre les exploiters, pour la révolution socialiste internationale !

Ne croyez pas à la propagande bourgeoise et « communiste » !

Aux plans de ces messieurs répondons par le boycott de l'élection !

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Australie

Percée électorale de la gauche radicale

La gauche radicale a créé la bonne surprise aux élections de l'Etat de Victoria (Australie).

Le premier fait majeur, c'est bien entendu la défaite de la « nouvelle droite », au gouvernement depuis 1992. Il s'agit d'une vraie défaite et d'une vraie rupture politique, après un règne de 7 ans, perçu comme une « dictature élue ». Aujourd'hui, la Chambre-Basse comprend 43 conservateurs, 42 du Labour Party (social-démocrate) et 3 indépendants (de gauche). Ceux-ci ont décidé de donner leur appui à un gouvernement minoritaire du Labour. Les indépendants ont sorti une plateforme de revendications prioritaires, notamment l'arrêt des privatisations, la fin du secret comme méthode de gouvernement ; et une enquête sur une série d'opérations financières frauduleuses de la part du gouvernement sortant. Ils ont aussi demandé une réforme constitutionnelle de l'Etat, le vote proportionnel à la Chambre-Haute, et un système d'élections simultanées aux deux Chambres de l'Etat. Les Indépendants craignent, à juste titre, que le Parti Conservateur n'utilise sa majorité dans la Chambre Haute pour bloquer le programme gouvernemental commun du Labour Party et des Indépendants.

Les élections ont également montré une percée électorale des Verts et des candidats des trois partis de la gauche socialiste-radical. Le Progressive Labour Party obtenait 8 % à Northcote ; le Democratic Socialist Party (l'ex-section de la Quatrième Internationale) 5,8 % à Melbourne, et Militant, 12 % à Richmond. Voilà une nouvelle tendance dans l'électorat qui ressemble à ce qui se passe en Europe.

Signe des temps : ces organisations, ainsi que les Verts, ont évité le sectarisme et se sont présentées chacune dans une circonscription différente.

Ce nouvel esprit de coopération s'est poursuivi lors d'une réunion commune, le 21 octobre 1999, entre les Verts et les groupes de gauche. Participait également à la réunion, le groupe « Independent Australia ». Lors de la dernière consultation électorale fédérale/nationale, celui-ci avait fait élire comme indépendant de gauche, (circonscription de Will, Melbourne) une ex-star du football, Phil Clearly, un sympathisant très connu du PLP.

La réunion a adopté à l'unanimité une motion qui plaidait contre « des divisions inutiles au sein de l'électorat de gauche », et demandait aux partis présents « d'augmenter les niveaux de collaboration en formulant des prises de position politiques communes ». Le représentant des Verts ne prenait pas part au vote mais exprima sa confiance que la majorité des sections locales de son Parti seraient certainement d'accord. Le représentant du DSP formula le souhait qu'aux prochaines élections il y ait une liste de gauche (unitaire) basée sur des principes « verts et de gauche ».

(d'après *International Viewpoint* n° 316)

Le Parti des travailleurs dirige l'État de Rio Grande do Sul depuis un an

Par
Carlos Henrique Áraabe *

Le processus politique mené par le PT à Rio Grande do Sul est un test décisif pour le parti, mais aussi pour chacun des courants qui le composent. La conquête du gouvernement de l'État de Rio Grande do Sul par le PT a eu lieu dans un contexte de grande mobilisation sociale et politique. La confrontation sociale ne s'est pas ralentie avec l'élection et la gestion de Olívio Dutra et Miguel Rossetto, bien au contraire. Cela a beaucoup renforcé l'importance de l'expérience menée par le PT dans cet État. C'est ce qui garantit la continuité et la cohérence de la poursuite d'un programme de changements structurels au Brésil.

L'aspect le plus en vue de l'action du PT est sans doute la pratique du budget participatif, un processus qui, plus que légitimer et soutenir un gouvernement de gauche, représente la construction d'une nouvelle institutionnalité à partir d'éléments de démocratie directe, modifiant ainsi les relations politiques séculairement établies entre gouvernants et gouvernés.

Dans cette expérience du PT on constate la cohérence entre les objectifs présentés aux couches sociales populaires lors des élections et leur réalisation lors de l'exercice du pouvoir. La nouvelle situation créée par le PT est en contraste complet avec ce qui se passe dans le reste du pays. Si l'on compare ce que fait le PT au Rio Grande do Sul avec nos précédentes expériences dans les gouvernements d'autres États, comme par exemple à Espirito Santo avec Victor Buaiz, et dans le District Fédéral (la capitale, Brasília) avec Cristovam Buarque, et même dans certaines expériences municipales, (particulièrement celles des villes de l'État de São Paulo) on observe que l'action gouvernementale a subi en général une forte adaptation aux structures institutionnelles existantes, le plus souvent suivie de l'abandon d'initiatives pouvant être en

confrontation avec les intérêts des classes dominantes locales.

Or dans le cas de Rio Grande do Sul, en plus du budget participatif, des luttes comme celle autour de l'installation de l'usine Ford ou l'interdiction de la culture d'aliments transgéniques, ont contribué à ce qu'il y ait une situation de confrontation permanente avec les élites de l'État.

Quand on regarde de près le programme national du PT on constate qu'il y a eu rupture depuis 1994. On était alors dans la période issue de la 5^{ème} rencontre nationale (1987). On cherchait à exprimer les intérêts de la classe travailleuse et celle de la majorité, qui incluait un certain nombre d'éléments d'une stratégie de transition au socialisme. Cette perspective (de transition au socialisme) était beaucoup plus nette en 1989 qu'en



La politique différente menée à Porto Alegre et dans l'État du Rio Grande do Sul a été remarquée, non sans appréhension, par la presse mondiale.

luttés et les mobilisations. A la différence de ce qui s'est passé au niveau national dans beaucoup d'États, il n'y a pas de déphasage entre ces deux points. L'aspect le plus clair dans ce processus a peut-être été l'élection (du PT) au gouvernement de l'État. Bien plus qu'une bataille politico-électorale, nous avons connu une énorme mobilisation populaire qui a opposé les forces organisées des travailleurs et des secteurs des classes moyennes, à la bourgeoisie.

Revenant au début sur la stratégie du PT, on peut dire que c'est à Rio Grande do Sul où on a construit un mouvement en équilibre sur deux aspects et tourné contre les intérêts de la bourgeoisie : un mouvement politique et social transformateur, combiné avec un renforcement mutuel sur les fronts de l'action de masse et institutionnel.

Le parti s'est construit tout au long de cette période d'une manière démocratique. Rio Grande do Sul fût le premier État où le PT a mis en pratique la proportionnelle dans la composition des directions du parti. Cette continuité, et la démocratie dans la construction du PT dans l'État, font qu'aujourd'hui l'expérience du PT au Rio Grande do Sul est la plus avancée du Brésil.

Même si ces éléments politiques n'expliquent pas à eux seuls le développement du PT ceci est bien plus significatif, face à ceux qui prétendent que Rio Grande do Sul « est un pays à part » et qui est souvent utilisé afin de justifier compromis et pratiques anti-



1994, atténuée quelle fut déjà par l'économisme qui avait marqué ce programme, mais elle était encore dans le cadre de la vision stratégique de notre élaboration. En 1998 le PT a élaboré au niveau national un programme "minimaliste" sans aucun rapport avec le programme précédent. L'orientation et l'action politique suivies actuellement par le gouvernement de Rio Grande do Sul vont dans le sens opposé, étant pour cela critiqué et accusé de créer une situation de confrontation stratégique de projets avec la bourgeoisie de l'État.

Organisation sociale et construction du Parti

L'expérience de Rio Grande do Sul a la particularité d'avoir conservé une continuité, autant, sinon plus importante que la précédente : la croissance institutionnelle fortement teintée d'organisation sociale, les

* Carlos Henrique Áraabe est membre de la direction nationale du PT et militant de la Tendance Démocratie socialiste. Nous reproduisons cet article de *Em Tempo* n° 310 d'octobre 1999.

Brésil

démocratiques, ce qui arrive dans d'autres « pays » du Brésil, en commençant par São Paulo. Il ne faut pas pour autant voir cette expérience à Rio Grande do Sul comme la seule qui dans le PT ait cumulé seulement des aspects positifs, ou encore qui n'ait pas eu des problèmes à affronter (dont certains sont communs à tout le parti).

Limites et Difficultés

Sans avoir la prétention d'une analyse achevée, il est possible d'évoquer deux de ces problèmes. Le premier est que justement Rio Grande do Sul n'est pas « un autre pays ». C'est d'ailleurs pour cela que les considérants de la politique nationale ont tendance à peser de plus en plus sur l'expérience du PT dans le « pays gaúcho » (1). Cela est bien visible dans les aspects généraux (économie, rapports au niveau fédéral, etc.) mais aussi en ce qui concerne le fonctionnement du parti.

D'un autre côté ceci permet une plus grande incidence nationale à partir de Rio Grande do Sul. De ce point de vue il est possible d'identifier une action importante à partir de la mairie de Porto Alégre, notamment dans la divulgation de l'idée de budget participatif et de son intégration comme élément fondamental dans les plates-formes municipales que le PT présentera lors des prochaines élections. Avec la conquête du gouvernement de l'État cette proposition est devenue crédible et doit être présentée comme l'axe central et pas comme simple conséquence de l'action dans l'appareil d'État.

Le second problème c'est comment le PT a abordé les défis inhérents à la nouvelle situation après l'arrivée du parti au gouvernement de l'État.

Les toutes récentes résolutions de la rencontre municipale de Porto Alégre, ainsi que les textes de bilan de gouvernement à la tête de l'État, publiés alors afin de préparer la rencontre au niveau des états, montrent des aspects préoccupants. Lors de la rencontre de Porto Alégre, seul le regroupement "Objectif PT" (qui regroupe les tendances Démocratie Socialiste, Gauche Démocratique et Action Démocratique) a fait un bilan globalement positif du gouvernement de l'État. La résolution approuvée accuse le gouvernement de Olívio Dutra de « s'être couché » devant le PMDB lors du conflit au sujet de l'implantation de l'usine Ford. Cette résolution fut soutenue par

Articulation de gauche (le courant le plus présent dans le gouvernement, mais qui curieusement n'assume pas sa défense et ne discute pas sérieusement ses orientations) et le dit PT "Large" (les tendances Articulation, Unité dans la Lutte et Démocratie Radicale). Dans un document ces derniers caractérisent le gouvernement de Olívio Dutra, entre autres accusations, d'être un gouvernement de conflits (gauchiste).

En agissant ainsi, ces courants oublient que le gouvernement d'Olívio Dutra et Miguel Rossetto est le gouvernement de tout le parti (car c'est le PT qui dirige le front populaire). Ils adoptent une attitude de dispute électorale (interne et externe) qui prime par rapport aux responsabilités de direction. De plus, ils ne peuvent pas justifier la disparité entre leurs positions quand ils sont au gouvernement et lors des débats dans le parti.

Ce processus, ces débats montrent qu'il y a une distance croissante entre la lutte

pour la direction et l'acceptation des responsabilités dans la formulation, le positionnement et l'action politique nécessaires afin de répondre aux défis et tâches posés du fait que le parti gouverne l'État. Les événements montrent qu'il faut construire une nouvelle direction et une nouvelle dynamique dans le parti, capables de répondre à la situation créée par l'élection d'Olívio Dutra et de Miguel Rossetto.

Les rapports du parti avec l'expérience qui se développe à Rio Grande do Sul sont décisifs pour gagner les conflits avec la bourgeoisie. Mais aussi pour l'évolution des courants internes du PT à l'échelon national (particulièrement les courants considérés, jusqu'ici du moins, de gauche) car c'est par sa capacité à répondre aux défis posés dans les situations les plus critiques, les plus difficiles de conflit social et politique, qu'une direction se doit d'être exigeante. C'est là la preuve de la force et des limites du parti comme un tout, avec tous ses courants. ■

Le II^e Congrès du Parti des Travailleurs

Par
**Fernanda Estima
et Rosana Ramos***

Du 24 au 28 novembre 1999, dans le Sesc Venda Nova à Belo Horizonte (Minas Gerais), 927 délégué(e)s se sont réunis pour participer au II^e Congrès National du PT. Pour un coût d'à peu près 1 million de reals, le club du Sesc a été occupé par les délégations « pétistes » venues de tous les États du pays, ainsi que par de nombreux invités et observateurs brésiliens et internationaux, représentant des partis et des organisations politiques, écologistes et de défense des droits de l'homme, venus de pays comme la France, le Portugal, l'Uruguay, le Timor Est et le Mexique, entre autres.

L'ordre du jour du II^e Congrès prévoyait trois discussions centrales, en plus de la rénovation de la direction nationale et de la présidence : élaborer un nouveau Programme pour le Brésil capable de dégager un nouveau projet pour le pays, cohérent avec la perspective socialiste ; la discussion de la conjoncture, spécialement le cadre politique et économique national, incluant

une prise de position vis-à-vis du gouvernement FHC (1), les alliances politiques et les élections municipales ; et la conception de parti que le PT adoptera pour le nouveau siècle. Cette dernière discussion – qui a opposé des conceptions politico-organisationnelles distinctes – devait se terminer par l'adoption des nouveaux statuts du Parti. Ont été présentées 12 thèses, discutant ces trois questions, et deux déclarations (une de la tendance o Trabalho [Le Travail] et une autre proposée par Milton Temer).

Trois candidatures à la présidence du PT se sont alignées au début du Congrès : les députés fédéraux José Dirceu (Sao Paulo), candidat à un troisième mandat ; Milton Temer (Rio de Janeiro) ; et le secrétaire général du Directoire National, Arlindo Chinaglia (Sao Paulo). Nonobstant l'ordre du jour, la discussion a souvent été troublée. Peu de questions ont été débattues et les discussions sur la conception du parti et sur le socialisme n'ont presque pas eu lieu, laissant

* Fernanda Estima et Rosana Ramos sont journalistes et militantes du PT.

1. Fernando Henrique Cardoso (actuel président du Brésil).

frustrés un grand nombre de délégué(e)s présents au Congrès.

Le débat sur l'adoption par le PT du mot d'ordre « *FHC dehors !* » a été responsable de la polarisation des discussions du II^e Congrès. Pour ceux qui n'ont pas pu se déplacer à Minas Gerais, une équipe de journalistes a reproduit en temps réel les activités, les discussions et les votes. Les informations étaient aussi disponibles sur le site Internet du PT qui a accueilli 54 000 visiteurs.

Thèse-guide et amendements

Le Congrès n'a vraiment commencé qu'à la fin du deuxième jour avec la discussion des thèses. La thèse choisie a été celle de la tendance *Articulação Unidade na Luta* (*Articulation Unité dans la Lutte*), « *Programme de la Révolution Démocratique* ». La thèse-guide a été utilisée pour « orienter » la phase suivante, quand les délégué(e)s se sont réunis en groupes thématiques pour la discuter et l'amender. Trois groupes de discussion ont été créés : un sur l'inclusion du mot d'ordre « *FHC dehors !* », un autre sur la défense du socialisme, et finalement un sur la construction du parti. Les amendements qui ont reçu au moins 20 % des votes dans les groupes, ont été présentés à l'assemblée. Sur le socialisme, l'assemblée du II^e Congrès a rejeté l'amendement proposé par la thèse *Nosso Tempo* (*Notre Temps*) et a maintenu le texte de la thèse-guide (amendé par l'Articulation elle-même, et réaffirmant les décisions prises lors de la VII^e Rencontre du PT et du I^{er} Congrès).

La proposition de suspension du paiement de la dette extérieure a été rejetée. C'est le texte de la thèse-guide qui a encore une fois été maintenu, avec la mise en avant de la renégociation de la dette, bien que comportant l'ajout suivant : « *L'intransigeance des créanciers pourra amener à une suspension du paiement de la dette extérieure publique. Et il est nécessaire d'établir des mécanismes de contrôle d'échange sur toutes les entrées et sorties de*

capitales et la taxation des profits selon des échelons internationaux (30 %), différents des actuels 15 %. Il faut bloquer les tentatives de re-étatisation de la dette extérieure ».

L'orientation pour la conjoncture

Le texte approuvé a défini comme « *arche des alliances* » le PDT, le PSB, le PCdoB, le PC et les secteurs du PMDB en opposition avec le gouvernement FHC. Par rapport au PPS, des éventuelles alliances



Avant l'élection présidentielle de 1998 les déclarations de "Lula" au sujet de son estime pour "FHC" ont fait la joie des caricaturistes

sont conditionnées « à des accords programmatiques et à l'opposition à FHC et au néolibéralisme ». D'autres alliances sont encore envisageables, sous la condition d'être soumises aux Directoires Régionaux. L'amendement qui restreignait les alliances aux seuls partis qui se définissent nationale-ment comme opposition au néolibéralisme et au gouvernement FHC a été refusé. Les débats sur le « *FHC dehors !* » ont pratiquement polarisé le II^e Congrès. Le député Milton Temer, lors de sa défense de l'inclusion du slogan, a rappelé que toutes les conventions de fédération d'état du PT – exception faite de celle du Paraná – ont élu leurs délégué(e)s pour voter le « *FHC dehors !* ». Temer a encore souligné que les amendements sur ce thème ont mis autre chose en discussion comme « *la conception du parti et la question de la démocratie interne, des sujets très chers au PT* ». Après d'après débats sur l'inclusion du « *FCH dehors !* », l'amendement a été finalement rejeté, créant le moment de la plus grande tension entre les délégué(e)s.

Nouvelle Direction

Pressée par le manque de temps, due principalement aux diverses réunions qui ont

empêché le début des travaux à l'heure prévue, la discussion des statuts du PT a été reportée à la prochaine réunion du Directoire National (DN), avec deux importantes conditions : une Conférence Nationale devra être organisée pour discuter les questions relatives aux finances et, pour l'ensemble des changements statutaires (incluant ce dernier) il sera nécessaire d'obtenir l'accord d'au moins 60 % du total des membres du DN. En plus de la composition proportionnelle d'après les listes qui se sont présentées au vote, le DN comporte le président élu, les deux dirigeants à la Chambre et au Sénat, les représentations sectorielles (dans le cas présent, des syndicats et de la jeunesse), et encore le compagnon Lula, dont le nom a été approuvé directement par l'assemblée. Comme lors de la dernière Rencontre et sur cette même question une divergence importante entre les délégué(e)s s'est maintenue. Avec un vote et un compte des voix plus rapide grâce à l'utilisation d'urnes électroniques, on a pu avoir les résultats avant 17 heures le dimanche. Les sept listes qui se sont présentées à l'élection du DN ont obtenu les résultats suivants :

Au total on a comptabilisé 912 voix, incluant deux bulletins blancs et deux nuls. La liste *Notre Temps* a comme composant fondamental la tendance *Démocratie Socialiste*. La *Révolution Démocratique* est la liste de l'Unité dans la Lutte qui a incorporé l'ancien groupe pauliste, mené par Rui Falcão, ex-président national du PT. *Socialisme ou Barbarie* rassemble les tendances *Articulation de la Gauche*, *Force Socialiste*, *Tendance Mouvement* et plusieurs groupements régionaux. Le *Mouvement PT* a été la liste de Arlindo Chinaglia, Tarso Genro, Carlilhos Santana (président du PT de Rio de Janeiro), Tilden Santiago (secrétaire à l'environnement du gouvernement d'Itamar Franco), Geraldo Magela — député fédéral pour le DF (2)), entre autres. La liste PT de Luites et de Masses a été tenue par Ricardo Berzoini et Jilmar Tatto, de Sao Paulo (c'est en fait une dissidence pauliste de l'Unité dans la Lutte qui s'est maintenue dans le Congrès). Pour la présidence nationale du Parti, José Dirceu a été réélu avec 496 voix. En deuxième place est arrivé le candidat Milton Temer, avec 296 voix. Arlindo Chinaglia a obtenu la troisième place avec 113 voix. Il y a eu encore trois bulletins nuls et quatre blancs.

2. Le District Fédéral (Brasília).

LE CONGRES EN CHIFFRES

Courants	voix	%	places	
			à la DN	au CEN
Notre Temps	90	10	8	2
Révolution Démocratique	398	44	35	8
Démocratie Radicale	73	8	7	1
Socialisme ou Barbarie	190	21	17	4
Mouvement PT	116	13	10	2
PT de luttes et de masses	26	3	2	1
Fidèle au PT des origines	19	2	2	2

DN : direction nationale ; CEN : Comité exécutif national

Le débat sur le socialisme

Par
Carlos Henrique Áraabe*

Au cours du deuxième congrès du Parti des travailleurs (PT), le débat sur le socialisme a été relativement succinct. L'Articulation (1) a amendé son propre texte — réaffirmant les thèses énoncées sur le socialisme lors de la septième rencontre nationale (1990) et du premier congrès du parti (1991) — et un seul amendement a été soumis aux voix en séance plénière, il était présenté par la tendance *Nosso tempo* (2). Il a été rejeté tant par le "camps majoritaire" que par la plupart des secteurs qui se considèrent comme situés à gauche au sein du PT.

Cet amendement proposait d'aller au-delà du programme "de la révolution démocratique", par trop timoré, et d'impulser un processus de transition vers le socialisme, en intégrant dans cette perspective les expériences de participation populaire — surtout celles pratiquées dans l'État du Rio Grande do Sul (3) — en tant qu'embryon d'éléments de démocratie directe. L'amendement complétait le besoin de donner un sens stratégique aux gouvernements conquis par le PT.

Bien qu'il n'ait pas donné lieu à un débat qui aurait traversé tout le congrès, il est utile d'examiner les arguments qui ont été avancés pour contester cet amendement. Deux aspects prédominaient dans les interventions de l'Articulation: d'une part que la réaffirmation des résolutions antérieures était amplement suffisante et, de l'autre, que l'amendement surestimait la valeur stra-

tégique des expériences de participation populaire, tout particulièrement le budget participatif du Rio Grande do Sul (RS). Les opposants de la "gauche du PT" affirmaient, pour leur part, que l'amendement défendait une conception graduelle de la conquête du socialisme, laissant de côté la nécessité d'une rupture révolutionnaire.

Participation populaire

La question de la participation populaire possède une importance très significative au sens où elle est intimement liée à la politique concrète du PT dans les gouvernements qu'il dirige ou auxquels il participe.

Nous pensons que l'institution d'expériences comme le budget participatif peut potentiellement introduire des formes embryonnaires de démocratie directe. De

telles pratiques s'insèrent dans une perspective de dépassement des limites de la démocratie représentative, de liaison entre l'obtention de conquêtes matérielles dans l'intérêt du plus grand nombre et une nouvelle façon d'organiser le système de décisions politiques. Il s'agit de mettre en évidence le fait que le passage de l'État à une logique publique, déprivatisée — dans laquelle il ne serait plus l'otage des intérêts privés — est conditionné par des modifications structurelles dans son organisation et qu'il n'est à cet égard pas suffisant de gouverner correctement et honnêtement. L'expérience gaucha (du Rio Grande do Sul, ndr.) semble confirmer cette idée.

Mais ce genre de participation populaire est loin d'être unique ou d'être la plus répandue dans les expériences de gestion du PT. Dans de nombreux cas — même là où le PT est hégémonique dans le gouvernement —, l'encouragement à la participation est exercé de façon très contrôlée et subordonnée au dernier mot de l'exécutif, voire du chef de l'exécutif. Ce type d'expériences remplit un rôle limité dans la démocratisation de la vie politique, et fonctionne plutôt comme élément de légitimation de gouvernements de gauche, sans toutefois altérer les mécanismes fondamentaux — démocratie représentative et clientélisme

Autogouvernement du peuple organisé

*Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'amendement « Le socialisme comme autogouvernement solidaire du peuple organisé » présenté par le regroupement *Nosso Tempo* (Notre Temps), constitué à l'initiative de la tendance Démocratie socialiste au Deuxième congrès du PT.*

« Notre programme démocratique et populaire doit être orienté par une conception du socialisme qui signifie le contrôle, par la population organisée, de la gestion économique et politique de la société. Le socialisme rend effective la souveraineté populaire dans la définition de l'avenir de la société, aujourd'hui aliénée par le marché capitaliste et par une organisation de l'État qui fonctionne comme "un comité chargé de gérer les intérêts communs de la bourgeoisie" (Manifeste du Parti communiste) (...)

« Ceci suppose la création d'institutions qui occupent la place du marché capitaliste et de l'État bourgeois, des institutions basées sur la "libre association des travailleurs", sur l'activité autonome, démocratique et souveraine de la population (...)

« Nous ne voulons ni de l'étatisme — c'est-à-dire une tentative de promouvoir un processus de transformation sociale du haut vers le bas, avec une participation populaire contrôlée par les appareils d'État —, ni de la domination du marché, où les besoins sociaux de la population sont soumis à une logique qui lui est étrangère et qui favorise les propriétaires du capital (...)

« En guise de perspective pour la société actuelle (...) notre proposition doit (...) développer toutes les formes d'auto-organisation populaire et de contrôle social sur l'État et le marché (...)

« Notre expérience des dernières années est extrêmement utile pour concrétiser cette perspective — en tant qu'avancée effectuée vers la participation populaire à diverses administrations municipales, à Porto Alegre notamment. Elle démontre que cette façon de concevoir l'État est démocratique et efficace (...) Par ailleurs, il faut faire des progrès en matière de contrôle sur les marchés (sans prétendre les éliminer à court ou moyen terme, naturellement). Ce contrôle doit être le fait d'organismes publics, qui ne peuvent être, à ce stade, que des organes d'État soumis au contrôle populaire (...) Cela n'a aucun sens, d'un point de vue démocratique, de réduire l'État au profit du marché capitaliste : cela signifierait perdre en capacité de décision du peuple et, par là même, régresser en terme de démocratie (...) L'État devra avoir les moyens de coordonner les activités économiques, de façon à ce qu'elles soient cohérentes avec un projet de développement démocratique et populaire, et que puissent décroître les inégalités sociales et régionales. Pour ce faire, il n'est pas nécessaire d'étatiser toute l'économie, mais il faut que diverses entreprises d'importance stratégique soient des biens publics, des biens d'État (...) »

* Carlos Henrique Áraabe, militant de la tendance Démocratie socialiste, est membre de la direction nationale du Parti des travailleurs.

1. C'est le nom de la tendance majoritaire dans le PT au niveau national.

2. Cf. ci-contre les extraits de l'amendement présenté par le regroupement *Nosso Tempo* (Notre Temps) et aussi le texte programmatique de la tendance Démocratie socialiste reproduit p. 19 à p. 24.

3. Sur l'expérience de la municipalité de Porto Alegre, voir *Inprecor* n° 434 d'avril 1999. Nous publions par ailleurs en p. 15 un bilan de la première année du "gouvernement rouge" du Rio Grande do Sul.

entre autres — de la structure de l'État.

L'idée que l'amendement surestimait le rôle stratégique de la démocratie directe dans les expériences de gouvernement du PT traduit des manières totalement divergentes d'aborder la question du pouvoir. On peut estimer que la participation populaire dans nos gouvernements contribue seulement à une "accumulation de forces", à un renforcement politique et social du parti, en vue d'une rupture — lorsqu' enfin la démocratie directe pourra pleinement être réalisée. Bien entendu, une conception de ce type devrait engendrer des tâches stratégiques conduisant à cette rupture révolutionnaire. Comme ceci est notoirement absent des préoccupations majoritaires dans le PT, il est difficile de croire qu'il s'agit de la motivation du rejet de l'amendement de *Nosso tempo*. Une autre raison serait de penser que l'horizon stratégique des gouvernements du PT est l'administration de l'État bourgeois sans proposer son dépassement. Ainsi, nous devrions nous contenter de ce qui se fait en moyenne aujourd'hui — surtout en ce qui concerne les formes de participation — comme constituant la seule réforme possible.

La compréhension du fait que la transformation socialiste exige une rupture révo-

lutionnaire est commune aux courants de gauche. Cette idée est, en général, conçue comme un moment concentré dans le temps pendant lequel le mouvement politique et social de la classe travailleuse fait converger ses forces contre la domination bourgeoise, ou le cas échéant, contre l'État, détruisant l'ancienne "machine" oppressive tout en inaugurant un nouvel État basé sur la démocratie directe.

Processus et rupture

Cette dynamique, mieux connue sous le terme de révolution, est loin de se référer à un moment magique et accidentel ; au contraire, dans toutes les expériences historiques révolutionnaires, elle est liée à un processus de construction d'un pouvoir alternatif ou "double pouvoir", combinant des éléments graduels et de rupture. Dans beaucoup de cas, des courants de gauche se contentent de proclamer la nécessité de la rupture, mais contribuent peu, voire pas du tout, à la construction d'un programme qui dépasse la conception ("étapiste") traditionnelle qui distingue des programmes "maximum" (socialiste) et "minimum" (tenant compte du rapport de force actuel entre

classes sociales), dans laquelle la question du pouvoir relève du domaine privé du parti. La critique du "gradualisme" de l'amendement, venue de secteurs de gauche du PT, ne résiste pas à une analyse critique de l'histoire des révolutions ou même des processus concrets qui sont en cours au Brésil.

L'amendement en question propose aussi de combattre la privatisation et la domination du marché en défendant la (re-)nationalisation de secteurs stratégiques (banques et monopoles), tout en la liant à un contrôle social sur l'État lui-même. Il souligne le fait qu'il est possible et important d'intégrer dans cette perspective un ensemble d'initiatives et d'expériences de coopératives, d'autogestion et de formes non-capitalistes d'organisation économique. Ceci faisant référence aux conquêtes en matière de réforme agraire (menées en particulier par le Mouvement des sans terre) et aux luttes de résistance contre la désagrégation économique et le chômage. Cet amendement soulignait l'importance de ces questions et permettait de les intégrer dans le programme du parti pour orienter son action tant dans l'opposition qu'au gouvernement. ■

Thèses pour une actualisation du programme du Parti des Travailleurs

DOCUMENT*

1. Le PT et la discussion du programme

Pendant quelques années, particulièrement de 1987 à 1991 (de la 5^e Rencontre, en 1987, au 1^{er} Congrès, en 1991), le PT a connu un vaste débat sur son programme et a avancé dans l'explication aussi bien d'une conception du socialisme que du chemin pour y parvenir. Ces derniers temps par contre, et particulièrement pendant la campagne de 1998, la discussion du programme au PT s'est restreinte à des propositions de mesures gouvernementales, pensées en termes de transformations limitées, « situées dans les limites d'une société capitaliste » (Résolutions de la Rencontre Extraordinaire de 1998).

Approfondir la compréhension du socialisme, cela s'impose non seulement comme une tâche stratégique, importante pour le renforcement de l'identité du parti, mais c'est aussi une exigence de la conjoncture, pour accroître la crédibilité du Parti des Travailleurs comme défenseur d'une alternative globale au néolibéralisme. Une des grandes difficultés que nous avons eues ces dernières années est que le discrédit du socialisme nous a laissés sans alternative populaire globale à la crise du capitalisme, et donc en mauvaise posture pour affronter les néolibéraux.

Le PT continue à se définir comme socialiste, mais a peu fait ces derniers temps pour développer sa compréhension du socialisme et des voies pour l'atteindre. Après des avancées importantes pour repenser ces questions — surtout avec la discussion du « socialisme petiste » à la 7^e Rencontre, en 1990, suite à l'effondrement de l'ancien

« camp socialiste » — elles n'ont plus figuré à l'ordre du jour et avec elles le débat sur le programme, en son sens le plus profond, a disparu. Le 2^e Congrès est l'occasion de le reprendre.

2. Programme, lutte politique et conjoncture

Dans notre expérience de construction du parti, nous avons lié le débat sur un pro-

* Lors de sa V^e conférence nationale tenue en juin 1999 (cf. *Inprecor* n°439/440 de septembre/octobre 1999) la Tendance Démocratie Socialiste (qui regroupe au sein du PT les marxistes révolutionnaires se référant aux conceptions de la IV^e Internationale) a débattu du projet socialiste que le Parti des travailleurs devrait formuler aujourd'hui. Les thèses adoptées par la V^e conférence nationale de DS (que nous reproduisons ci-contre) peuvent fertiliser la réflexion programmatique du mouvement ouvrier non seulement au Brésil.



gramme de transformation socialiste du Brésil à un processus concret d'accumulation de forces et de lutte politique. De même, nous avons conduit nos discussions en lien étroit avec les questions posées par la conjoncture. C'est un aspect positif de notre tradition et cela constitue un antidote contre tout doctrinarisme — à condition que ce souci ne nous amène pas au refus d'avancer dans la discussion programmatique et ne se réduise pas à une variante du pragmatisme.

Discuter notre programme aujourd'hui, en liaison étroite avec les questions posées par la conjoncture, signifie d'une part le développer en le confrontant aux propositions néolibérales et aux critiques qui ont été faites au socialisme à partir de la crise de l'ancien « *camp socialiste* » et, d'autre part, montrer comment les avancés dans un programme de transition au socialisme permettent d'envisager les questions urgentes posées au pays, en particulier aux classes populaires, alors que les solutions néolibérales échouent.

Nous pouvons résumer le noyau des critiques libérales du socialisme en une identification du socialisme avec l'étatisme et en deux conclusions tirées de là : l'étatisme est antidémocratique (tandis que le marché est démocratique), et l'étatisme est inefficace (alors que le marché est efficace). Et ce n'est pas seulement le socialisme qui est critiqué comme « *étatiste* » : le « *développementisme* », c'est-à-dire l'effort fait par divers pays dépendants (l'un d'eux, en particulier, le Brésil) pour bénéficier d'un développement national, s'industrialiser, surmonter son retard et sa dépendance à l'intérieur des limites du capitalisme, est lui aussi la cible de cette critique.

Plus récemment, les propositions de gauche en général, aussi bien socialistes que développementistes, ont été attaquées en ce qu'elles s'opposeraient à la « *globalisation* », seraient nationalistes, et donc contraires à la modernité, au progrès technique, aux bienfaits que la libéralisation du commerce et les investissements étrangers pourraient apporter au pays. Il est assez curieux que cette cri-

tique soit faite à gauche, alors qu'une des traditions les plus chères des socialistes est justement l'internationalisme.

Notre discussion programmatique doit donc se développer aujourd'hui tout en répondant à ces critiques.

3. Les fruits amers du marché néolibéral

L'intense endoctrinement néolibéral mené ces dernières années prétend que, puisque l'étatisme est antidémocratique et inefficace, l'alternative serait d'élargir le rôle du marché, avec des privatisations, des déréglementations, la réduction de la taille de l'État. Outre le fait que cela serait par soi-même plus démocratique et efficace, cela qualifierait aussi le pays pour recevoir les investissements extérieurs et cueillir ainsi les fruits de la « *globalisation* », tout en connaissant un intense progrès technique et une croissance rapide.

L'expérience mondiale de ces dernières années, surtout celle des pays dépendants, est très éloignée de ce tableau.

A commencer par la prétendue efficacité de la régulation marchande : nous observerons en premier lieu que les décennies de prédominance néolibérale ont enregistré, dans l'ensemble des pays, une performance économique largement inférieure à celle des décennies « *étatistes* » qui les ont précédées. La croissance de l'économie mondiale devient, dès les années 80, inférieure d'une bonne moitié à ce qu'elle était dans les années 50 et 60. La réduction des impôts sur les capitaux, l'adoption d'une politique fiscale nettement moins progressiste commencée à l'échelle internationale avec le gouvernement Reagan, qui aurait dû stimuler les investissements selon ses défenseurs, n'a pas rempli ce rôle. Le chômage a doublé ou triplé, en moyenne, par rapport à ce qu'on enregistrait dans les années 50 et 60. Dans le cas de l'Europe, le chômage a aujourd'hui quadruplé ; même les États-Unis, qui ont aujourd'hui un des taux de chômage les plus bas, ont à cet égard une position plus mauvaise que ce qu'il y avait en moyenne pendant ces années-là.

La situation, examinée avec plus d'attention, est en réalité encore pire : c'est aussi la qualité des emplois qui se dégrade de façon dramatique. Tout le monde sait que la précarisation du travail est en train de s'aggraver dans le monde entier. Dès les années 80 la tendance est à la stagnation ou à la chute des salaires réels, tandis qu'augmentent les rendements les plus élevés — la distribution de la rente tend à se concentrer. Se produit aussi une contraction de l'État-providence et

de l'ensemble des droits relatifs à la sécurité sociale, en plus de la réduction des droits sociaux en général.

En outre, « *déréglementation* », « *flexibilisation* » et précarisation des rapports de travail augmentent l'exploitation des travailleurs et l'hétérogénéité sociale du prolétariat. Les travailleurs qui arrivent à défendre leurs droits sont présentés par la propagande néolibérale comme des privilégiés, et opposés à ceux qui sont obligés de faire des petits boulots, de travailler à temps partiel ou à domicile, d'accepter la réduction ou la suppression de leurs droits. Le résultat est l'augmentation de la pauvreté et une difficulté accrue à unifier les travailleurs, ce qui réduit leur capacité de résistance à ces attaques.

Autrement dit, le capitalisme libéral est incapable d'offrir à la population ce que le capitalisme « *étatiste* » a offert pendant quelques dizaines d'années.

Quant à la prétendue efficacité supérieure des entreprises privées pour rendre des services publics, il suffit de voir ce qui est en train d'arriver en divers pays — y compris au Brésil — aux télécommunications, à la fourniture de l'énergie électrique ou aux transports... privatisés.

Finalement, il saute aux yeux que sont en train d'être démenties les affirmations selon lesquelles l'ouverture économique complète et l'intégration dans l'économie « *globalisée* » favoriseraient la modernisation, le progrès et l'amélioration de la qualité de la consommation dans les pays dépendants. Ceux-ci ont beau s'engager toujours plus dans la création de toutes les conditions favorables pour « *mériter* » la confiance des marchés mondiaux, en particulier avec l'adoption de ce qu'on appelle les « *réformes* » (en réalité des contre-réformes) néolibérales, ce qui est chaque jour plus clair est que cet effort non seulement ne leur a pas permis de « *recueillir les fruits* » de la globalisation, mais les a rendus plus exposés aux crises, plus dépendants, moins souverains. La situation du Brésil ne laisse aucun doute à ce sujet.

4. Le néolibéralisme contre la démocratie

La performance des néolibéraux est peut-être encore pire en matière de démocratie.

Bien loin de favoriser la démocratie, la prédominance croissante des marchés dérégulés exige une réduction progressive des droits démocratiques. Il suffit de voir que l'un des points centraux du discours et de la pratique des gouvernements néolibéraux est

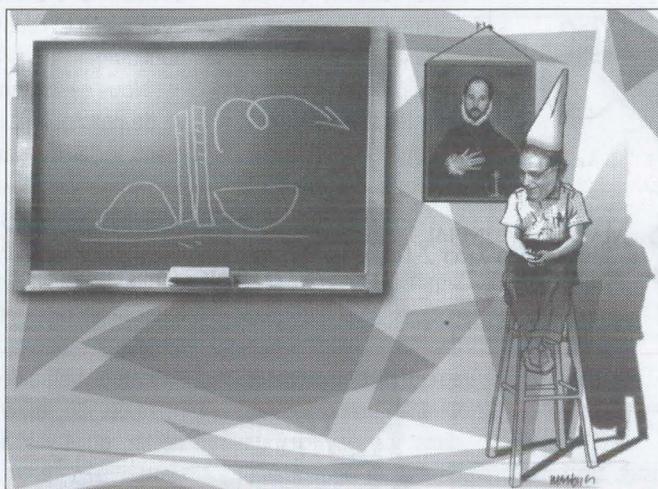
la nécessité de « gagner la confiance » des marchés en général et des marchés financiers en particulier. « Gagner la confiance » signifie en vérité donner des garanties que rien ne sera fait contre leurs intérêts. La raison fondamentale de la réduction des dépenses publiques pour les besoins sociaux (éducation, santé, assainissement, logement, infrastructures) est la nécessité d'accroître la capacité pour les gouvernements de payer des intérêts usuraires aux créanciers internes et externes. « Gagner la confiance » signifie aussi accepter la tutelle d'une institution comme le FMI, représentant toujours plus direct des grandes puissances, en particulier des USA, et du capital financier, et en plus accepter la tutelle directe du Trésor des USA, comme le Brésil le fait depuis fin 1998.

En outre, toute possibilité de changement de politique économique, de mise en œuvre de mesures qui ne seraient pas celles qui intéressent la « communauté financière » provoque un chantage des « investisseurs ». C'est ce que nous voyons aujourd'hui en Argentine : à l'approche des élections présidentielles, le capital étranger plonge le pays dans la crise.

Ce n'est pas seulement que cela n'a rien de démocratique, cela agresse directement la souveraineté nationale (sans laquelle, naturellement, il ne peut y avoir de démocratie). Un autre aspect totalement antidémocratique de la logique néolibérale est la nécessité permanente d'accepter les paramètres de la « compétitivité » des entreprises et des pays. Il s'ensuit une course à la réduction permanente des coûts. Une des recommandations centrales des néolibéraux pour notre pays est de réduire ce qu'on appelle le « coût Brésil ». Il se trouve que, dans cette optique, une partie centrale de ce « coût » sont les coûts du travail. Telle est la raison de la pression à l'abaissement des statuts et à la précarisation du travail (ce qui est appelé « flexibilisation » des statuts), et à l'abaissement des droits sociaux. Ce processus n'a pas de fin : comme tous les pays et toutes les entreprises cherchent à devenir plus « compétitifs », ce qu'on exige aujourd'hui sera considéré demain comme insuffisant.

Mais peut-être l'aspect le plus clairement antidémocratique de cette logique est la façon dont elle traite la question de l'emploi.

Pour que les entreprises soient viables elles doivent de plus en plus pouvoir périodiquement licencier des travailleurs. Et contrairement à ce qui se dit, cela n'est pas une conséquence du progrès technique en lui-même. Le progrès technique devrait être une bénédiction, permettant à tous de travailler moins avec une production plus grande, et donc de consommer davantage. C'est la logique même du capitalisme néolibéral qui transforme cette bénédiction en malédiction



FHC vu par Em Tempo

pour la majorité : comme les politiques néolibérales maintiennent fondamentalement stagnante la demande globale, et exacerbent la « compétitivité », le progrès technique amène à ce que les uns travaillent plus (sans gagner plus) et à ce que les autres perdent leur emploi.

Est-ce démocratique qu'un travailleur qui a dix ou vingt ans de boîte puisse être mis à la porte pour que la boîte maintienne ses profits et sa « compétitivité » ?

La dictature des marchés est, dans la période historique actuelle, le principal ennemi de la démocratie. Le discours typique du néolibéralisme, selon lequel la nécessité de compter avec les marchés réduit dramatiquement l'espace aux décisions politiques, représente une attaque frontale contre la démocratie, contre la capacité des citoyens de décider souverainement de leur propre destin.

La prédominance de la logique marchande est renforcée par le rôle de plus en plus décisif des médias et de l'industrie culturelle, contrôlées par le grand capital à l'échelle mondiale. Le résultat est ce qu'on nomme l'idéologie de la « pensée unique », qui pénètre même la conscience des secteurs victimes des mutations en cours. Le quasi-monopole de la production d'idées de cette industrie capitaliste restreint profondément la démocratie, transformant une grande partie des processus électoraux en mar-

keting de candidats et en spectacles télévisuels.

Il est important de noter que les néolibéraux, en réalité, ne sont pas pour des États plus faibles. Ils veulent réduire, par principe, le rôle économique des États (sans l'éliminer : les États doivent garantir le fonctionnement des marchés, le respect des droits de la propriété, les contrats, etc., ce qui est certainement un rôle économique-clé). Mais ils ont besoin que les États soient bien équipés pour « garantir l'ordre ». Ce n'est pas un hasard si le Chili de la dictature de Pinochet et l'Argentine de la dictature de Videla ont été des pionniers dans la vague néolibérale. Et même la réduction du rôle économique des États est très discutable : dans ce modèle, l'État est source importante de subventions et de financements bon marché pour le grand capital (par exemple : Poer, Ford, les transferts du patrimoine public à des groupes privés étrangers et nationaux grâce à des privatisations financées par la BNDES, etc.).

En fin de compte, les régimes libéraux dans le monde actuel sont de moins en moins démocratiques et de plus en plus oligarchiques. Outre la prédominance complète du pouvoir économique et la manipulation des processus électoraux, les institutions de pouvoir « filtrent » l'expression de la souveraineté populaire dans l'élection des représentants parlementaires. La structure politique brésilienne, héritée de la dictature militaire et préservée par les compromis des élites dans la « Nouvelle République », en est un exemple clair. Des États créés récemment, avec une population réduite, élisent un nombre élevé de députés. On a mis en place une cohorte de parlementaires vénaux qui soutiennent toutes les initiatives du gouvernement fédéral. Des mesures classiques de la Révolution Française, comme le principe « un citoyen, un vote », se transforment aujourd'hui en revendications démocratiques décisives.

5. Le « social-étatisme »

Comme nous l'avons vu, le fond des arguments néolibéraux contre le socialisme, l'opposition marché démocratique et efficace / étatisme antidémocratique et inefficace est fautive. Mais il y a une part importante de vérité dans l'identification du socialisme avec l'étatisme : de fait, dans les versions qui ont prédominé jusqu'à aujourd'hui, celle du « socialisme réel » à la façon stalinienne, et celle de la social-démocratie, l'étatisme a été un trait caractéristique. Bien qu'ayant des différences notables les deux courants majoritaires dans le mouvement ouvrier ont eu un

Brésil

caractère bureaucratique et ont prétendu réaliser une transformation de la société par en haut, à partir de l'État.

Dans le cas du socialisme façon stalinienne, on a construit un nouvel appareil d'État, identifié au parti au pouvoir, ultra-centralisé et autoritaire. Chaque mobilisation populaire devait être subordonnée à cet appareil ; toute initiative populaire autonome était considérée comme dangereuse et subversive, et devait donc être réprimée. Les



courants sociaux-démocrates se sont adaptés à l'appareil d'État du capitalisme, c'est-à-dire bourgeois ; en réalisant des changements très partiels dans cet appareil, et en évitant les chocs frontaux avec les classes dominantes, ils ont prétendu s'en servir en faveur des majorités populaires. Cela a signifié aussi le refus d'une participation populaire autonome : dans cette conception, la participation populaire n'est acceptée comme légitime que si elle se restreint aux formes institutionnelles de la démocratie bourgeoise, et si elle ne provoque pas de chocs frontaux avec les classes dominantes. En dehors de ces bornes, elle devait être réprimée.

Ces deux faces du « social-étatisme » ont été réellement antidémocratiques. Dans le cas du stalinisme, c'est tout à fait clair, encore que cela ne soit pas arrivé fondamentalement pour les raisons avancées par la critique libérale (par exemple pour cette dernière la non-reconnaissance des droits de la propriété privée est un trait antidémocratique de base, ce que nous ne pouvons accepter).

Dans le cas de la social-démocratie, il existe aussi des traits antidémocratiques, bien qu'il soit plus difficile de les appréhender. Mais ils ne viennent pas de « l'étatisme », ils ne sont pas pointés par la critique libérale : en s'étant bornées aux limites de la démocratie bourgeoise, le problème des expériences social-démocrates est qu'elle n'ont guère été plus loin que la démocratie libérale ; dans le fond, elles ont partagé les avancées et les limites de cette forme de

démocratie.

De ce fait la question de l'inefficacité de ces expériences est plus compliquée. En premier lieu, discuter d'efficacité ou d'inefficacité n'a de sens qu'au regard des objectifs. Si nous pensons à l'efficacité pour construire une société socialiste, il n'y a pas de discussion : le stalinisme et la social-démocratie ont été totalement inefficaces. Mais si nous pensons à l'efficacité selon les paramètres utilisés par la critique libérale, ou disons, en

nous fondant sur les critères de promotion de la croissance économique, il faudra relativiser leur inefficacité. Pendant quelques dizaines d'années, la croissance économique de l'URSS a été très significative ; c'est encore plus vrai pour les expériences sociales-démocrates. Quand prédominaient dans les pays capita-

listes des gouvernements qui appliquaient des programmes sociaux-démocrates, la croissance économique a été très supérieure à ce qui arrive actuellement avec la prédominance de gouvernements libéraux.

De toute façon, cette question est secondaire en ce moment. Comme le social-étatisme, dans toutes ses formes, s'oppose à une véritable démocratie de toute façon, nous n'en avons rien à faire. Cela n'aurait pas plus de sens de reprendre le « développementisme » capitaliste, qui bien qu'ayant assuré quelques décennies de croissance rapide n'a pas réussi à transformer le Brésil en un pays souverain, a permis l'accentuation des inégalités sociales et des inégalités régionales, et n'a pas été plus loin qu'une démocratie bourgeoise très limitée.

6. Le socialisme comme autogouvernement solidaire du peuple organisé

Notre programme démocratique et populaire doit être orienté par une conception du socialisme qui représente l'appropriation, par la population organisée, du contrôle sur les mécanismes de la gestion économique et politique de la société. Le socialisme doit permettre de rendre effective la souveraineté populaire dans la définition des destins de la société, aujourd'hui aliénée par le marché capitaliste et par une organisation étatique qui fonctionne comme « un comité exécutif chargé de gérer les affaires communes de la bourgeoisie » (*Manifeste*

Communiste), et manipulée par les médias et par l'industrie culturelle capitaliste. Cela signifie la création d'institutions qui prennent la place du marché capitaliste et de l'État bourgeois, institutions basées sur la « libre association des travailleurs », sur l'activité autonome, démocratique et souveraine de la population, institutions qui interviennent dans la gestion de la chose publique (y compris une bonne partie des actuelles affaires privées de la bourgeoisie affectant une grande partie de la société et devant être réabsorbées par la sphère publique).

Nous ne voulons ni l'étatisme, la tentative de promouvoir un processus de changement social du haut vers le bas, avec une participation populaire contrôlée par les appareils étatiques ; ni la domination du marché, avec les besoins populaires soumis à une logique qui leur est étrangère et qui favorise les propriétaires de capital. Le socialisme que nous recherchons est celui de la solidarité humaine comme valeur fondamentale, où les citoyens décident de leur destin, où il y a donc l'autogouvernement des travailleurs.

A très long terme, reste valable la formulation de Marx selon laquelle une société réellement libre aura éliminé la production de marchandises, et donc le marché et toutes les catégories marchandes ; elle aura également réussi à faire disparaître l'État comme appareil politique autonomisé, réabsorbé par la société auto-organisée.

Cependant comme perspective pour l'époque actuelle, comme axe d'un programme démocratique et populaire, notre proposition doit être bien plus limitée : développer toutes les formes d'auto-organisation populaire et de contrôle social sur l'État et sur le marché.

Nous ne défendons comme perspective immédiate ni la disparition de l'État — c'est évident — ni sa réduction. Ce que nous défendons, c'est sa transformation, qui doit être de plus en plus contrôlée par la population organisée et consciente, qui se constitue de plus en plus en véritable chose publique. En ce sens, nous défendons l'affaiblissement de l'État, c'est-à-dire son affaiblissement en tant qu'appareil politique autonome. Notre expérience de ces dernières années est extrêmement utile pour concrétiser cette perspective, avec l'avancée réussie dans la participation populaire à diverses administrations municipales, tout spécialement à Porte Alegre, et avec le début de l'extension de ce processus pour le gouvernement du Rio Grande do Sul. Cette expérience a montré que cette façon de traiter l'État est aussi démocratique qu'efficace.

Les transformations qui se produisent sur le terrain des communications et de l'informatique réduisent considérablement les difficultés autrefois existantes pour l'exercice d'une démocratie participative. Les discussions sur les questions fondamentales à chaque niveau de la société (à l'échelle nationale, régionale ou locale) peuvent être présentées à tous les citoyens, permettant que les délibérations soient de plus en plus directes.

Il faut que nous avançons dans le contrôle sur les marchés (sans prétendre les éliminer à court ou moyen terme, naturellement). Le contrôle sur les marchés doit être mené à bien par des organismes publics, qui ne peuvent être dans cette phase que des organismes d'État soumis au contrôle populaire. Nous affirmons que cela n'a pas de sens, d'un point de vue démocratique, de réduire l'État pour donner plus d'espace aux marchés capitalistes : cela signifierait en réalité une perte de capacité de décision du peuple, et donc un recul du point de vue de la démocratie. Mais nous affirmons aussi que cela n'a pas plus de sens, d'un point de vue démocratique, de renforcer l'État sans qu'en même temps se renforcent les mécanismes de contrôle de la société sur l'État lui-même.

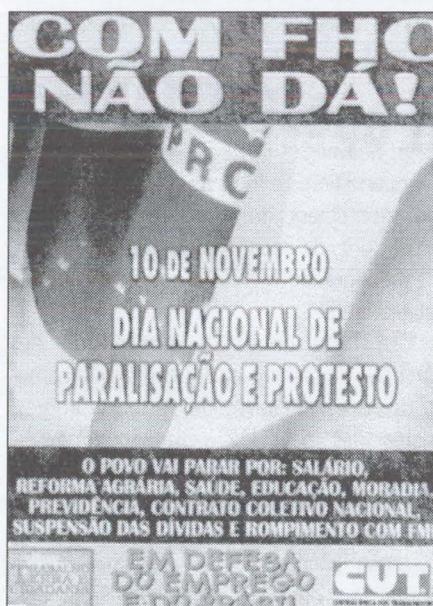
Si l'extension de l'intervention de l'État, d'un autre côté, se fait en combinaison avec le contrôle social sur ses activités, nous nous trouverons en train de développer des formes qui donnent plus de contrôle aux citoyens sur leurs conditions de vie, autrement dit, des formes plus démocratiques. En ce sens, « l'extension » de l'État contribuera à son processus de disparition à long terme, c'est-à-dire de réabsorption par la société organisée.

L'État devra avoir la capacité de coordonner les activités économiques, de façon qu'elles soient cohérentes avec le projet de développement démocratique et populaire, et qu'il puisse y avoir une réduction croissante des inégalités sociales et régionales. Pour cela, il n'est pas nécessaire d'étatiser toute l'économie, mais il est nécessaire que de nombreuses entreprises stratégiques soient de propriété publique (étatique). Nombre d'entreprises privatisées dans la dernière période devront être ré-étatisées, donc, mais avec la garantie de contrôle social.

En troisième lieu, il faudra stimuler toutes les formes d'auto-organisation dans l'économie, c'est-à-dire toutes les formes de coopératives et d'associations. Dans le cadre d'un gouvernement démocratique et populaire, au cours du processus de transformations, les conditions seront réunies pour

dépasser un des principaux (sinon le principal) problèmes que les initiatives des travailleurs dans le domaine économique affrontent habituellement, qui est la pression pour qu'elles s'adaptent à la logique du marché, pour qu'elles adoptent une perspective patronale. Une des mesures-clés qu'un gouvernement démocratique et populaire devra prendre sera la garantie de crédit avantageux pour ces initiatives (dès lors qu'elles ne visent pas l'enrichissement et qu'elles n'aient pas pour objectif l'accumulation privée de propriété). Pour cette raison, entre autres, le secteur financier du pays devra connaître un changement radical, passant sous contrôle public (dans les premiers programmes du PT on parlait d'étatisation du secteur financier ; il est temps de reprendre cette perspective, en lui associant le contrôle social).

Une mesure fondamentale pour changer la situation des travailleurs et promouvoir une modification profonde dans le rapport de forces entre les classes, dans un sens démocratique, sera l'extension radicale des droits de contrôle des travailleurs sur les entreprises privées. Une des premières actions dans cette direction sera de limiter le « droit de licencier les travailleurs », que les entreprises ont aujourd'hui sans restriction. Il faudra examiner l'expérience des chambres



de métiers pour dépasser leurs limites corporatistes, propres à leur configuration institutionnelle (avec la seule participation de patrons, de travailleurs d'une branche et du gouvernement). Les décisions sur la politique de développement (régional, industriel, etc.) doivent être subordonnées à une vision générale qui ne peut être construite que dans des espaces démocratiques de participation populaire, tels le Budget Participatif.

En outre, la question ne sera pas de négocier avec les entreprises des avantages pour qu'elles promettent de maintenir l'emploi pour un certain temps (sans qu'on ait de garantie que cela soit réellement fait) ; il sera nécessaire de modifier le contenu du droit de propriété des patrons, qui sera plus limité par les droits des travailleurs.

Les organismes populaires de gestion de l'économie iront bien au-delà de l'entreprise des chambres de métiers aussi pour une autre raison. Intégrés dans un processus de transformations plus vaste, ils chercheront à garantir l'emploi toujours d'une façon qui corresponde aux intérêts de l'ensemble de la société. Il sera possible que des activités déterminées soient subventionnées par le pouvoir public ; mais cela devra être justifié en termes d'utilité sociale. Ainsi ne pourront être justifiées des subventions pour que la production automobile augmente, alors qu'elle est déjà excessive et que d'aucune façon on ne peut dire qu'elle constitue une priorité sociale. La garantie de l'emploi des travailleurs du secteur devra être rendue possible par le transfert d'une partie d'entre eux vers d'autres activités du même secteur (par exemple, la production de véhicules collectifs, de camions ou de tracteurs) ou en dehors de ce secteur.

Le caractère juste et démocratique d'une mesure comme celle-là ne peut faire aucun doute : comme nous l'avons observé précédemment, où est la justice quand des travailleurs qui ont des années de boîte peuvent être sommairement licenciés ? Après avoir donné des années de leur vie à une entreprise, les travailleurs ne devraient-ils pas, eux aussi, avoir des droits sur elle ?

Tout cela exigera, naturellement, un changement radical dans la forme des relations du pays avec l'étranger, pour qu'il n'y ait pas de fuite des capitaux et de chantage des « marchés ».

7. Lutte pour la souveraineté et pour un nouvel ordre international

Comme nous l'avons mentionné plus haut le néolibéralisme accroît la soumission des pays dépendants aux centres impérialistes. En réalité, il n'est nullement exagéré de dire que ce qui est en cours est un véritable processus de recolonisation. C'est un des aspects sous lesquels les reculs historiques imposés par le néolibéralisme sont les plus brutaux. Le néolibéralisme annihile l'effort réalisé pendant plusieurs dizaines d'années par le « développementisme » et par la pression des mouvements populaire en vue de nationaliser les centres de décision poli-

Brésil

tique et économique des pays périphériques et semi-périphériques.

Ainsi la lutte pour la souveraineté nationale a aujourd'hui une importance accrue. Mais elle doit être traitée comme une souveraineté liée à une conception large de la citoyenneté et à une perspective internationaliste. Doivent être reconnus comme citoyens et citoyennes, et intégrer la communauté politique qui reçoit le nom de nation, tous ceux et toutes celles qui vivent sur son territoire, indépendamment de leur lieu de naissance, de leur langue, de leur religion, ou de leur culture. Cette vision cosmopolite de la citoyenneté, présente dans les grandes expériences révolutionnaires, est la seule façon pour que l'affirmation de la souveraineté nationale d'une population ait un contenu universaliste.

La lutte pour la souveraineté nationale passe aujourd'hui par une réorientation fondamentale de la politique économique, visant une plus grande autonomie ; par une rupture avec le FMI, par la suspension du paiement et la réévaluation de la dette extérieure, avec réalisation d'un audit sur les termes auxquels elle est contractée. Elle passe avant tout par le contrôle des mouvements des capitaux, soumettant leur entrée dans le pays et leur sortie aux intérêts nationaux ; par la révision des processus de privatisation, dans la mesure où il s'est agi en grande partie de processus de dénationalisation ; par l'établissement de contrôles et de limites au rapatriement des profits des multinationales.

Il est évident que le Brésil s'insère dans ce qu'on appelle la « globalisation » de manière subordonnée et contraire aux intérêts du peuple brésilien. Cependant, la question ne peut être résolue par une « *insertion souveraine dans l'ordre international* », comme il se dit parfois dans le PT lui-même, et encore moins par une « *insertion souveraine et compétitive* ». Il n'y a aucune possibilité pour les pays dépendants de s'insérer dans l'ordre international actuel de manière souveraine et répondant aux intérêts nationaux ; et accepter le piège de la « *compétitivité* », c'est interioriser une des valeurs les plus chères du néolibéralisme.

La défense de la souveraineté doit être combinée avec la lutte pour un ordre international radicalement différent de celui qui est en train de se construire. A la mondialisation du capital et des marchés nous devons opposer la solidarité et l'internationalisme des peuples. Nous ne défendons pas l'isolement national ; les socialistes luttent pour les intérêts de toute l'humanité. Mais les relations internationales ne doivent pas être livrées à la logique des marchés dérégulés ;

elles doivent être construites consciemment par chaque pays, grâce à des accords bilatéraux et des forums de négociation où prévalent les intérêts des peuples. Les organisations qui fomentent aujourd'hui le processus de « *globalisation* » — FMI, Banque Mondiale, OMC — doivent disparaître.

Dans cette perspective, la souveraineté nationale doit être étroitement associée à la souveraineté populaire, et à la solidarité internationale entre les peuples opprimés



par l'impérialisme (qui ne se trouvent pas seulement à la périphérie, mais aussi dans les pays du centre). Plus que d'un « *projet national* », il s'agit de formuler un projet qui incorpore la défense de la nation et qui se propose aussi de la transformer, et de lutter pour un autre ordre international.

Ce projet doit inclure l'unification des peuples qui partagent un destin commun. Les nations sud-américaines, soumises à la domination de l'impérialisme nord-américain, peuvent et doivent affronter ensemble leur condition. Le futur du Brésil ne peut être vu séparément du futur des peuples qui vivent près de nous. A partir de cette vision, l'expérience du Mercosul doit être critiquée et réorientée.

La lutte contre la domination des grandes puissances et des capitaux a compté avec les initiatives de secteurs progressistes des pays du centre eux-mêmes, comme la campagne contre l'AMI (Accord Multilatéral d'Investissements) et la création du mouvement ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Aide aux Citoyens). Le PT doit, naturellement, se joindre à ces initiatives.

La combinaison de l'autonomie nationale et de la solidarité internationale doit aussi être la base d'un projet de développement qui soit économiquement viable.

8- La nécessité de l'hégémonie des travailleurs

Quand il a tenu un débat intense sur un programme alternatif pour le Brésil, le PT a

élaboré la proposition d'un programme démocratique et populaire de lutte pour une véritable alternative. Une des caractéristiques centrales de cette alternative était la nécessité pour les travailleurs d'obtenir l'hégémonie dans le bloc de forces qui devait la soutenir, en réalisant une vaste politique d'alliances dans le camp démocratique et populaire, et sans accepter la subordination à des secteurs bourgeois.

Le processus historique de ces dernières années confirme cette nécessité. Bien qu'il y ait de nombreux secteurs bourgeois qui souffrent des politiques néolibérales, ils se montrent de moins en moins disposés à suivre un chemin opposé à celui du néolibéralisme. Au plan international, ce que nous voyons, c'est que la social-démocratie elle-même — courant politique généralement basé sur des organisations de travailleurs, mais dont les directions sont de plus en plus intégrées aux appareils capitalistes — quand elle arrive au gouvernement, applique des politiques qui ne s'écartent pas fondamentalement du néolibéralisme. L'écrasante majorité des gouvernements de l'Union Européenne est sociale-démocrate ou a une participation sociale-démocrate, mais cela n'a pas eu jusqu'à ce jour de conséquence claire sur leurs politiques. Au contraire, les dirigeants sociaux-démocrates ont flirté avec l'idée d'une « *troisième voie* », avec Clinton et Fernando Henrique Cardoso (FHC).

Au Brésil, la totalité des partis hégémonisés par des secteurs bourgeois soutiennent le gouvernement de FHC. Et même si l'usure de ce gouvernement amène une partie d'entre eux à chercher une alternative « *d'opposition* », tout montre que la limite de cette opposition serait le soutien à une personnalité comme Ciro Gomes, issu du PSDB lui-même et encore très lié à des secteurs de ce parti, et prédécesseur de Pedro Malan au ministère des Finances (qu'il occupait au moment des élections de 1994).

Dire que s'en trouve renforcée la nécessité d'une alternative hégémonisée par les travailleurs signifie aussi que notre projet ne peut se borner aux limites du capitalisme, qu'il ne peut prétendre réactualiser le développementisme. Plus encore que lorsque nous l'avons élaboré dans les années 80, le programme démocratique et populaire doit être conçu comme un programme de transition au socialisme.

La nécessité de l'hégémonie des travailleurs et d'un bloc populaire implique une vision stratégique qui ne restreigne pas les positions institutionnelles à la lutte pour gagner des élections. Bien que ce soit un aspect important, les travailleurs et le peuple ne seront politiquement hégémoniques que

s'ils révolutionnent la structure de l'État. Pour que cela soit possible, il doit être transformé du dedans et du dehors.

Cela dépend d'une organisation et d'une mobilisation sociales croissantes. Est aussi nécessaire une lutte idéologique de fond dans la société. Les valeurs de solidarité, de communauté, de nation et de communauté des nations doivent devenir dominantes. Un exemple intéressant de la viabilité de ces conceptions est le succès du MST (Mouvement des Travailleurs Sans Terre).

9. L'unification de tous les secteurs populaires et la lutte contre toutes les formes de discrimination

L'hégémonie des travailleurs ne doit pas être pensée seulement à partir de la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les usines. Il faut incorporer la lutte contre toutes les formes d'oppression et de discrimination auxquelles est soumis le peuple brésilien.

Un aspect fondamental de la démocratisation de la société est la lutte pour une vaste réforme agraire, sous le contrôle des travailleurs ruraux : elle est fondamentale tant pour des raisons économiques que pour des raisons politiques, afin de garantir pleinement la citoyenneté pour ce contingent de travailleurs et de briser un des principaux piliers du conservatisme dans le pays.

De même, la lutte pour une réforme urbaine radicale est indispensable pour garantir la citoyenneté à l'ensemble des habitants des villes. Il est de plus en plus clair que les problèmes urbains ne peuvent être pleinement résolus dans les limites du marché capitaliste (surtout dans un pays dépendant comme le Brésil). Ainsi, les exigences des secteurs populaires urbains réunissent toutes les conditions pour être incorporées au programme démocratique et populaire et pour gagner un contenu anticapitaliste.

La lutte antiraciste, spécialement la lutte pour l'affirmation des droits des Noirs et des Noires, tient une place essentielle au Brésil. Une grande partie de la population de notre pays a une origine africaine, et les Noirs et Noires subissent ici une oppression plus dure que l'ensemble des travailleurs : alors qu'en 1996 les chiffres de l'indice de développement humain de l'ONU plaçaient le Brésil en 63^e position, notre population noire occupait la 121^e position, une des places les pires, avec le Zimbabwe et le Lesotho.

Une des formes d'oppression les plus anciennes est l'oppression de genre. Pour aggraver le tableau, il y a discrimination et oppression des femmes au sein même des

secteurs populaires. De cette façon, la lutte pour l'égalité réelle de genre, contre toutes les formes de discrimination, occupe une place centrale pour l'unification du peuple brésilien dans une perspective démocratique et populaire.

Une autre forme de discrimination qui doit être combattue dans le processus d'unification du peuple est la discrimination selon l'orientation sexuelle. La liberté que nous recherchons à construire inclut aussi, naturellement, la liberté du choix de l'orientation sexuelle.

Il faut aussi garantir l'unité, la solidarité des différentes générations qui vivent ensemble dans la société, à partir des droits des jeunes comme des droits du troisième âge.

10. Axes d'un programme démocratique et populaire

a) Démocratisation radicale de la société, avec pour axe la participation de la population à la définition de son propre destin ; face au monopole des médias de la bourgeoisie, démocratisation des moyens de communication de masse ; démocratisation des élections ; fidélité partisane, élection des parlementaires par listes partitaires, révocabilité des mandats, interdiction des financements de campagnes électorales par les entreprises ; financement des campagnes par des fonds partitaires ; interdiction aux parlementaires d'être à la tête de moyens de communication de masse ; contrôle social du judiciaire ;

b) Réorientation de l'économie, avec contrôle social de l'État et des marchés, ainsi que soutien aux initiatives d'auto-organisation sur le terrain économique ; étatisation avec contrôle social du système bancaire et financier : ré-étatisation des entreprises stratégiques privatisées ; contrôle social sur les entreprises privées qui agissent dans des secteurs stratégiques et sur les entreprises monopolistes ; création de droits des travailleurs sur les entreprises privées, et spécialement restriction du droit de licenciement pour les entreprises ; réforme fiscale ;

c) Hausse des salaires et des retraites ; réduction de la journée de travail ; soutien, y compris par le crédit, aux petites entreprises, spécialement les coopératives ; défense des conventions collectives ;

d) Défense des services publics de qualité et de leur gratuité ; rénovation des infrastructures nationales ; défense de critères sociaux de rentabilité, en opposition aux critères marchands, dans l'évaluation de tous les services à la population (transports, réseaux d'assainissement, approvisionne-

ment, eau, lumière, télécommunications, logement) ;

e) Réforme agraire vaste et massive, éliminant la grande propriété ; concentrée dans le temps, et non vidée de son sens au long des années ou des décennies ; réalisée sous le contrôle des travailleurs ; combat contre la violence à la campagne et châtiement des responsables ; garantie des terres cultivables, soutien technique et aides publiques pour les travailleurs installés ;

f) Réforme urbaine radicale ; remise en ordre du développement urbain sur la base des intérêts des populations, exprimés concrètement dans des formes de participation populaire aux décisions, étendues à partir de l'expérience du budget participatif ;

g) Promouvoir l'égalité de genre et d'orientation sexuelle ; des politiques publiques qui modifient concrètement la division sexuelle du travail et interviennent dans les relations sociales inégales entre hommes et femmes ; actions affirmatives sur le marché du travail ; création des conditions sociales pour que les femmes puissent participer activement à toutes les sphères de la société ; défense de l'action affirmative et des politiques de quotas sur le terrain de la participation politique et sociale ; garantie du droit à l'avortement en cas de grossesse non désirée ;

h) Promouvoir l'égalité réelle de « race » ; mesures radicales de combat contre le racisme ; politiques publiques qui combattent l'inégalité entre blancs et noirs et réparent la dette historique envers la population d'origine africaine dans le pays ; incitation à l'auto-organisation du peuple noir dans ses communautés ; réhabilitation de l'histoire et de la lutte des Noirs et des Noires au Brésil ; inclusion de l'histoire de l'Afrique dans les programmes scolaires ; respect de la culture et de la religion ; classement des vestiges des quilombos ;

i) Défense des droits de la jeunesse et du troisième âge ; solidarité entre générations ;

j) Face à la globalisation néolibérale, défense d'un internationalisme concret à partir de la solidarité entre les peuples ; construction d'un nouvel ordre international ; rupture des accords avec le FMI ; suspension du paiement de la dette extérieure et audit ; contrôle des mouvements de capitaux, et en particulier des rapatriements des profits des multinationales ; soutien à la recherche scientifique et technologique ; politique diplomatique indépendante, tournée vers les intérêts de tous les peuples et de l'humanité. ■

Pologne

Ils produisent, ils contrôlent, ils vendent, ils se payent...

Les grévistes de la Fabryka Zelatyny (fabrique de gélatine) à Brodnica ont remis en marche l'entreprise. A Brodnica (département de Poméranie-Kujawy) tout a commencé le 16 juin 1999. Les travailleurs désespérés ont mis dehors le directeur. Ils sont entrés dans son bureau et lui ont ordonné de foutre le camp. Ils ont confisqué les clés de son Opel de service. Ils en avaient assez d'être humiliés et traités comme des "déchets". Ils en avaient assez de l'inactivité — l'usine n'avait plus produit de gélatine depuis décembre 1998, et bien avant, elle fonctionnait au ralenti (entre 1995 et 1998 elle a produit 157 tonnes de gélatine alors qu'elle pouvait en produire 2000 par an). Mais surtout, ils avaient besoin d'argent pour vivre — ils ne supportaient plus les retards de salaires.

La fabrique de gélatine de Brodnica avait été dans le passé une entreprise publique, mais elle a été privatisée en 1995. Jozef Dziobak, un investisseur privé, a acquis 80 % des actions, le reste étant acquis par le personnel. Mais c'était un secret de polichinelle que derrière Dziobak se cachait Kazimierz Grabek, le « roi polonais de la gélatine » et monopoliste de fait du marché polonais (1). La Société Fabryka Zelatyny S.A. devait rembourser à l'État le leasing (70 000 zlotys par trimestre, soit 16 860 euros ou 110 590 francs français), puis l'entreprise devait devenir sa propriété. Une clause prévoyait la possibilité d'une rupture du leasing en cas d'arrêt de la production de gélatine, de la non-modernisation de l'entreprise ou du non-paiement de deux termes consécutifs. Mais M. Grabek avait d'autres projets pour la fabrique : au lieu de produire elle devait s'oc-

cuper de la commercialisation de sa gélatine produite à Pulawy.

La grève par elle-même n'avait pas donné pas de résultats. Ni Dziobak, ni Grabek n'avaient réagi, comme s'ils avaient oublié l'existence de l'usine. Il est apparu plus tard que Grabek avait racheté les parts de Dziobak et nommé comme PDG un certain Janusz Kaminski, de Varsovie, inconnu des travailleurs. Après deux semaines d'inactivité, les grévistes ont pris la décision de redémarrer la production. Décision facile, mais tout s'accumulait pour rendre impossible sa mise en pratique. Lorsqu'ils ont mis le directeur dehors, ils n'ont trouvé dans la caisse que 140 zlotys (2). L'usine avait accumulé des dettes pour le gaz et l'électricité. Il n'y avait pas de matière première.

Les grévistes ont fait des pieds et des mains, mendiant un crédit pour les matières premières et un délai de paiement des dettes. Et l'incroyable est arrivé : ils ont réussi. Le 1 juillet, sous le contrôle du personnel, la production a redémarré. Ils avaient socialisé la propriété.

Il y a longtemps l'entreprise employait plus de 100 personnes, dont 70 à la production. Après les licenciements seulement 40-50 sont restés, dont seulement 15 ouvriers productifs (les autres, c'est l'administration, les laborantins). Le turbin a commencé. La gélatine est produite en continu, l'arrêt des machines pour la nuit serait trop cher. Durant 12 jours les 15 ouvriers travaillèrent 12 heures par jour. Après avoir produit 10 tonnes de gélatine, ils ont dû s'arrêter, car ils tombaient de fatigue. Et puis il fallait vendre le produit. Là un nouveau miracle s'est produit : leur gélatine a trouvé des acquéreurs. Grâce à la vente ils ont pu se payer les premiers salaires depuis des mois : 600 zlotys (3) à chacun, également. Ils ont aussi pu payer une partie des dettes, entre autres, aux télécommunications et pour l'électricité. Notons qu'ils ont failli se faire couper le courant car le

PDG Kaminski avait envoyé une lettre disant : « Du fait de la mauvaise situation financière de la société nous devons abandonner vos services. Et quelqu'un de l'entreprise vous commande du courant, il le fera à ses frais. ». Une nuit, une équipe d'électriciens est venue pour couper le courant, les travailleurs ne les ont pas laissés entrer. « Nous avons l'intention de continuer la production et la vente de la gélatine » disait Marian Szkamruk, ingénieur et président du comité d'action. Les travailleurs tentent de reprendre l'entreprise à leur compte, ils ont écrit en ce sens au Trésor public. « Il faut dire clairement, nous sauvons le bien social. Le leasing n'a plus été payé depuis un an, donc l'État aurait du rompre depuis longtemps l'accord de vente », poursuivait M. Szkamruk.

L'action jouit de la sympathie de la population locale. Mais les syndicats ne se sont pas engagés dans la solidarité. La production continue.

Dariusz Zalega*

Entretien avec January Zowczak, vice-président du comité d'action

Avez-vous entendu parler d'actions telles que la vôtre ?

— Non. Cette grève est le fruit de la situation socio-économique locale. Simplement nous n'avions plus de quoi vivre.

Est-ce que d'autres entreprises pourraient prendre exemple sur vous ?

— Il faut toujours tenir compte de la spécificité de l'entreprise. Si elle n'a réellement aucune chance de survie sur le marché, c'est sans espoir. Nous étions convaincus que nous pourrions vendre notre produit. On ne prenait donc pas de risque financier, mais seulement un risque légal.

Du point de vue de la loi la reprise de la production par les grévistes va à l'encontre de la propriété privée.

— Les travailleurs disposent de 20 % des parts de l'entreprise, donc il n'est pas question de vol. C'est le propriétaire qui agissait contre l'intérêt de l'entreprise.

Un des quotidiens (4) a titré l'article consacré à votre action : « Par hasard ils ont réussi le socialisme idéal ».

— C'est simplement une solidarité humaine normale. Nous travaillons tous ensemble, il ne faut pas expliquer ce qu'il faut faire, chacun fait son boulot. Nous avons divisé la première paye de manière égalitaire. Nous n'avons pas besoin d'un directeur de Varsovie.

Propos recueillis par D.Z.

Les politiciens polonais à propos de la grève

Halina Nowina Konopka (5) : Parfois, il faut arrêter de considérer comme un péché un vol qui est provoqué par la faim. Un tel comportement du propriétaire envers les salariés, dénué d'éthique et d'honnêteté provoque la montée de sentiments révolutionnaires.

Wiclaw Kaczmarek (6) : L'analyse de la propriété fait apparaître que les règles du code du commerce ont été violées. Le personnel a fait preuve de non-respect de la loi. Même si le propriétaire a entrepris de fermer l'entreprise, cela ne donne pas le droit aux salariés d'agir de la sorte.

Janusz Lewandowski (7) : L'action des travailleurs constitue une violation du droit de propriété. En général, le propriétaire sait mieux ce qui est bon pour l'entreprise.

Andrzej Szkaradek (8) : Nous devons respecter la propriété privée, car elle a passé l'examen dans le monde entier.

* Dariusz Zalega est rédacteur du mensuel *Robotnik Slaski* (l'Ouvrier de Silésie). Nous reproduisons ici le petit dossier consacré par *Robotnik Slaski* (n° 5 d'août 1999) à une grève exemplaire... et isolée.

1. Il s'agit d'un marché important, la cuisine polonaise employant traditionnellement beaucoup de gélatine, notamment pour les desserts.
2. Soit 33,70 euros ou 221 francs français.
3. Soit 144,50 euros ou 948 francs français.
4. Il s'agit de *Gazeta Wyborcza*, principal quotidien polonais, libéral, lancé en 1989 par le mouvement Solidarité, dirigé par Adam Michnik.
5. Députée de l'extrême droite catholique.

6. Député et ancien ministre de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), formation électorale structurée autour de la social-démocratie (SDRP, issue de l'ancien parti dirigeant stalinien) et de la centrale syndicale OPZZ (anciens syndicats officiels).

7. Député et à plusieurs reprises ministre de l'Union de la Liberté (UW), parti politique libéral constitué à l'initiative des dirigeants (néolibéraux) de Solidarité en 1990. Il a présenté l'ancien dirigeant de l'opposition antibureaucratique Jacek Kuron à l'élection présidentielle de 1995.

8. Député de l'Action électorale Solidarité (AWS), mouvement politique lancé à l'initiative des dirigeants (de droite) du syndicat Solidarité en 1995.



« Mais où vous étiez, quand on a tout privatisé ? »
(Dessin de Robotnik Slaski)

RUSSIE

Les faiblesses du mouvement ouvrier

une étude de
David Mandel*

Pourquoi n'assiste-t-on pas à des révoltes ? Pourquoi les travailleurs russes sont-ils si passifs ? Ces questions viennent naturellement à l'esprit lorsqu'on parle du chômage de masse, de la paupérisation, des salaires impayés et de la suppression des avantages sociaux, du pillage des richesses nationales et de la destruction du potentiel économique et humain de la Russie. Plus encore lorsqu'on apprend qu'il s'agit là des effets de la politique d'un gouvernement illégitime qui a fait du mépris de la loi son credo.

Les ouvriers russes ont énormément perdu au cours des années de restauration capitaliste, même si leur situation était loin d'être idéale auparavant. Ils ont résisté à cet assaut, mais leur résistance s'est avérée globalement infructueuse. Pour la plupart des observateurs cela était inattendu, étant donné que la classe ouvrière constituait l'immense majorité de la population, qu'elle était bien éduquée, socialement assez homogène, concentrée dans des entreprises géantes, massivement organisée dans des syndicats, entièrement exposée aux idées socialistes (sinon à la réalité) et disposant d'un niveau de vie qui, s'il traînait loin derrière celui des pays capitalistes riches, n'était pas si mauvais considéré globalement (tenant en particulier compte de la sécurité économique).

Cet étude présente une analyse du mouvement ouvrier russe, principalement des syndicats. Elle essaye surtout d'expliquer les causes de sa faiblesse. Ce faisant, je distingue, de manière relativement arbitraire, entre les facteurs "objectifs", principalement l'héritage du passé et la situation économique et internationale actuelle, qui sont relativement indépendants de la pratique du mouvement ouvrier, et les facteurs "subjectifs", essentiellement l'idéologie et la pratique des syndicats. Pour illustrer cette analyse je me limite aux exemples choisis dans l'industrie de l'automobile et des machines agricoles (le secteur ASM dans la nomenclature russe), qui sont généralement typiques et qui, dans d'autres pays, ont souvent constitué l'avant-garde du mouvement ouvrier.



« Les usines à ceux qui travaillent » - projet de N. I. Altman pour un panneau mural sur la façade du Palais d'hiver, Petrograd 1918

I. Les facteurs "objectifs"

L'héritage historique

Une des caractéristiques centrales de l'ancien régime était son incapacité à tolérer toute organisation sociale indépendante, en particulier toute organisation ouvrière, base sociale officielle de l'État. Le caractère totalitaire de l'État était requis pour compenser la fragilité de ses fondements sociaux et idéologiques. La bureaucratie dominante ne disposait ni de la propriété privée qui fonderait son pouvoir, ni de légitimité réelle : officiellement socialiste — donc démocratique et égalitaire —, le régime s'efforçait de préserver cette façade.

La bureaucratie craignait la classe ouvrière. Les révoltes ouvrières en Europe de l'Est et en Union soviétique (Novotcherkask 1981, les grèves des mineurs en 1989 et 1991, la grève générale en Biélorussie en avril 1991) ont démontré que, sous ce système, les ouvriers pouvaient se mobiliser spontanément sur une grande échelle et comment leurs revendications matérielles initiales se transformaient avec une aisance relative en exigence de démocratie, une fois surmontée la peur de la répression. Plusieurs facteurs favorisaient cela : l'État-employeur unique, la gestion économique centralisée,

le caractère relativement homogène de la classe ouvrière, sa concentration dans des entreprises géantes et, par-dessus tout, la fragile légitimité du régime.

Les syndicats dans ce système étaient non démocratiques et asservis aux directions d'entreprises et à l'administration du parti. Alors qu'après la mort de Staline l'omniprésence policière fut plus limitée, la pratique des syndicats est restée marquée par leur implication dans la réalisation des normes de production et par leur alignement sur les directions d'entreprise. Les décisions essen-

* David Mandel enseigne à l'Université du Québec à Montréal. Il est co-fondateur de l'École pour la démocratie ouvrière à Moscou, un projet canado-russe de formation syndicale.

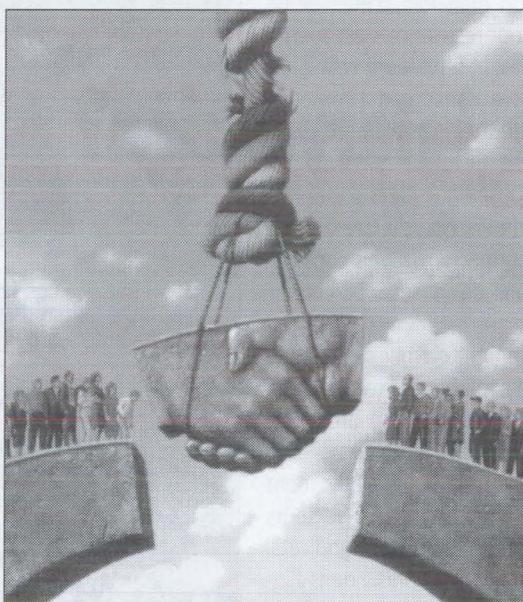
tielles concernant les salaires, les avantages sociaux et le droit du travail étaient prises par les instances centrales du parti et du gouvernement et les syndicats y jouaient au mieux un rôle consultatif. Leur influence politique était des plus réduite. Les réunions du comité central des syndicats suivaient de peu celles du comité central du parti et leurs décisions étaient alignées sur les résolutions de ce dernier. La bureaucratie syndicale, surnommée "le cimetière des cadres du parti", était le dépotoir pour fonctionnaires "sans perspectives" du parti et de l'État.

Sur le papier les syndicats avaient un pouvoir considérable dans les entreprises. Bien qu'ils ne négociaient pas sur les salaires, ils contrôlaient l'application de la politique salariale et le respect du Code du Travail, participaient à la révision périodique des normes de rendement (auxquelles les ouvriers résistaient souvent vigoureusement), négociaient et contrôlaient les accords locaux concernant les mesures de santé et de sécurité du travail à entreprendre, la construction des logements et leurs standards, le ravitaillement, etc. Ils dirigeaient également l'Inspectorat de la santé et de la sécurité au travail, avec le droit d'enquêter, d'émettre des contraventions, de donner des ordres contraignants pour l'administration et même de fermer des ateliers et des usines entières. Ils participaient également à l'administration des avantages sociaux tels que les congés de maladie et de maternité, les retraites, les soins médicaux, les gardes d'enfants, les vacances subventionnées et les activités de loisirs. Formellement enfin ils avaient un pouvoir considérable dans la résolution des plaintes et pouvaient même provoquer le renvoi d'un directeur coupable de violer les conventions collectives ou le Code du travail.

Mais le fait que les exemplaires du Code du travail étaient pratiquement inaccessibles pour les activistes ordinaires du syndicat, sans parler des ouvriers de base, indique la réalité de ce statut. Il y avait quelques dirigeants syndicaux courageux, dévoués (et sans doute peu ambitieux), prêts à affronter les officiels du parti et les directeurs d'entreprises. Mais l'asservissement était la norme. Le président du syndicat d'entreprise était un des personnages de la fameuse "troïka" dirigeante, ensemble avec le directeur et le chef du parti. Lorsque les mineurs de charbon négociaient durant la grève de juillet 1989, les dirigeants du syndicat se sont

naturellement assis aux côtés des représentants du gouvernement et des dirigeants économiques, face aux représentants des grévistes.

Il serait faux de dire que les syndicats ne défendaient pas les intérêts des ouvriers, mais ils le faisaient seulement dans la mesure où cela ne les amenait pas à entrer en conflit avec les directions et l'État. Il ne pouvait en être autrement. A l'exception (fort rare qui plus est) du degré le plus bas, les dirigeants syndicaux devaient leurs postes à une nomination d'en haut. Mobiliser les ouvriers contre l'administration violait le principe fondamental du régime. La répression impitoyable de la grève générale à Novotcherkask en 1962 n'était pas un excès des autorités nerveuses. Des grèves survenaient parfois dans les ateliers isolés, mais tout dirigeant syndical qui aurait osé en



assumer la direction, aurait perdu son emploi et sa carte du parti et se serait retrouvé probablement entre les mains du KGB. Au cours d'une des campagnes périodiques pour raviver les syndicats, Troud, leur journal national, les a qualifié assez justement de « semi-défenseurs » des ouvriers (1). Bien sûr ces campagnes échouaient toujours.

La nature paternaliste des relations sociales

Mais le cadre répressif ne permet pas à lui seul d'expliquer cet asservissement. Les ouvriers avaient l'identité de "nous", les impuissants et les sans-privileges, contre "eux", les chefs. Mais d'autres aspects du système tamisaient l'antagonisme et confondaient les lignes d'opposition. Le groupe dominant était organisé en une hiérarchie de pouvoir et de privilèges, chaque adminis-

trateur étant sous la houlette de son supérieur. Les ouvriers pouvaient ainsi se considérer comme l'échelon le plus bas de cette échelle. De plus, du point de vue de ses origines sociales, la bureaucratie était encore un groupe relativement ouvert.

La nature paternaliste des relations sociales était donc plus importante. Les ouvriers étaient impuissants, mais ils jouissaient d'importants droits sociaux, en particulier de la sécurité du travail, d'un emploi garanti et d'un "salaire social" qui incluait la gratuité des soins de santé et de l'enseignement à tous les niveaux, les pensions et retraites, le logement et les services communaux presque gratuits, les activités culturelles et de loisirs fortement subventionnées, ainsi que les transports en commun et les denrées alimentaires de première nécessité. Cela équivalait en moyenne à deux tiers de leur salaire monétaire en 1984 (2). Toute propagande officielle mise à part, il y avait là une base matérielle pour que les ouvriers regardent cet État comme un père protecteur, bien qu'autoritaire et corrompu. L'État paternel les défendait aussi contre un monde capitaliste hostile.

Le paternalisme, ou le "corporatisme", était même plus prononcé au niveau de l'entreprise. Ici le directeur jouait un rôle double : il était à la fois représentant de l'État dans l'entreprise et lobbyiste en faveur de son entreprise ainsi que défenseur de son « collectif de travail » (terme incluant les gestionnaires) devant l'État. Ni le profit, ni la réduction des coûts du travail ne constituaient une préoccupation majeure pour les directeurs. Ce qui importait, c'était les tâches de production, telles que fixées par le plan. Leur réalisation dans les conditions fondamentalement incertaines de l'économie "planifiée" exigeait de disposer d'une force de travail relativement nombreuse et flexible. Pour assurer cela dans les conditions de pénurie chronique de la force de travail, les directeurs tentaient de donner les salaires relativement hauts et se montraient flexibles sur les horaires du travail et la discipline durant les périodes de relâchement. De plus, dans la mesure où les primes et les avantages sociaux étaient liées aux performances de l'entreprise, les travailleurs pouvaient trouver un intérêt dans la réalisation des tâches du plan. Lorsque la direction, soutenue en cela par le syndicat, appelait à « prendre en compte la situation de l'entreprise » afin de faire accepter le non-respect des normes de travail, et surtout, vers la fin du trimestre, des heures supplémentaires sans fin et des samedis travaillés, les travailleurs l'acceptaient en général. La crainte jouait un rôle,

1. Citée par V. Mozhaev, *Nezavisimaya gazeta*, 11 novembre 1994.

2. V.M. Rutgaizen et Iou. E. Shevnyakov, "Raspredelenie po trudu", *EKO*, n° 3, 1987.

mais il y avait aussi le sentiment que leurs intérêts étaient liés à ceux de l'entreprise.

La libéralisation gorbatchevienne, le volet politique de sa réforme marchande, a ouvert un espace pour un mouvement ouvrier indépendant. Les grèves concernant la durée du travail et les salaires sont devenues plus fréquentes, touchant parfois les entreprises entières et pouvant durer plusieurs jours. Mais jusqu'à la grève générale des mineurs de 1989, il n'y a pas eu de mouvements ayant entraîné plusieurs entreprises. Au cours du mouvement grévistes du printemps 1991 (mineurs avec un soutien éparpillé dans d'autres branches et la grève générale en Biélorussie) l'action collective a fait un nouveau pas en dehors des murs d'une entreprise isolée. Le mouvement s'étendait graduellement, mais la majorité des ouvriers n'avait pas encore été impliquée dans une action collective au moment où l'Union soviétique a finalement disparu.

Des organisations ouvrières indépendantes ?

Gorbatchev a même publiquement réprimandé les syndicats, les accusant de danser sur l'air des directions d'entreprises, mais ils ne sont pas pour autant devenus indépendants, même s'ils ont subi une décentralisation radicale de leurs organisations. Il y avait quelques exceptions, surtout dans les entreprises ayant connu des mobilisations spontanées de la base ouvrière, mais elles étaient rares. Après leur grève de 1989 les mineurs avaient élu nombre de leurs dirigeants grévistes à des postes de responsables syndicaux, mais la plupart les ont abandonnés, frustrés. En 1990 le Syndicat indépendant des mineurs a été formé sur une plate-forme d'indépendance syndicale. Cet événement a été suivi par la création d'autres syndicats "libres" ou "alternatifs", les plus réussies ayant lieu dans le secteur des transports (dockers, contrôleurs aériens, conducteurs de trains, pilotes, etc.). Ailleurs, en particulier dans l'industrie automobile, les syndicats alternatifs, quand ils existent, ne représentent que des minorités réduites à côté des grands syndicats "traditionnels". Bien qu'indépendants des directions, les syndicats alternatifs, jusqu'à une date récente, ont soutenu le régime de Eltsine et sa « *thérapie de choc* ».

Dans le cadre de sa réforme Gorbatchev a également créé des organes d'autogestion (STK), dont les pouvoirs étaient assez limités et ambigus. La plupart furent facilement dominés par les directions d'entreprise. Un mouvement authentique des STK n'est apparu qu'en 1990 en réponse à la décision

de Gorbatchev de mettre fin à l'autogestion comme condition nécessaire d'un saut dans le capitalisme. Ce mouvement exigeait l'autonomie des entreprises et le transfert du pouvoir des mains des directeurs vers celles des collectifs du travail. Mais il n'a jamais acquis un soutien très actif dans la base ouvrière et il ne semble pas que ses dirigeants aient tenté de mobiliser celle-ci.

Le mouvement des STK s'opposait au système bureaucratique mais il manquait de programme économique propre, mis à part l'autonomie de l'entreprise. Ainsi, et aussi parce qu'il cherchait le soutien politique en haut plutôt qu'en bas, il fut une proie facile pour les forces libérales. Ses dirigeants apportèrent leur soutien à Eltsine, qui leur promettait de grandes choses, mais qui une fois installé fermement au pouvoir privatisait l'économie par une voie qui excluait en pratique les travailleurs et du pouvoir et de la propriété. Quant aux syndicats, il n'ont vu dans les STK que des rivaux potentiels et ils n'ont pu adopter une position claire et indépendante vis-à-vis de la privatisation.

Malgré le progrès réel du mouvement ouvrier sous Gorbatchev, les ouvriers russes dans leur ensemble ne sont pas parvenus à construire leurs organisations indépendantes et à élaborer leur propre programme de transformation sociale. Il y avait plusieurs raisons à cela. La plus évidente est qu'ils n'ont pas disposé du temps nécessaire pour surmonter le lourd héritage d'un demi siècle de domination totalitaire : la peur, le cynisme, l'atomisation, l'asservissement à l'autorité arbitraire et la complicité avec cette autorité, et surtout, un faible sentiment de dignité et l'absence de la notion des droits. La capacité d'auto-organisation et de solidarité se développent dans la lutte, mais la majorité des ouvriers n'ont pas été activement impliqués dans le mouvement. Si l'ouverture politique initiale avait été la conséquence de luttes d'en bas plutôt que d'une décision prise par en haut, il est probable que le mouvement se serait développé plus rapidement, même s'il est vrai que le mouvement ouvrier a poussé les revendications au delà de ce que Gorbatchev attendait de lui.

L'incapacité du mouvement ouvrier d'élaborer son propre programme était partiellement un héritage du passé "communiste", qui avait fait beaucoup pour discréditer

non pas tant les valeurs socialistes — les ouvriers restent attachés aux idéaux de la démocratie, de l'égalité et de la justice sociale (3) — que les dispositions institutionnelles permettant de les réaliser. Après le socialisme bureaucratique les ouvriers ne croyaient plus qu'aucune sorte de planification centra-



lisée pouvait être démocratique. Ils étaient allergiques à toute forme de centralisation ce qui a joué en faveur des forces libérales, qui venaient pour dominer le paysage idéologique.

Le contexte international

Cette incapacité de développer une analyse et un programme indépendants s'inscrit aussi dans la période historique : une période de retraite des mouvements socialistes et ouvriers à travers le monde. Il n'y avait pas de modèle socialiste attractif — les systèmes "communistes" étaient en stagnation ou occupés à restaurer le capitalisme — ni de mouvements offensifs capables d'inspirer les ouvriers soviétiques. Même les luttes défensives victorieuses contre la marée néolibérale étaient rares. Pour les ouvriers russes qui, grâce à l'ancien système de censure et de restrictions de voyages, avaient peu de connaissance de la réalité capitaliste, le capitalisme pouvait paraître, comme le présentaient les libéraux, comme le seul système "normal".

De plus, les forces restaurationnistes en Russie recevaient une aide politique et financière du capital international, du G-7 et de ses institutions financières. Sans ce soutien aux moments particulièrement critiques, la « *thérapie de choc* » n'aurait pu être appliquée sans ajustements durant si longtemps. Par contraste, le mouvement ouvrier international a été pratiquement absent de la scène russe. Le peu d'aide envoyé l'a été pour aider les syndicats à s'adapter au capitalisme et non à lutter pour une alternative ouvrière. Pire, l'AFL-CIO a activement encouragé le

3. Cf. D. Mandel, "A Market Without Thorns" in *Perestroika and the Soviet People*, Montreal, Black Rose Press, 1991, pp. 91-116.

Russie

syndicalisme affairiste et a poussé les éléments syndicaux les plus militants vers le camp de Eltsine.

Une longue dépression économique

La dépression est le fait fondamental aujourd'hui. Au cours des neuf ans écoulés l'économie n'a cessé de se rétrécir. Le PNB atteint à peine 50 à 60 % de son niveau de 1990, la production industrielle est estimée à environ 45 % (4). Dans le secteur ASM (l'industrie automobile et celle des machines agricoles dans la nomenclature russe), la production de machines agricoles, d'autobus, de trolleybus et de camions a été réduite de 90 %. La production automobile atteint 80 % de son niveau d'avant la crise, ce qui constitue l'exception saillante dans le vaste complexe de construction mécanique.

Le principal facteur du déclin est la contraction de la demande intérieure — actuellement à un tiers de son niveau de 1990 (5) — et la situation financière critique des entreprises, qui ont perdu leur capital circulant à la suite de la libération des prix de 1992, manquent d'accès au crédit et subissent les impôts élevés et les hauts prix de l'énergie et des matières premières. L'investissement a diminué tous les ans depuis 1990. En 1998 il était en dessous du sixième de son niveau de 1990 (6). L'investissement net est négatif, ce qui signifie que le capital accumulé en Russie est progressivement détruit. La Russie subit une rapide désindustrialisation.

La politique d'État est le principal facteur de cette dépression. Le projet gouvernemental était de privatiser aussi vite que possible et d'exposer les entreprises à la

discipline du marché, les laissant couler ou apprendre à nager. Très rapidement les prix ont été libérés, les subventions supprimées, l'économie ouverte à la concurrence internationale, l'approvisionnement monétaire restreint — tout cela après un demi-siècle d'économie centralement administrée. Il est difficile d'éviter d'en conclure que les réformateurs voulaient "restructurer" en procédant à la destruction d'une grande part de l'industrie existante, car on n'a pas laissé aux

une autre question. La nouvelle constitution, introduite à la suite d'un référendum truqué, donne pratiquement tous les pouvoirs au président. La sanglante suppression du Soviet suprême en 1993 était un avertissement à toutes les forces oppositionnelles pour qu'elles respectent les bornes de la nouvelle pseudo-démocratie, chose que les partis (y compris le PC) et les syndicats ont généralement fait. Le gouvernement a déclaré en pratique un moratoire sur la légalité.

Qui dispose du pouvoir et de suffisamment d'argent peut ignorer la loi sauf, bien sûr, s'il s'attire la colère d'un autre qui dispose de plus d'argent ou de pouvoir. Le gouvernement a donné l'exemple. La corruption est endémique à tous les niveaux. Sa politique fiscale est elle-même basée sur le vol : les salaires sont retenus durant des mois sans indexation ; les dépenses votées dans le budget ne sont pas faites ; les commandes de l'État aux entreprises restent impayées. La privatisation russe a probablement été le vol le plus massif de l'histoire. Les syndicats n'ont aucun recours réel devant la justice, à l'exception des cas individuels d'ouvriers, tel un licenciement abusif, mais même dans de tels cas la procédure peut prendre des années.

Les particularités du capitalisme russe

La capitalisme russe présente nombre de traits particuliers. Les droits de propriété sont fragiles et vagues. Les propriétaires ne peuvent compter sur l'État pour assurer la défense de leurs droits, qui, d'ailleurs, ne sont pas perçus comme légitimes par la majorité de la population. Le titre légal lui-même est souvent objet de conflit et ne garantit pas le contrôle. Le Code du travail a toujours une disposition qui permet aux syndicats d'obtenir le limogeage d'un directeur et cet article est encore parfois appliqué, fut-ce au prix de grands efforts. Là où les ouvriers étaient assez unis et déterminés pour reprendre les entreprises ou imposer leur contrôle sur la gestion, ni les propriétaires ni l'État n'ont été capables de les déloger. Dans la plupart des cas cependant, le directeur exerce le pouvoir absolu, sans restrictions de la part des propriétaires, de la loi ou des ouvriers.

Déjà en 1992 les salaires dans l'économie officielle de deux-cinquièmes des travailleurs ne permettait pas la satisfaction quotidienne des besoins. En 1994 c'était le cas de deux-tiers des travailleurs. Depuis la situation a empiré (7). La force de travail est



« La terre à ceux qui la travaillent » - projet de N. I. Altman pour un panneau mural sur la façade du Palais d'hiver, Petrograd 1918

entreprises ni le temps ni les ressources pour s'adapter. Cette politique a été conçue et promue par le G-7 et été adoptée avec enthousiasme par le régime Eltsine.

Du point de vue des ouvriers, le seul gain de cette période est le maintien de la liberté d'association et de parole, ce qui n'est pas peu au regard de l'histoire russe. Les syndicats subissent relativement peu de régulation de la part de l'État, qui n'a eu que très rarement recours à la coercition, même confronté aux actes de désobéissance civile tels le blocage des voies de chemin de fer ou des routes. Et malgré les efforts gouvernementaux, la législation du travail résiste encore favorablement sur plusieurs terrains à la comparaison avec les codes de travail occidentaux, grâce aux survivances de la période soviétique.

Mais la valeur pratique de ces droits est

4. S. Shenfield, "On the Threshold of Disaster : The Socio-Economic Situation in Russia", rapport non publié, 1999 (site web de la FNPR : <www.trud.org/index7-4.htm>); *Sovetskaya Rossiya*, 4 novembre 1999 (chiffres de la Douma basées sur les rapports du Comité d'Etat des Statistiques).

5. *Ekonomitcheskii fakul'tet MGU, Ekonomitcheskii almanakh*, vyp. I, TEIS, Moscou, 1997, p. 97, p. 31 ; Goskomstat Rossii, *Informatsiya o sotsial'no-ekonomitcheskopolozhenii Rossii, yanvar'-aprel' 1999g*, Moscou, 1999, p. 54.

6. *Ekonomitcheskii almanakh*, 1997, pp. 11, Bank Austria E-W report 1/99, p. 22; Goskomstat Rossii, site web <www.gks.ru/osnpok.htm>.

7. I.V. McKeehan, "Poverty or Alcoholism", Johnson's list (davidjohnson@erols.com) 18 août 1999. Adaptation d'un article à paraître dans *Social Science and Medicine*, hiver 2000.

“libre”, mais son déplacement vers des grandes villes, où l’offre du travail est plus abondante, est limité par des règlements locaux (anticonstitutionnels) et par l’absence absolue de logements locatifs disponibles.

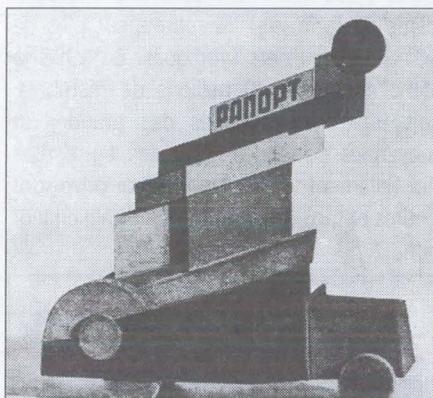
Mais le trait le plus frappant du capitalisme russe est son cannibalisme : il consomme la richesse accumulée dans le pays et détruit la capacité de production des richesses. Les déductions pour dépréciation dépassent 30% du PNB (8). Estimé à 136 milliards de dollars américains, le montant des capitaux sortis de Russie entre 1993 et 1998 dépasse de loin les investissements étrangers et les prêts internationaux reçus (9). Les dépenses pour la recherche et le développement ont été divisées par 15 ; celles pour la science, par 50. Beaucoup de scientifiques ont émigré ou ont abandonné leur profession. Les ouvriers et les ingénieurs les plus qualifiés furent parmi les premiers à quitter leurs entreprises moribondes pour le nouveau secteur privé, où leurs qualifications sont rarement employées. Un chiffre en dit long sur l’état de l’enseignement : seulement 30 % des conscrits maîtrisent aujourd’hui les mathématiques de base ; ils étaient 90 % dans l’armée soviétique (10).

Non seulement les qualifications, mais la force de travail elle-même est détruite à la suite de la baisse du niveau de vie, des restrictions des soins de santé, du stress provoqué par la dépression et la déstructuration sociale. Le taux de naissances est brutalement tombé et celui des décès masculins atteint les niveaux du XIX^e siècle. La diminution naturelle de la population (i.e. excluant les effets des migrations) était d’environ 3,5 millions entre 1992 et 1997, pour une population de 148,7 millions (11). Selon un démographe américain éminent, le scénario le plus probable pour les prochaines cinquante années est un déclin de la population russe d’environ 45 % par rapport au niveau de 1992, à comparer avec la projection d’un accroissement de 45 % de la population des États-Unis durant la même période (12).

En Russie la distinction entre les affaires légales et illégales ne peut être réalisée qu’en théorie (13). Les affaires ne peuvent être conduites en respectant complètement la légalité. Lorsque les éléments criminels ne contrôlent pas directement les entreprises — selon le gouvernement russe les mafias contrôlent 50 % du secteur privé et 60 % du secteur étatique (14) — les gérants payent un tribut aux mafias ou à des fonctionnaires de l’État ou volent pour leur propre compte. Normalement on assiste à une combinaison savante de tout cela.

Un autre facteur distinctif de l’économie

est sa démonétisation — à la fin de 1998 une moyenne de 52 % des ventes de l’industrie étaient payées en nature (15). Ce qui concerne plus directement les ouvriers est le retard de paiement des salaires, qui en mars 1999 étaient en moyenne de 4,2 mois dans le secteur automobile (voitures et camions) et de 7,4 mois dans celui des machines agricoles (16). Les retards de salaires sont en fait une épargne forcée extorquée par les entreprises à leurs salariés à un taux d’intérêt



Projet d’une “agitauto” (“agitavtomobil”) pour la manifestation du 1^{er} mai 1931 à Leningrad. L’inscription « Rapport » et la forme générale qui rappelle un bureau relèvent-ils du mauvais esprit de l’artiste ou de l’inconscient bureaucratique ?

négatif (aucune indexation). Les directeurs se rétractent derrière les conditions objectives, mais devant la corruption rampante, les ouvriers ne savent plus qui blâmer.

Il n’y a pas de consensus au sein du mouvement ouvrier à propos de la nature des intérêts des directeurs, mais il est un fait que la quasi-totalité des directeurs vit bien mieux aujourd’hui que sous l’ancien régime, alors que la quasi-totalité des ouvriers vit beaucoup moins bien. Comme la perspective d’un changement de la politique gouvernementale et d’un redressement économique s’estompent, les directeurs ont tendance à regarder leurs entreprises comme une source de rentes ou simplement un objet de pillage. N’ayant pas nécessairement envie de les détruire complètement, car elles restent la source de leur enrichissement personnel, ils ont une faible incitation pour faire l’effort — probablement vain — de les remettre en état. Les directeurs sont largement libres de tout contrôle — celui des propriétaires, celui de l’État et celui des syndicats. Mais ils sont aussi relativement libres des pressions des forces du marché, car la loi sur les faillites reste “douce” et son application reste une décision politique. En outre, comme on l’a déjà signalé, les directeurs parviennent à se procurer des prêts à taux négatif auprès de leurs salariés. Les syndicats et les partis politiques pro-managériaux (tel le parti communiste) citent le sur-emploi comme preuve

que les directeurs sont toujours “rouges” et aspirent à « préserver le collectif de travail ». Mais les coûts de cet “excès” de main d’œuvre sont supportés exclusivement par les ouvriers sous la forme des salaires de misère.

Les facteurs limitant la résistance ouvrière

Deux éléments de la situation ouvrière affaiblissent particulièrement la capacité de résistance des travailleurs : l’insécurité économique aiguë et, à défaut d’un terme plus adapté, la décomposition sociale croissante de la classe ouvrière.

Le chômage est monté de zéro à un taux réel proche de 30 % (en incluant ceux qui travaillent par défaut à temps partiel et ceux qui sont payés en dessous du niveau de subsistance minimal) (17). Le secteur ASM a perdu plus que 60 % de ses emplois depuis 1992 (18). Le très mince filet de sécurité sociale ne peut en rien apaiser la crainte de la perte d’un emploi. Et le fait d’en avoir un ne garantit même pas une sécurité temporaire. Selon le Centre russe de recherche sur le niveau de vie, le salaire moyen en 1998 était égal au double du niveau minimal de subsistance (à comprendre littéralement). Et ce chiffre suppose que les salaires sont payés intégralement et ne reflète que partiellement la chute de 40 % des salaires réels après la crise financière d’août 1998 (19).

Dans les grandes villes certains ouvriers ont recours à un deuxième emploi. Mais cela nécessite une bonne santé et en général une qualification particulière ou une voiture. Pour les travailleurs des petites villes les lopins de terre à la campagne (en général 600 m²) sont la meilleure méthode pour compléter le salaire. Les parents retraités partagent parfois leurs pensions, bien que celles-ci soient en général en dessous du

8. S. Menshikov, “Russian Capitalism Today”, *Monthly Review*, July-Aug., 1999, p. 82.

9. *Financial Times*, 21 août 1999.

10. S. Shenfield, “On the Threshold of Disaster”.

11. *Ibid.*

12. M. Feshbach, “A Comment on Recent Demographic Issues and a Forbidding Forecast”, David Johnson’s Russia List, 4 août 1999, (davidjohnson@erols.com).

13. *Financial Times*, 29 août 1999.

14. *Izvestiya*, 11 novembre 1999.

15. Menshikov, op. cit., p. 95.

16. “Rapport du Vice-Président à la 11^e session plénière du Comité central du Syndicat ASM”, 15 avril 1999, p. 12, non publié.

17. Selon la principale fédération syndicale. *Solidarnost*, n° 15, avril 1999.

18. *Golos profsoyuzov*, n° 3. 1999, p. 2 ; et “Rapport du Président au 3^e congrès du Syndicat ASM”, octobre 1997, p. 20. (non publié)

19. *Izvestiya*, 9 juin 1999.

Russie

niveau minimal de subsistance (20). Le coût toujours faible, bien que croissant rapidement, des loyers (les ouvriers ont hérité de leurs appartements de la période soviétique), des services et des transports publics urbains est un facteur plus important pour la survie. Les soins médicaux d'urgence et routiniers restent en général gratuits, mais les médicaments, les analyses médicales, l'hospitalisation et les opérations entraînent des frais importants. L'enseignement élémentaire et secondaire restent gratuits, mais les parents sont sans cesse sollicités pour contribuer. Enfin le chapardage des objets pouvant présenter une quelconque valeur dans les entreprises, reste assez répandu.

La restauration du capitalisme a eu un très grand impact sur la structure et la composition de la classe ouvrière. En éliminant l'État comme employeur dans l'industrie, la privatisation a conduit à une forte différenciation du statut du travailleur, entre régions et secteurs et en leur sein. Dans le secteur ASM par exemple, l'entreprise de production des voitures VAZ, qui a gardé l'essentiel de sa force de travail, paye un salaire moyen six fois plus élevé que celui payé par Rossel'mach (machines agricoles), qui a perdu les trois quarts de sa force de travail (21). Les salaires peuvent varier largement à l'intérieur d'une entreprise, pour le même travail et le même niveau de qualification, ce qui sape la solidarité.

La force de travail employée dans l'ensemble de l'industrie s'est réduite de 42 % entre 1990 et 1992 (22). Il s'agit pour l'essentiel de « départs volontaires », les ouvriers cherchant un travail et un salaire leur permettant de vivre. Les premiers à partir furent les jeunes ouvriers, les plus qualifiés, généralement les plus hardis et les plus capables à s'adapter à une nouvelle situation. Il s'agissait souvent d'ouvriers qui avaient été à l'avant-garde de la renaissance du mouvement ouvrier sous Gorbatchev. Les ouvriers restants sont en moyenne plus âgés et ils tendent à être plus prudents et plus soumis, craignant de perdre leurs emplois et

leurs retraites. L'irrégularité des cadences de travail, le caractère incertain des salaires et leur niveau insuffisant, sapent la discipline et démoralisent les ouvriers. Les jardins ouvriers

et les seconds emplois drainent l'énergie et l'engagement. Le stress de la crise économique a surtout atteint les hommes, parmi lesquels l'alcoolisme est pandémique.

II. Les facteurs "subjectifs" (23)

Ce chapitre traite des syndicats "traditionnels", dont la plupart font partie de la FNPR (Fédération des syndicats indépendants de la Russie). Ils regroupent plus de 90 % des ouvriers syndiqués. En 1998 la FNPR annonçait 40 millions de membres, soit 90 % des salariés des grandes et moyennes entreprises (24) (les entreprises nouvellement formées du secteur privé sont petites et sans organisation syndicale en leur

démocratiques, avec des membres qui restent aliénés.

3. Alors que la syndicalisation demeure élevée, les syndicats sont incapables d'unifier et de coordonner la résistance ouvrière. Il y a un manque de solidarité.

Le « partenariat social »

L'idéologie et la pratique du « *partenariat social* » ont trouvé un large soutien parmi les dirigeants syndicaux de tous les niveaux. Sa prémisses est que les ouvriers et les directeurs ont un intérêt fondamental commun — la santé de leur entreprise — ce qui crée une solide base pour leur coopération. Par extension, les intérêts communs avec les ouvriers des autres entreprises sont secondaires. Et alors qu'en paroles les dirigeants insistent sur la nécessité d'être forts pour être acceptés en tant que partenaire, en pratique ils traitent le "partenariat" comme une formule magique capable d'éliminer les contradictions sociales et ainsi de les libérer de la nécessité de construire un rapport de forces pour d'affronter les directeurs et l'État. En conséquence ils n'attachent pas la priorité au développement d'une base militante, consciente et engagée, ou à élever la démocratie en tant que moyen permettant d'atteindre cette fin.

Avec la restauration capitaliste le gouvernement russe, secondé par les organisations comme l'Organisation internationale du travail (OIT), a commencé à promouvoir l'idéologie et le cérémonial du "partenariat". Il n'était pas difficile d'en persuader les dirigeants syndicaux, la nouvelle formule leur permettant d'habiller leur vieille pratique d'une phraséologie "marchande" appropriée. Il leur importait peu que les bases matérielles du vieux paternalisme — l'État répressif, la garantie d'emploi, la sécurité du travail et du salaire, le salaire social — ont disparu ou ont été sérieusement sapées. Ni que le développement massif de la corruption des directeurs changeait à l'évidence la donne.

La crise économique et la menace qu'elle fait planer sur les emplois et la survie même des entreprises a, jusqu'à un certain point, remplacé l'idéologie socialiste et le salaire social comme argument principal



« Comment le [Eltsine] protéger [conserver] ? »

sein). Les syndicats ASM (ouvriers de la construction automobile et des machines agricoles) annonçaient 800 000 membres en 1998, soit 88,56 % des salariés du secteur (25). Les autres ne sont pas syndiqués ou font partie d'un syndicat "alternatif" ou non-affilié (mais traditionnel).

Ce qui suit est une analyse de la pratique des syndicats traditionnels. Même s'il y a des exceptions, dont certaines seront examinées par la suite, elles ne sont pas encore assez répandues pour pouvoir modifier cette image d'ensemble. Les principaux problèmes des syndicats peuvent être formulés comme une série de paradoxes :

1. Le démantèlement du système soviétique et la dépression économique ont sapé les bases matérielles du paternalisme. Mais dans la pratique les syndicats ne sont pas devenus indépendants des directeurs ou de l'État.

2. L'État a cessé d'exercer un contrôle direct sur la vie intérieure des syndicats et le pouvoir a été décentralisé en leur sein. Mais les syndicats restent bureaucratés et non

20. *Russia Journal*, n° 31, 1999.

21. ASM-Kholding, *Analiticheski obzor, yanvar-oktyabr* 1998 g. Moscow, 1998, p. 44-45.

22. Goskomstat Rossii, *Rossiiskii statisticheski ezhegodnik 1996*, Moscow, Logos, 1996, p. 84 ; Goskomstat, *Rossiya '99*, 1999, p. 28.

23. L'essentiel de ce qui suit (à l'exception d'indications contraires) est basé sur l'observation directe, les interviews ainsi que les discussions au cours des séminaires syndicaux.

24. *Le Devoir* (Montréal), 7 octobre 1998. Goskomstat, *Informatsiya o sotsial'no-ekonomicheskom polozhenii Rossii*, n° 4, 1999, pp. 60-61.

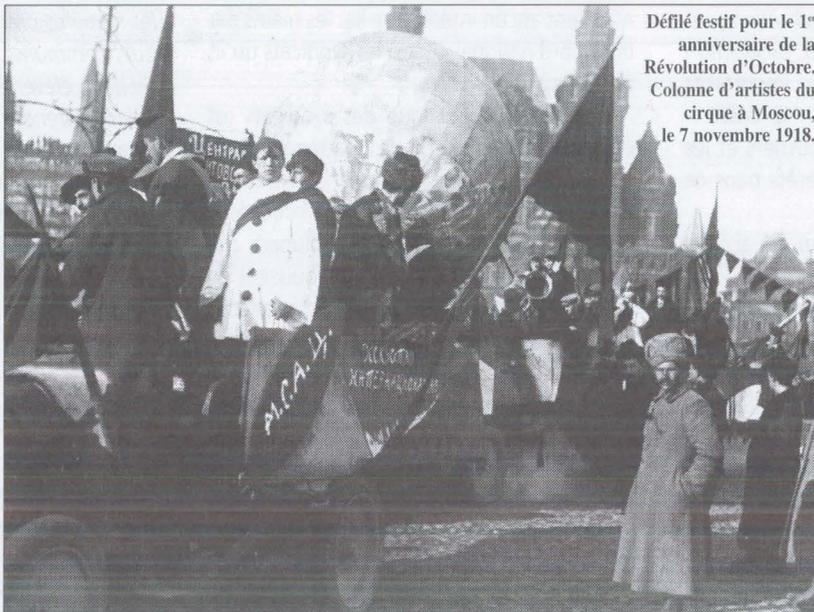
25. *Golos profsoyuzov*, n° 3, 1999, p.2 et n° 2-3, 1998. p. 4.

pour l'asservissement du syndicat. Bien sûr, tout syndicat doit tenir compte de la menace de pertes massives d'emplois voir même de fermeture de l'entreprise lorsqu'il analyse les demandes patronales de concessions ou ses propres revendications. Les dirigeants syndicaux prétendent que l'alternative au "partenariat" serait une guerre de classe permanente, destructrice pour les deux camps. Cependant même les travailleurs les plus militants reconnaissent que l'usine ne peut fonctionner sans un coopération minimum avec la direction. Le choix réel n'est pas entre la paix sociale et la guerre, mais entre l'indépendance ou l'asservissement du syndicat, entre le syndicat agissant comme "promoteur" de la politique de la direction ou au contraire, adoptant une stratégie fondée sur son analyse indépendante des intérêts de ses membres.

Comme auparavant, lorsque la direction demande aux ouvriers de « prendre en compte la situation de l'entreprise » les syndicats se rangent en général du côté de la direction quand ils s'agit de retarder le paiement des salaires, de remettre en cause l'indexation des salaires, ne pas respecter les mesures d'hygiène et de sécurité du travail, mettre les travailleurs au chômage technique ou réduire le nombre d'heures travaillées (ce qui selon la loi nécessite l'accord des travailleurs), ou encore licencier une partie du personnel. Et cela même lorsque la demande patronale viole le Code du travail ou les conventions collectives.

Par exemple en 1998 et 1999 la direction syndicale de l'usine automobile VAZ a mené une campagne tenace en commun avec la direction pour remplacer l'indexation des salaires (arrachée en 1992 par la grève d'un syndicat alternatif !) par une prime sur le rendement. La justification était la situation financière sérieuse de l'usine. La proposition a été rejetée dans nombre de conférences d'atelier et n'est passée à la conférence de toute l'usine qu'au second tour, après de nombreuses contorsions. Parfois le syndicat ne tente même pas de préserver un semblant d'indépendance. Dans l'usine de voitures Moskvitch le directeur a illégalement congédié un assembleur pour un défaut dans la colonne de direction d'une voiture de course, puis il a ordonné par écrit

au responsable-qualité ainsi qu'au président du syndicat d'organiser conjointement des assemblées pour expliquer aux travailleurs comment une telle négligence « entache la réputation de l'usine ». Il est vrai que de nombreux syndicats de la branche ASM ont restauré, avec la bénédiction de la direction nationale, la « compétition du travail » (qui s'appelait auparavant « compétition socialiste »), incluant les primes et les certificats



Défilé festif pour le 1^{er} anniversaire de la Révolution d'Octobre. Colonne d'artistes du cirque à Moscou, le 7 novembre 1918.

accordés aux meilleurs ateliers pour la productivité et la qualité du travail.

Directeurs et ouvriers, « une famille » ?

« Certains aimeraient peut-être voir les syndicats d'un côté et l'administration de l'autre », disait le dirigeant syndical d'un département de l'usine automobile GAZ. « Mais, grâce à Dieu, ce n'est pas le cas ici. Nous sommes comme une famille ; les uns dépendent des autres. Dit simplement, l'usine fait de bonnes affaires et cela signifie que les choses vont bien pour le syndicat également : il peut donner des subventions de vacances, offrir plus de soutien matériel à ceux qui sont dans le besoin, etc. Nous sommes tous ensemble, un collectif, qui inclut l'administration, les dirigeants syndicaux et les ouvriers. » (26)

Les syndicats traditionnels n'ont pas exclu le personnel dirigeant des entreprises de leurs rangs, malgré le message symbolique que cela envoie aux ouvriers et les dommages que la présence des gestionnaires fait à la démocratie et à l'autonomie syndicale. La présence des cadres de gestion aux conférences syndicales est généralement forte et elle leur permet de peser sur les décisions dans cette période d'insécurité éle-

vée. A la question comment les syndicats peuvent défendre les ouvriers lorsque le personnel de direction est dans la même organisation, un secrétaire de la FNPR a répondu qu'il s'agit là peut-être d'une situation indésirable, mais que la Russie est un pays en transition. « D'abord, il y a certaines traditions. Ensuite il n'y a pas de strate d'entrepreneurs (employeurs) clairement définie et consciente de leurs intérêts. Nombre de directeurs ont travaillé durant des décennies dans la même entreprise et se sentent eux mêmes membres du collectif de travail. » (27)

De même le président du syndicat de l'usine des pièces pour camions de Yaroslavl demandait : « Y a-t-il une classe d'employeurs à laquelle je puisse présenter les revendications ? Notre directeur est membre du syndicat. Nous n'avons pas de mouvement ouvrier, parce que nous n'avons pas de classe d'employeurs, de vrais patrons avec des intérêts et un pouvoir clairement

opposés aux nôtres. » Cette plainte est fondée sur la conviction que les syndicats dans un pays capitaliste "normal" peuvent présenter des revendications et obtenir leur réalisation grâce à la pression économique exercée sur les patrons, parce qu'ils font face à de "vrais employeurs". Mais le problème de la Russie n'est pas l'absence de "vrais employeurs". C'est celui d'une crise économique qui sape l'efficacité de l'arrêt du travail comme moyen de pression sur la direction. Mais le "partenariat" n'est pas pour autant la réponse appropriée.

Une vision idéalisée des rapports sociaux

La crise économique exige une action coordonnée au niveau national, mais ici encore la pratique des syndicats a été trop souvent fondée sur une vision idéalisée du "partenariat", à la place d'une analyse sobre et indépendante. En juin 1997 les trois syndicats nationaux de la construction mécanique ont organisé une conférence avec les directeurs pour débattre des actions communes pour sortir de la crise. Les orateurs ont soumis la politique gouvernementale à

26. Golos, mars-avril, 1996.

27. <www.trud.org/archive> (site web de la FNPR).

une critique acerbe. La conférence a adopté à l'unanimité une liste de mesures d'urgence pour le gouvernement — protection du marché intérieur, réduction des taxes qui pèsent sur les entreprises, crédit accessible, etc. La résolution appelait les « collectifs du travail » à serrer les rangs derrière ces « propositions » (le terme « revendications » a été sciemment évité). « *En même temps le renforcement de la discipline et l'augmentation de la productivité du travail, l'économie des ressources matérielles et techniques et l'abaissement des coûts de la production peuvent devenir des facteurs importants pour permettre de surmonter la crise.* » Personne n'a demandé si les ouvriers et les patrons avaient les mêmes intérêts dans ce domaine.

Une seconde résolution, « *sur les actions communes des employeurs et des syndicats* », a provoqué une courte discussion. Elle appelait à unir les « efforts » des directeurs visant à sauver la branche avec la « lutte » des syndicats pour les droits et les intérêts des travailleurs. Un directeur s'est opposé au mot « lutte » et le mot a été biffé. Mais l'aspect le plus frappant de la conférence fut le silence complet sur la manière de contraindre le gouvernement à adopter les mesures proposées. En conséquence



Le maire de Moscou, Loujkov et le chef du PCFR, Ziouganov.

toute la procédure avait un aspect irréel. La résolution énonçait encore que « *en vue de résoudre les conflits sociaux du travail, les participants à cette conférence se prononcent contre les méthodes extrêmes de lutte — les grèves et les actes de désobéissance civile.* » Malgré quelques objections ce point a été adopté également (28).

28. Résolution de la conférence pan-russe des constructeurs de machines « *De l'action conjointe des employeurs et des syndicats* », 4 juin 1997 (non publié).

29. <www.trud.org/archive>

La principale raison qu'avaient les syndicats pour organiser cette conférence fut leur volonté de pousser les directeurs à former une association nationale des employeurs, avec laquelle ils pourraient négocier une convention collective sectorielle qui serait contraignante pour les directeurs. Une telle association a été finalement formée, mais elle a refusé de signer quelque accord contraignant que ce soit. Même une analyse superficielle aurait révélé que les directeurs n'avaient aucun intérêt à se lier les mains par un accord national quand les syndicats qu'ils affrontent sont faibles.

La stratégie politique des syndicats est également marquée par le « partenariat » et, comme le précédent exemple l'illustre, elle est fondée sur une coopération subordonnée avec les employeurs. La plupart des actions politiques des syndicats jouissent en fait d'un accord tacite, quand ce n'est pas d'un soutien affiché, des directeurs. Lors des protestations de la FNPR en octobre 1998, les manifestants de l'usine Kirov étaient conduits non seulement par le président du syndicat de l'usine et le président de la fédération régionale des syndicats de St Pétersbourg, mais aussi, à la consternation de nombreux ouvriers, par le directeur de l'usine et le gouverneur. On raconte qu'Eltsine lui-même a exprimé sa sympathie aux protestataires, bien que leur demande centrale était qu'il démissionne. Comme d'habitude, la revendication n'a pas été satisfaite et les syndicats l'ont dûment oubliée.

L'action politique du syndicat ASM consiste principalement à se livrer au lobbying, à assurer une participation aux actions organisées par la FNPR, à placer des piquets devant les bâtiments gouvernementaux, et à soutenir les partis politiques « centristes » qui incluent quelques dirigeants syndicaux sur leurs listes de candidats, aux côtés des directeurs, des entrepreneurs et des politiciens professionnels. Les tentatives faites après l'effondrement de l'Union soviétique pour créer un parti socialiste démocratique fondé sur les syndicats n'ont pas été soutenues par la direction syndicale. Actuellement le syndicat ASM soutient le parti centriste du maire de Moscou, Loujkov. Un membre du syndicat a demandé au dirigeant de l'aile politique de la FNPR : « *Les syndicats sont une organisation ouvrière. Loujkov est un représentant de la bourgeoisie récemment formée. Qu'est-ce que ces deux contraires peuvent avoir en commun ?* » La réponse : « *Si vous insistez pour discuter en termes marxistes classiques, laissez-moi vous rappeler que du point de vue du marxisme classique il y a des périodes où les classiques*

eux-mêmes ont appelé les ouvriers et les représentants de la bourgeoisie à agir en commun, par exemple au cours de la révolution démocratique bourgeoise. L'essence de notre situation actuelle est que le mouvement ouvrier et le capital national ont de puissants ennemis communs : l'oligarchie financière-bureaucratique, qui vit exclusivement de la vente des ressources, et les forces à l'Ouest qui veulent transformer la Russie en une semi-colonie dont elles vont extraire les matières premières. Nous aussi avons des buts communs : restaurer l'économie réelle du pays, élever les niveaux de vie de la population, défendre l'indépendance politique et économique de la Russie. Ces buts ouvrent la possibilité d'une union forte et, je le crois, durable, des syndicats et des entrepreneurs engagés dans l'économie réelle de la Russie. Et le leader naturel de cette union c'est, à mon avis, Youri Loujkov. » (29)

Les intérêts spécifiques des dirigeants syndicaux

Pourquoi cet attachement têtue à une stratégie si évidemment faillie ? Le « partenariat » peut être considéré comme une réponse à la faiblesse. Les dirigeants syndicaux rejettent les stratégies fondées sur l'indépendance parce qu'ils ne peuvent croire qu'ils pourraient modifier le rapport des forces par la mobilisation de leurs membres, qui sont passifs, craintifs et qui manquent de confiance dans leur capacité de changer les choses. Il est vrai que la base est démoralisée, mais cet argument ignore le rôle joué par le « partenariat » pour renforcer cette démoralisation. Il est extrêmement rare que des dirigeants syndicaux fassent un effort sérieux et soutenu pour construire une base militante et l'orienter vers l'action indépendante. Des exemples existent pourtant, qui indiquent que cela est possible, même si c'est difficile dans les conditions actuelles.

La raison clé de l'attrait du « partenariat » est qu'il s'agit de la stratégie la moins risquée (et certainement la moins pénible) du point de vue des intérêts personnels des dirigeants. De leur point de vue personnel, le « partenariat » marche. Dans les conditions de pauvreté, de chômage et de l'absence de protection légale efficace, l'affrontement avec les employeurs promet peu de récompenses personnelles et beaucoup de risques. Les employeurs ne manquent pas de moyens non seulement pour évincer des dirigeants syndicaux de leur postes syndicaux, mais aussi pour les renvoyer de l'entreprise. Or la majorité d'entre eux sont des ingénieurs qui ont perdu leurs qualifications après des années d'emplois syndicaux et qui auraient

du mal à retrouver un travail équivalent ailleurs.

Par contre un rapport de coopération avec les directeurs offre des avantages considérables. A l'exception du cas peu vraisemblable d'une mobilisation spontanée, le soutien du directeur assure la réélection. Il est aussi relativement commun pour des dirigeants syndicaux de se recycler à un poste de direction d'entreprise. L'ancien dirigeant national du syndicat ASM est maintenant vice-directeur d'entreprise. Outre ces perspectives de carrière, les employeurs peuvent assurer nombre d'avantages matériels et les dirigeants syndicaux carrément corrompus ne sont pas sans précédent.

Pour rompre avec le "partenariat" un dirigeant syndical doit être exceptionnellement hardi, principal et de préférence posséder des qualifications recherchées sur le marché du travail. Ou bien il doit avoir été élu dans la foulée d'une vague de révolte plus ou moins spontanée. Lorsque l'entreprise fonctionne et se développe, cela aide également. Toutes choses rares dans la Russie d'aujourd'hui.

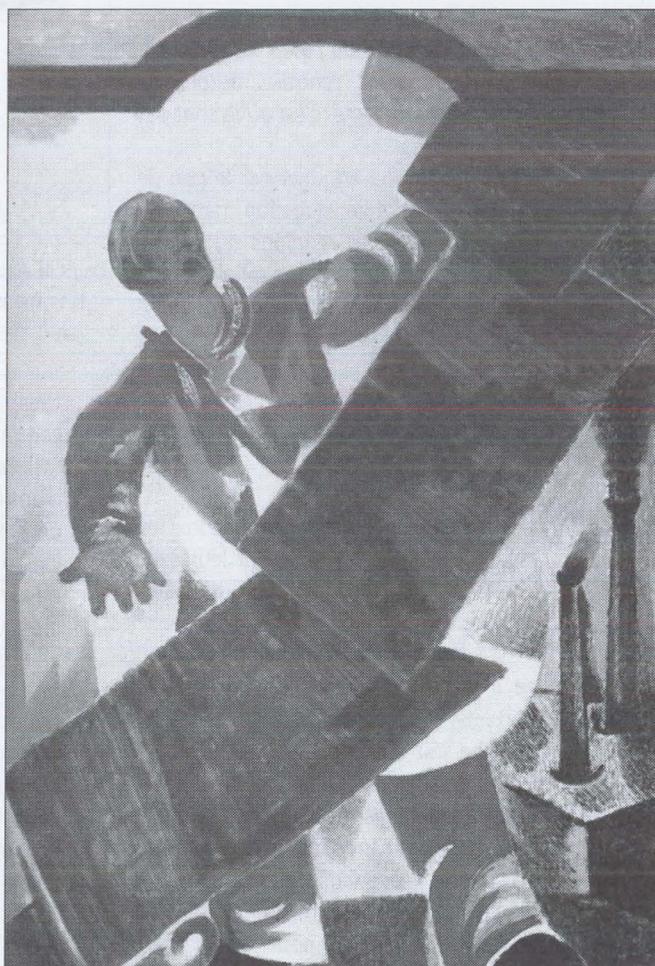
Absence de la solidarité

L'indépendance syndicale et la solidarité ouvrière sont étroitement liées. Les ouvriers forment les syndicats parce que collectivement ils ont une meilleure position pour négocier avec les employeurs. La solidarité n'est donc pas simplement un idéal, mais l'essence même du mouvement ouvrier. Lorsque les syndicats adoptent le "partenariat", ils ont tendance à confiner la solidarité dans les murs de l'entreprise, à identifier les intérêts les plus fondamentaux des ouvriers à la bonne marche de "leur" entreprise, comme les définissent les employeurs. La capitalisme étant ce qu'il est, cela met les ouvriers d'une entreprise en compétition avec les ouvriers d'ailleurs. De même les syndicats nationaux qui adoptent le "partenariat" ont du mal à définir une stratégie efficace, car la poursuite de buts communs plus généraux nécessite le plus souvent de pouvoir sacrifier certains intérêts locaux à court terme.

Le "partenariat" déplace également l'attention et l'énergie des travailleurs loin d'intérêts généraux communs. Dans une société qui promeut l'individualisme de diverses

manières, la plupart des travailleurs doivent apprendre l'importance de la solidarité à travers de la participation à la lutte, lorsque la solidarité devient leur ressource fondamentale. Mais les syndicats acquis au "partenariat" s'efforcent d'éviter la confrontation. Ils cherchent à résoudre les problèmes sans impliquer les membres, au travers d'une concertation avec les employeurs dans le calme des bureaux. Alors le rapport des forces n'est pas considéré comme important.

La baisse relativement petite du taux de syndicalisation en Russie n'est pas un signe de force du syndicalisme. Il s'agit d'un héritage du passé que ni les employeurs ni l'État n'ont intérêt à changer pour l'instant. Les syndicats ne sont pas perçus comme menaçants. Au contraire, ils peuvent servir d'amortisseurs, aidant à endiguer la protestation ou à la diriger dans des canaux moins



Projet de panneau pour le premier anniversaire de la Révolution d'Octobre, devant figurer sur la façades du Palais d'hiver, par N.I. Altman. Sur la banderolle on lisait : « Qui n'était rien, sera tout ».

menaçants. Et c'est dans un tel rôle que la majorité des dirigeants syndicaux souhaitent être.

Le fort taux de syndicalisation ne peut être traduit en pouvoir syndical car le syndicat national ASM (et, au delà de lui, la FNPR)

ne peut unir ses organisations locales et coordonner leur résistance. Et cela dans une période où les actions isolées des syndicats locaux peuvent rarement s'avérer efficaces. Certains syndicats d'entreprise se sont engagés dans des grèves longues et amères, généralement provoquées par l'accumulation de retards de salaires durant de nombreux mois. Ces grèves permettent parfois une amélioration temporaire voire l'éviction du directeur, mais la situation recommence rapidement à se détériorer de nouveau. Ces victoires limitées doivent en général plus aux actions de désobéissance civile qui mettent sous pression les pouvoirs politiques qu'à la pression économique directe sur les employeurs.

La décentralisation radicale du pouvoir au sein du syndicat était sans doute inévitable et aurait sans doute pu être une réforme saine, si les syndicats locaux avaient été préparés à déléguer ne serait-ce qu'un peu de pouvoir et de ressources au syndicat national. Le statut du syndicat national rend les décisions des instances supérieures obligatoires pour les syndicats locaux; mais en pratique ceux-ci font ce qu'ils veulent. L'absence de discipline et le non paiement des cotisations au centre national sont de manière permanente à l'ordre du jour des congrès et des sessions plénières du comité central du syndicat, mais rien ne change.

Chaque « collectif » pour soi ?

La part des cotisations syndicales redevable à l'échelon national est de 4 % (elle était de 2,6 % jusqu'en février 1997), mais en pratique le syndicat national reçoit moins de 2 % (30). A titre de comparaison près de 60 % des cotisations du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) va à l'organisation nationale ou à des fonds et programmes que celle-ci administre. Dans ce cas le sort des cotisations est une rude mesure des niveaux relatifs de solidarité.

La pauvreté est un grand problème, mais même les syndicats locaux auxquels il reste de l'argent après avoir payé les permanents élus, le personnel et les dépenses de fonctionnement, l'utili-

30. Golos profosyuz, n° 2-3, 1998.

sent généralement (il peut s'agir de la moitié des cotisations reçues) surtout pour le « *soutien matériel* » des membres nécessitant une aide pour les frais médicaux, les enterrements, les mariages, etc. et pour le fonds socioculturel (« *sotskoul'tbyt'* ») : les salaires et le leus dépenses pour les activités sociales, culturelles et sportives des membres et de leur famille. Même un syndicat relativement bien loti, comme le syndicat de l'usine GAZ plaide la pauvreté et ne transfère pas l'entièreté des 4 %. On peut certainement compatir avec le désir de soutenir les membres dans le besoin et de maintenir un fonds pour les activités socioculturelles. Mais c'est une vision à courte vue, qui ne permet de soutenir de manière très modeste et temporaire qu'une petite fraction des membres. Cela peut améliorer l'image et le pouvoir des dirigeants locaux, mais cela sape la capacité du syndicat à s'en prendre aux causes réelles de la situation de ses adhérents.

Même lorsqu'il n'y a pas de dépense financière en cause, les syndicats locaux ignorent généralement le bureau national, n'envoient pas les rapports et ne répondent pas aux demandes d'information ou de commentaires sur les propositions. Le comité central a indiqué en avril 1999 que seulement un tiers des organisations locales ou régionales répondent à ses demandes d'information. Beaucoup n'envoient même pas les copies de conventions collectives, ce qui est pourtant une obligation statutaire (31). Le journal mensuel national du syndicat a une circulation de 4 000 exemplaires seulement, car les syndicats locaux ne le financent pas.

Le syndicat national a réduit son personnel de 26 personnes en 1992 à 11 et a sévèrement réduit leurs déplacements. La fréquence des réunions du comité central — l'instance suprême entre les congrès — a été réduite de moitié. Le syndicat national est incapable de créer même un fonds de grève symbolique, ni de fournir des analyses, une aide juridique, une formation, une aide pour les négociations ni aucun autre service aux syndicats locaux. Le résultat est un cercle vicieux : le bureau national ne pouvant fournir les services qu'il devrait fournir et les syndicats locaux lui demandent de faire ses preuves avant d'envoyer plus d'argent.

Bien sur il s'agit d'un argument qui n'est pas totalement dénué de fondements, car la direction nationale est faible et manque d'initiative même en relation avec ses res-

sources. Le dirigeant du conseil régional de Yaroslavl, dont les quatre syndicats affiliés ont commencé à remettre en cause le "partenariat", se plaint : « *Le comité central nous a critiqués pour n'avoir pas transféré notre part de cotisations. Mais nous n'avons pas reçu d'argent. Nos usines doivent de l'argent à tous les niveaux du gouvernement et leurs comptes sont bloqués. Qu'est-ce que nous critiquons dans le travail du comité central ? Il est insuffisant. Chaque usine mijote dans son propre jus. Il n'y a pas d'analyse critique de la stratégie de la FNPR, pas plus que de discussions sur l'avenir de notre secteur. Le comité central n'a pas de programme économique. Est-ce qu'Abramov [le président] pourrait mieux ? Bien, il n'a pas d'argent et de ce fait même un séminaire ou une réunion du comité central est difficile à organiser. Nous payons nous-mêmes la plupart de nos frais lorsque nous allons aux sessions plénières. Mais il pourrait faire beaucoup plus pour unifier le syndicat, du moins les organisations des régions centrales autour de Moscou. Le problème, c'est qu'ils sont des conciliateurs.* »

Cependant, à en juger par le peu de critiques envers la direction nationale entendues lors des réunions du comité central, une direction nationale faible satisfait la plupart des délégués, qui sont en général les présidents régionaux et locaux.

Des conventions collectives... indicatives

La faiblesse du syndicat national et le manque de solidarité trouvent leur expression la plus claire dans les accords salariaux de branche, supposés établir les normes minimales pour les accords locaux. A l'origine il y avait deux positions sur son rôle. Certains souhaitaient que cet accord de branche soit obligatoire ou, au moins, que les syndicats locaux le traitent comme tel. D'autres préféraient qu'il n'ait qu'un caractère de recommandation, argumentant que les conditions économiques particulièrement inégales feraient de ce minimum un sommet impossible à atteindre pour certaines entreprises et pour d'autres un minimum si bas, qu'il serait dénué de toute signification. La seconde position a prévalu, ce qui est une indication du peu d'intérêt des organisations syndicales locales pour la solidarité. Les employeurs refusent évidemment l'idée d'un accord obligatoire à l'échelle de la branche, mais pour un syndicat national céder sur le principe même du caractère obligatoire signifie nier son propre rôle fondamental

dans la construction d'un mouvement unifié et solidaire. (En Ukraine et en Biélorussie, les syndicats nationaux ASM au moins font ce qu'ils peuvent pour renforcer les conventions de branche.) Le fait que très peu de syndicats locaux aient fait des propositions pour ces négociations ou aient commenté le projet de l'accord témoigne du peu d'intérêt qu'ils manifestent (32).

Le rôle dérisoire joué par les conventions de branche signifie que les actions collec-



Projet de décoration de l'avenue Miasnitskaïa à Moscou pour le 1^{er} Mai 1931. Auteurs : V.I. Grigoriev, V.I. Iordanskiy, G.I. Roubliev, A.S. Magidson.

tives, à moins qu'elles ne soient dirigées contre le gouvernement, sont généralement menées de manière isolée par des syndicats d'entreprise. Même les mesures symboliques de solidarité de la part d'autres syndicats locaux sont très rares. La plupart des salariés ne savent probablement pas qu'ils sont affiliés à un syndicat national.

Cette carence d'unité d'action est également flagrante dans les campagnes politiques des syndicats, malgré le fait que ces dernières portent des revendications qui concernent les travailleurs de tout le secteur, voire l'ensemble de la classe ouvrière. Le comité central du syndicat soutient invariablement les manifestations nationales du FNPR, mais laisse à chaque syndicat local toute latitude pour définir sa propre forme de participation, même lorsque le FNPR appelle explicitement les salariés à faire grève. En fait, ce système équivaut à l'absence de prise de position, puisque les syndicats locaux peuvent se contenter d'organiser une simple manifestation durant la pause de midi. Évidemment, on peut considérer tout à fait démocratique le fait de laisser à chaque usine le choix de participer ou non à une grève. Toutefois, cette nécessité de

31. V. Gorenkov, "Information on branch tariff agreement in 1998 and 1999 and the state of work on collective agreements", 16 mars 1998, (non publié). *Golos profsoyuzna*, n° 4, 1999, p. 1.
32. Ibid.

démocratie ne devrait pas empêcher le syndicat national d'émettre des recommandations et d'essayer de persuader ses branches locales de faire preuve de solidarité.

La méfiance tout à fait légitime des syndicats locaux par rapport à l'efficacité réelle des protestations du FNPR — qui servent le plus souvent de soupapes — constitue une partie non négligeable du problème. Mais la raison principale de cette inertie réside dans le fait que les syndicats implantés dans des entreprises qui fonctionnent encore plus ou moins bien (pour combien de temps ?) refusent de se mettre en grève et que la plupart des membres du comité central du syndicat partagent cette position non-solidaire.

Il est donc peut-être exagéré de parler de syndicat national. En effet, ce dernier offre au mieux un lieu de rencontre pour les syndicalistes locaux et une centrale pour relayer et collecter de l'information. Si cette structure représente bien ses membres lors des rencontres au niveau international ou des réunions nationales du FNPR et mène un travail de lobbying constant en direction du gouvernement, il faut se rendre à l'évidence : l'action coordonnée et la stratégie d'ensemble n'existent pas au niveau national.

Atomisation jusqu'au sein de l'entreprise

La situation est à peine plus favorable au niveau de l'entreprise : un atelier peut faire grève de manière isolée pour obtenir le paiement d'arriérés de salaires ou s'opposer à des licenciements sans recevoir le moindre soutien, même symbolique, du reste de l'usine, voire du comité syndical de l'usine ! A l'inverse, dès qu'un atelier obtient de l'argent à la suite d'une lutte menée dans toute l'entreprise, il arrive qu'il cesse aussitôt la lutte alors que les autres ateliers restent les mains vides. Dans les grandes entreprises, les salariés ont une idée très vague des agissements du comité syndical et n'ont pas de contacts directs avec ses membres. Les ateliers ignorent souvent les requêtes du comité de l'usine lorsque ce dernier leur demande de proposer des amendements à des projets de convention collective. Les salaires peuvent varier de manière considérable pour un même poste de travail dans les différents ateliers d'une usine, voire à l'intérieur même des ateliers, grâce à un système salarial qui donne un pouvoir d'arbitrage important à la direction.

Il est évident que les directions syndicales ne sont pas les seules responsables de ce manque de solidarité. Comme nous

l'avons montré plus haut, le penchant des directions syndicales pour le "partenariat" a également des causes objectives. La pauvreté et l'insécurité motivent également les salariés à préférer des stratégies de survie individuelles. Mais tout le problème réside finalement dans le fait que les directions syndicales ont adopté une politique qui tend à renforcer cette tendance et non à la combattre.

La décentralisation sans la démocratie

La fin du contrôle du parti-État ainsi que la décentralisation du pouvoir au sein des syndicats ont constitué des étapes nécessaires pour assurer la démocratie syndicale. Mais ce sont principalement les représentants syndicaux au niveau des entreprises qui ont bénéficié de ce déplacement du centre de gravité du problème. Si les comités régionaux et centraux doivent désormais rendre des comptes aux leaders syndicaux des entreprises, ces derniers ne doivent généralement pas en rendre à leurs membres dont le niveau de participation à la vie syndicale demeure minimal.

Les leaders syndicaux se plaignent fréquemment de l'indifférence et de la passivité de leur base, ainsi que de leur attitude "consumentiste" par rapport au syndicat. Durant un séminaire syndical, une dirigeant syndicale réputée pour son militantisme a composé un poème comparant sa base syndicale à des porcs laissés à l'abandon qui abandonnent rapidement toute velléité de révolte dès que le fermier leur jette un seau de pâte.

Même si un tel mépris peut apparaître comme choquant et tout à fait injuste, il est évident que la passivité de la base constitue

un obstacle réel pour une véritable démocratie syndicale, dont le fonctionnement implique au minimum la participation d'un nombre significatif de membres (à part les élus et les permanents) dans les processus de décision. Il est vrai que les salariés continuent souvent à travailler durant des mois sans recevoir de salaires avant de se lancer dans une action revendicative ; ils acceptent de travailler dans des ateliers non chauffés durant des hivers très rudes ; enfin, ils tolèrent la tyrannie mesquine de directions d'entreprise qu'ils pourraient chasser de leur poste sans prendre beaucoup de risques. Les leaders syndicaux inefficaces et dociles sont habituellement réélus sans beaucoup de difficultés, parce qu'il n'y a tout simplement "pas d'alternative", c'est-à-dire qu'aucun autre leader crédible et alternatif n'est prêt à proposer sa candidature.

La pauvreté, l'insécurité et le vieillissement de la main-d'œuvre impliquent que les salariés ont à la fois moins de temps, d'énergie et de penchant à travailler pour des buts collectifs. La plupart des gens sont réticent à se présenter à des postes non rémunérés et les syndicats sont souvent dans l'incapacité de dédommager leurs secrétaires. Mais les conséquences psychologiques de la crise économique et de l'accumulation des défaites qui pèsent encore plus lourd sur l'activité syndicale. Le cynisme et une impression d'impuissance sont très répandus. Le sens de la dignité, un facteur toujours crucial pour mobiliser les travailleurs, demeure très faible.

Éviter les explosions sociales ?

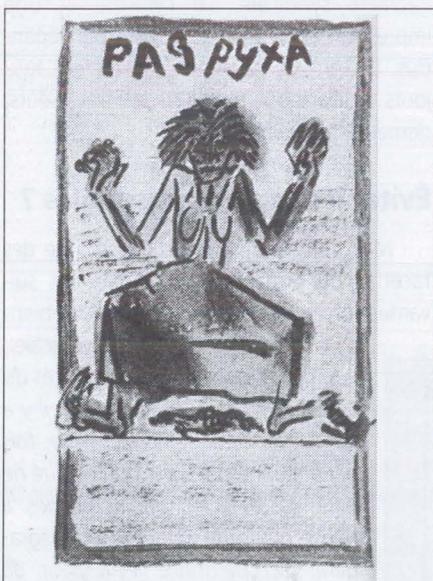
Mais tout cela ne constitue qu'une des facettes du problème. Les remarques suivantes sont tout à fait typiques de l'ambiance qui règne parmi la base syndicale : « Je n'ai aucune idée des activités du comité syndical de l'entreprise. Il y a les assemblées syndicales une fois par année. Le président du comité ne parle pas avec les simples salariés. Il pense peut-être que cela est dégradant. Ou peut-être a-t-il peur de leurs réactions. » Ou encore : « Les dirigeants du syndicat ne se mélangent pas à nous. En fait, ils ont leur propre organisation, séparée de la nôtre. Nos chemins se croisent seulement quand il s'agit des cotisations. » A part les circonstances objectives décrites ci-dessus, l'idéologie du "partenariat" nourrit une pratique qui renforce la passivité et l'indifférence. Bien sûr, les leaders syndicaux justifient leur stratégie par la



Projet de décoration installé le 1^{er} Mai 1931 à Leningrad, sur le thème « vie ancienne — vie nouvelle ». Sur le socle le nombre de nouvelles usines construites et de kolkhozes (coopératives paysannes) constitués. La ligne du parti ayant changé entre le projet et sa réalisation, ce n'est pas le nombre de kolkhozes, mais celui de sovkhoses (fermes d'État) qui sera finalement indiqué sur le socle...

passivité des salariés. Ils affirment qu'un dirigeant qui tenterait de se confronter à la direction d'une entreprise se retrouverait isolé et facilement réduit au silence. Il est donc, selon eux, préférable de se ranger au côté de la direction afin que cette dernière se montre "compréhensive". La pratique du "partenariat" ne nécessite pas l'appui d'une base militante, puisqu'elle n'implique pas la construction d'un rapport de force. Les problèmes sont résolus par le biais de la persuasion morale, de l'argumentation et des concessions de part et d'autre.

Cette logique peut pousser les leaders syndicaux à décourager l'activisme de leur base, puisque le principal atout du syndicat semble être — du point de vue de la direction — sa valeur comme "amortisseur" capable de contrôler la main-d'œuvre. « Dieu merci — déclarait récemment le secrétaire syndical de la fabrique de camions ZIL —, nous avons évité une explosion sociale. » Il ne pouvait que couvrir de louanges la patience infinie des salariés malgré des licenciements massifs et le non-paiement répété des salaires. La secrétaire syndicale qui comparait ses membres à des porcs venait de passer sa matinée à convaincre sa section d'abandonner une grève sauvage (mais légale) qui avait éclaté pour protester contre



le non-paiement des salaires. Même lorsque des leaders de ce type organisent des actions collectives, leur but n'est pas tellement de forcer la main de la direction, mais plutôt « d'attirer son attention » et d'ouvrir une soupape pour laisser s'exprimer le ras-le-bol du personnel.

33. *Solidarnost*, octobre 1997.

34. B. Maksimov, "Legko li byt' liderom?", 1999. (non publié)



Deux panneaux satiriques pour la décoration d'un « tramway d'agitation » (« agit-tramway »). Esquisse de V.V. Lebediev, 1920.

Sur l'un — Denikine, sur l'autre — la révolte.

C'est également dans cette perspective que la direction du FNPR organise ses manifestations quasi annuelles. Durant la préparation des mobilisations de novembre 1997, le journal du FNPR a publié un éditorial intitulé « Lettre à nos Cassandres » qui admettait le rôle rituel de ces mobilisations : les salariés défilent dans les rues ; le gouvernement promet de prendre des mesures ; rien ne change en bout de course. Traitez-nous de naïfs, continuait l'article, mais préféreriez-vous être confrontés à des hommes et à des femmes désespérés, érigeant des barrières routières et bloquant les trains (des actions de ce type avaient eu lieu durant les mois précédents) ? Nous, au moins, nous faisons notre devoir en essayant de « sauver la fragile paix sociale de notre pays à demi ruiné » (33). Ce qui est le plus surprenant, ce n'est pas que la plupart des salariés ne suivent pas les appels à la mobilisation de la FNPR mais bien que des dizaines de milliers se mobilisent malgré de telles déclarations ! Ce fait indique à lui seul qu'il existe un potentiel de mobilisation réel.

Même lorsque l'idéologie du "partenariat" n'implique pas une corruption immédiate, elle met les leaders syndicaux dans une situation ambiguë qui ne peut que les compromettre sérieusement aux yeux de leurs membres. Dans une usine où un groupe dissident se préparait à présenter une candidature alternative, la secrétaire syndicale sortante déclara qu'elle ne se faisait pas de souci : « Comme le directeur général de l'usine sera présent au premier rang [de la conférence syndicale], ils n'oseront même pas lever le petit doigt ». Aux yeux de cette syndicaliste, ce groupe était évidemment composé d'irresponsables et d'empêcheurs

de tourner en rond qui ne cherchaient qu'à ruiner les relations de coopération qu'elle avait établies avec la direction de l'usine. Elle ne se gênait pas du tout de faire une telle déclaration à une personne extérieure au syndicat. Mais il s'agit bien d'une syndicaliste qui tire son pouvoir de l'appui de la direction de l'entreprise et non de sa base syndicale, dont elle n'est pas du tout intéressée par l'activisme et la mobilisation. Au contraire, elle considère de telles activités comme dangereuses.

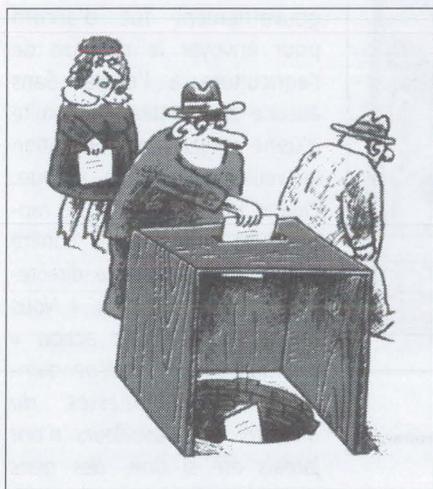
L'absence d'intérêt pour la participation des bases syndicales

Une étude des budgets des syndicats confirme le peu d'intérêt des syndicats pour encourager la participation de leurs membres. L'information constitue le fluide vital de la démocratie, mais les syndicats font peu d'efforts pour lui permettre de circuler. La plupart des syndicats ne publient même pas une lettre d'information ou un bulletin irrégulier. Sans parler de la carence au niveau des contacts personnels. Un travailleur de la fabrique de tracteurs de Kirov résume ainsi la vie de son secrétaire syndical : « De son bureau à sa voiture et de sa voiture à son bureau. Il ne passe pas une seconde dans les ateliers ». Les syndicats locaux ont également réduit de manière draconienne le nombre des délégués d'ateliers bénéficiant d'heures syndicales et nombre d'entre eux ont carrément aboli la fonction essentielle de délégué élu à l'échelon élémentaire. Cette situation implique que les représentants du syndicat sont de plus en plus recrutés parmi le personnel de bureau ou même parmi les cadres, puisque leurs emplois s'avèrent assez flexibles pour leur permettre d'accomplir des tâches syndicales minimales durant leurs heures de travail. De tels syndicalistes sont très éloignés des préoccupations quotidiennes des salariés, dépendent de la direction et font preuve de peu d'engagement syndical. Au vu des sommes considérables dépensées pour l'aide matérielle et le fonds socioculturel, de telles pratiques sont plus redevables à un choix, qu'au manque de moyens. Qui plus est, les conventions collectives prévoient généralement des heures syndicales pour les délégués élus, mais « vu la situation de l'entreprise », les syndicats n'appliquent pas cette clause.

Peu d'efforts sont consacrés à l'éducation, à la mobilisation et la discussion stratégique avec les membres du syndicat. Les permanents passent la plupart de leur temps à accomplir des tâches administratives et

sociales routinières. Comme le dit un syndicaliste : « Il y a beaucoup à faire. Nous nous occupons des problèmes des travailleurs depuis leur berceau jusqu'à leur cercueil ; nous prenons soin de nos membres tout au long de cette période, y compris pour l'enterrement. Une de nos tâches principales consiste à trouver de l'argent pour remplir toutes ces missions. En grande partie, nous résolvons les "petits" problèmes dont les employeurs ne peuvent s'occuper, puisqu'ils sont occupés à organiser au mieux la production. Ce travail quotidien remplit quasiment tout notre horaire. » (34)

Les syndicalistes consultent rarement leur base sur les principaux problèmes concernant le bas niveau des salaires, leur non-paiement, les licenciements, ou encore la détérioration des conditions de santé et de sécurité. Leur approche se limite à la routine administrative. Les déclarations des directions sur les « conditions objectives difficiles » font quant à elles office d'Évangile. Lorsque les directions se lancent dans des réductions de personnel, les syndicalistes se contentent de vérifier que les salariés appartenant à des catégories protégées (par exemple les femmes enceintes) ne figurent pas sur la liste des licenciés et que les compensations et autres indemnités prévues en cas de licenciement sont versées. La décision de la direction n'est pas soumise à la base.



L'idée que le syndicat pourrait résister aux licenciements n'est même pas entretenue, même si certaines luttes ont montré que l'action syndicale peut réduire le nombre de licenciements.

Les négociations des conventions collectives sont également marquées par le formalisme. Un syndicaliste le décrit de la manière suivante : « Nous avons rencontré la direction, qui a émis un ordre pour ouvrir un processus de négociation avec le comité syndical. L'accord de l'année passée nous a servi de base de discussion. Nous l'avons fait cir-

culer au sein de l'entreprise pour recueillir les avis des différents ateliers. Ces derniers étaient censés tenir des réunions. Peu d'entre eux nous ont communiqué leurs suggestions et, en général, les gens sont restés plutôt passifs. Nous avons organisé ensuite une conférence de l'ensemble du collectif de travail, à laquelle assistaient tous les cadres et autres spécialistes. Le texte a été adopté à l'unanimité. » (35) Ce syndicaliste ne voyait pas le lien entre la présence des cadres et la passivité de ses membres.

La démocratie ne se porte pas mieux dans les autres niveaux du syndicat. Il n'y a presque pas de travailleurs ordinaires ou même de représentants syndicaux du niveau de l'atelier parmi les délégués aux congrès ou au comité central du syndicat. En 1997,

parmi les 80 délégués du 3e Congrès du syndicat ASM, 52 étaient présidents ou vice-présidents de comités syndicaux d'entreprises, tandis que 21 occupaient des postes de permanents au niveau régional. Les femmes, qui représentent la moitié des membres, n'avaient que 16 représentantes. Il n'y avait presque pas de travailleurs manuels, puisque près de 71 délégués avaient suivi des études supérieures. (36) Ce phénomène se répète au niveau régional.

En somme, bien qu'il n'existe pas de limites objectives majeures à l'efficacité des mesures qu'un syndicat peut entreprendre afin de défendre ses membres, la plupart des responsables des syndicats contribuent — de manière consciente ou non — à renforcer ces limites plutôt qu'à les repousser.

III. Dépasser les faiblesses

Cette section présente trois exemples de syndicats qui ont fait des avancées importantes pour dépasser les différentes faiblesses décrites ci-dessus. Leurs cas offrent un panorama des possibilités ainsi que des limites d'action dans la Russie actuelle. Il s'agit d'exemples exceptionnels, même s'ils sont loin d'être uniques.

III-1

L'atelier d'assemblage de tracteurs de l'entreprise Kirov

Cet atelier a constitué le noyau militant de l'entreprise Kirov de Saint-Petersbourg depuis la période de la perestroïka. Les chaînes de montage — qui réunissent un nombre important de salariés effectuant des tâches similaires et dont le rôle stratégique permet de paralyser l'usine tout entière — ont constitué le terreau du militantisme syndical dans le secteur de la construction de machines avant le choc brutal de la crise économique. Durant la perestroïka, cette section syndicale disposait d'un leader informel qui faisait autorité : Aleksandr, co-fondateur en 1990 du comité ouvrier chez Kirov. Ce comité agissait en dehors du cadre imposé par un syndicat bureaucraté et mena une série de mobilisations couronnées de succès, notamment pour transformer un système salarial qui faisait payer aux salariés les pots cassés de la mauvaise organisation de la production. Ce comité fit venir Eltsine à l'usine Kirov lorsque ce dernier était encore un paria et était considéré par beaucoup de salariés comme un opposant de gauche

de Gorbatchev. En 1992, l'usine mena une grève réussie sur les salaires et envoya en même temps un appel au Soviet suprême, signé par tout le personnel de l'usine, demandant l'arrêt immédiat de la "thérapie de choc" d'Eltsine. Il faut rappeler, que cette vague de militantisme se déroula à un moment où la plupart des salariés étaient encore frappés de stupeur par la violence des contre-réformes.

Les militants de Kirov tentèrent à plusieurs reprises d'organiser un mouvement d'opposition plus large au sein des usines de Saint-Petersbourg et du reste de la Russie. Lorsque le militantisme commença sérieusement à décliner, Aleksandr décida en 1992 de tester les capacités de mobilisation du syndicat et fut élu à la présidence du comité d'atelier. Mais c'est à ce moment que le marché des tracteurs s'écroula brusquement et que la main-d'œuvre subit une véritable saignée. Après s'être rendu compte du peu de forces qu'il pouvait rassembler en dehors de sa propre section, Aleksandr, épuisé par une décennie d'activisme intense et de nombreuses désillusions, annonça qu'il ne se représenterait pas lors de la prochaine élection, tout en attendant de voir la réaction du président du comité syndical de l'usine. Après tout, il était le dirigeant de la section la plus militante du syndicat. Mais le comité de l'usine ne fit aucun effort pour le convaincre de rester — en fait ses membres étaient plus que satisfaits de pouvoir se débarrasser à bon compte de celui qu'ils sur-

35. Ibid.

36. *Golos profsoyuzya*, octobre 1997, p. 1.

nommaient "corbeau blanc" (c'est-à-dire un personnage sortant de l'ordinaire).

La seule candidate désireuse de le remplacer était une employée de bureau. Tout était sur le point de "retourner à la normale" dans la section syndicale, lorsque les salariés refusèrent contre toute attente de soutenir la candidate du comité en assemblée générale et proposèrent en lieu et place celle de Svetlana, une assembleuse de 47 ans. Cette dernière résista de toutes ses forces en arguant : « *J'ai des enfants, je dois travailler. Comment pourrais-je trouver du temps pour le syndicat ?* » (le poste n'était pas payé). Mais, des années de lutte collective avaient créé dans l'atelier une tradition militante et elle céda finalement face aux demandes de ses camarades.

Une pratique à l'opposé des syndicats traditionnels

Après l'échec d'une grève à propos des salaires — la chaîne bougeait à peine de toute façon et le comité d'usine ne l'avait pas soutenue — Svetlana chercha à promouvoir un noyau de militants, « *tous ceux qui ne sont pas complètement morts* » (il s'agissait surtout de femmes). Elle adopta une politique de transparence totale — toutes les discussions de comité se tiennent dans l'atelier et sont ouvertes à tous — et toutes les décisions importantes sont prises par l'assemblée générale. Chaque matin, avant le travail, elle et les militant(e)s se rendent sur chaque lieu de travail, parlant aux travailleurs, les informant et les écoutant.

A plus d'un égard, la pratique du comité de l'atelier d'assemblage de tracteur est l'opposé des syndicats traditionnels. Elle se trouve elle-même souvent en affrontement tant avec le comité d'usine qu'avec la direction. Le comité d'atelier trouve sa force dans la participation active des membres et est soucieux de son autonomie. Svetlana refusera même une invitation à boire avec la direction en raison de la façon dont cela pourrait être perçu par les travailleurs.

Le comité d'atelier s'efforce d'attirer des ouvriers comme participants actifs à leur défense collective. Il soulève constamment des questions à la direction. Ceci n'est pas pur activisme. Le syndicat a gagné de réelles victoires sur les conditions de travail, salaires et emploi, là où les autres syndicats restent passifs, se référant aux "conditions objectives". Ce sont nécessairement de petites et précaires victoires mais elles ont uni les

ouvriers au syndicat d'atelier, instauré la crainte et le respect de la part de la direction, bien au-delà de son poids numérique et économique au sein de l'usine.

Un conflit typique concerna la température dans les ateliers, qui depuis plusieurs années maintenant approche du gel dans la plupart des usines russes. Ceci est une économie de coût inévitable selon la direction. Les ouvriers l'acceptent comme un fait de vie, bien qu'ils disent qu'il faut quelques heures après le travail pour revenir à la normale. Dans l'atelier d'assemblage des tracteurs, les ouvriers ont installé des caisses d'acier dans lesquelles ils brûlent du bois pour se chauffer de temps en temps. La direction a finalement ordonné le déplacement des caisses à cause des risques d'incendie et de destruction de biens de l'usine (le bois) pour faire le feu. Les ouvriers semblaient prêts à accepter ceci en silence mais Svetlana contre-attaqua avec les propres revendications du syndicat que le chauffage et l'éclairage devaient correspondre aux normes de sécurité et de santé, que le toit, qui coulait, devait être réparé et que des vêtements de travail propres devaient être distribués par la direction. Toutes ces choses sont reconnues par le code du travail et/ou la convention collective mais restaient ignorées par la direction. Le chef d'atelier refusa

le gouvernement russe et des entreprises américaines s'apprétaient à signer un accord pour fournir aux fermes russes des équipements américains d'une valeur d'un milliard de dollars et d'équiper des garages pour une valeur de sept autres milliards. Ceci aurait signifié mettre le dernier orteil dans le cercueil du secteur industriel. Même le ministre négociant le contrat admit que les tracteurs Kirov étaient cinq fois moins cher, correspondant aux normes européennes, étaient mieux adaptés aux conditions russes et disposaient déjà d'un réseau de garages. (37) Mais les fermes russes étaient fauchées et les Américains offraient un crédit... que le gouvernement russe garantirait.

Devant la pression de l'assemblée d'atelier, le comité d'usine élaborait un plan d'action qui comprenait du lobbying, une campagne médiatique, des manifestations et la désobéissance civile. Il essaya d'associer d'autres usines de machines-outils agricoles, mais leurs syndicats exprimèrent divers prétextes pour refuser. Aucun ne consulta ses adhérents. Finalement, le directeur de l'usine Kirov se joint au mouvement, un développement qui eut un effet nettement modérateur sur la campagne. Le plan d'action prévoyait de bloquer les bureaux du gouverneur (le célèbre Smolny) pendant la visite du Premier Ministre, par une mobilisation des

travailleurs avec des tracteurs géants Kirov etc. Alarmé, le gouvernement fut d'accord pour envoyer le ministre de l'agriculture à l'usine. Sans aucune consultation, le comité d'usine annula la manifestation la veille de l'action prévue. Quand Svetlana refusa de rappeler les adhérents, le comité d'usine leur téléphona directement à leurs domiciles. « *Nous avons besoin d'une action* » expliqua-t-elle « *indépendamment des promesses du ministre. Les travailleurs n'ont jamais été si unis, des gens revinrent même de vacances, ils*

étaient prêts à se battre. Ils voulaient parler en leur nom propre, pour sentir qu'ils sont des êtres humains, qu'ils signifient quelque chose. Et le syndicat les a étouffés, les utilisant comme un épouvantail ». Ayant reçu la promesse du ministre qu'il laisserait les tracteurs de la classe Kirov hors du contrat et qu'il financerait un programme de leasing pour ses tracteurs Kirov, le comité d'usine stoppa sa campagne. La production de tracteurs à l'usine Kirov a repris, mais la plupart des ouvriers ressentent qu'on leur a jeté un morceau de pain pour les faire taire alors



Deux panneaux satiriques pour la décoration d'un « tramway d'agitation » (« agit-tramway »). Esquisse de V.V. Lebediev.. Sur l'un — Foch, sur l'autre — Clemenceau..

même de lire les revendications et menaçait de donner des amendes aux ouvriers si les caisses restaient en place. Le chef du comité d'usine accusa Svetlana d'agir à nouveau indépendamment du syndicat et lui dit de le laisser calmer les choses avec le directeur. Mais il ne fit rien. Face au refus des ouvriers de déplacer les caisses, la direction céda. Elle améliora le chauffage et l'éclairage et fit aussi réparer le toit.

L'assemblée d'atelier fut aussi la principale force dans la « guerre des tracteurs » de 1999. Le syndicat apprit par un journal que

37. *Kommersant*, 23 décembre 1998, p. 8. Ceci est basé sur les interviews avec S. Vasilieva et sur B. Maksimov, « *Sur les champs de bataille de la "guerre des tracteurs"* », 1999 (non publié).

que le contrat se faisait et que rien n'a été réglé.

Profondément conscient des limites de leurs actions isolées, le comité d'atelier a été actif en dehors de l'usine. Il amène régulièrement 80 % de ses adhérents aux manifestations de la FNPR, un pourcentage remarquable en cette période. Ce fut un des rares syndicats de St Petersburg activement investi dans le soutien au camp de protestations des mineurs à Moscou en 1998. Svetlana elle-même fit le tour de tous les partis de gauche pour voir ce qu'ils avaient à offrir aux ouvriers. Mais son syndicat d'atelier reste plutôt isolé, même au sein de l'usine.

III-2 Le syndicat "Edinstvo" de l'usine automobile VAZ à Togliatti

Parmi les syndicats alternatifs, le syndicat "Edinstvo" ("Unité") de l'usine automobile VAZ à Togliatti est celui qui a le plus de réussite en dehors des secteurs des transports et des mines. Son succès a été facilité par la situation économique de VAZ : un marché relativement fort pour ses véhicules de transport ce qui lui a permis de garder ses effectifs initiaux de 120 000 salariés et d'offrir des salaires relativement élevés. Des militants à VAZ furent très actifs dans le mouvement autogestionnaire STK lors de la Perestroïka, même si aucune trace ne semble subsister aujourd'hui (en 1992 les responsables du mouvement le quittèrent pour rejoindre une secte mystique).

"Edinstvo" émergea à la fin même de l'activisme ouvrier de la perestroïka. Il attira rapidement 2 000 adhérents, aidé par une série de grèves partielles, la plupart spontanées, dont il assumait la direction. La dernière grève se déroula dans la principale chaîne d'assemblage en 1994 à propos de retard dans le paiement des salaires. La direction réagit avec une extrême dureté, décrétant un lock-out général, des licenciements et déployant brièvement des unités anti-émeute de la police au sein même de l'usine. Avec l'approfondissement de la dépression économique, la croissance du syndicat s'arrêta, mais dernièrement elle reprit pour atteindre aujourd'hui plus de 3000 adhérents.

"Edinstvo" est victime de discriminations sévères et illégales de la part de la direction. Ses adhérents sont pourchassés et harcelés à des degrés divers. Ignorant une décision des tribunaux, la direction, soutenue par le syndicat traditionnel, refuse de permettre à "Edinstvo" de participer aux négociations des conventions collectives. Les travailleurs

qui rejoignent "Edinstvo" tendent donc à être actifs et militants. Alors qu'il existe de nombreux bons militants et quelques comités d'atelier combatifs dans le syndicat traditionnel, ils sont constamment affaiblis par les actions du comité d'entreprise, qui est soumis à la direction et modère leurs revendications. Le fait que l'ancien président de ce syndicat (en poste de nombreuses années) est maintenant directeur-adjoint au personnel est éclairant. On doit aussi préciser que la corruption est énorme à VAZ dont les hauts dirigeants ont été l'objet d'enquêtes judiciaires. L'usine a connu de fortes pertes dans des contrats avec des compagnies intermédiaires. De nombreuses entreprises de ce type avaient été fondées par des membres du personnel gestionnaire ou leurs parents. Le principal dirigeant de "Edinstvo" fut blessé sérieusement par balles à deux reprises. Ces crimes n'ont pas été élucidés.

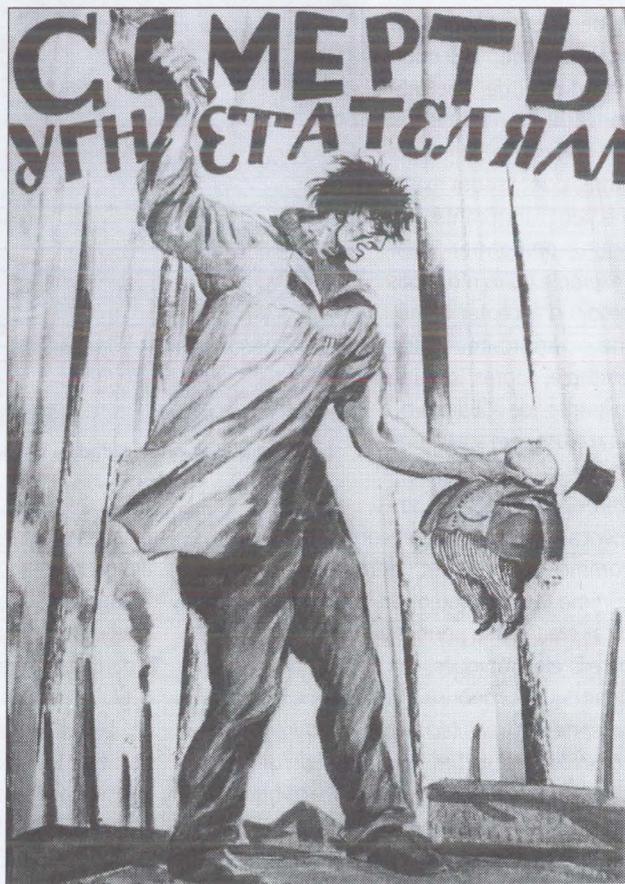
Le principe de base de la pratique de "Edinstvo" est son indépendance dans la défense des intérêts des ouvriers. Il conduit l'opposition aux tentatives de la direction en 1998 et 1999 d'éliminer l'indexation des salaires qui avait été arrachée en 1992 lors d'une grève dirigée par "Edinstvo". Le syndicat traditionnel avait déjà en 1996 donné son accord pour réduire d'indexation à 72 %. L'argument employé était toujours le même : la situation financière difficile de l'usine, en particulier sa grande dette envers les impôts et la menace de banqueroute. En 1998, la direction redemanda à remplacer l'indexation par une prime dépendant des performances de l'usine. Comme nous l'avons noté plus haut, ceci fut adopté par la conférence des délégués seulement après que la direction ait forcé la main au syndicat traditionnel, brandissant, entre autres, la menace de suppression d'emploi. Le président de "Edinstvo" ne fut pas autorisé à parler lors de cette conférence.

La position de "Edinstvo" était que comme les ouvriers n'ont rien à dire sur la gestion de l'usine, ils ne devraient pas payer pour ses mauvaises performances. Céder sur

l'indexation réduirait seulement l'incitation de la direction à bien gérer. Il souligna le marché fort et prolongé pour les véhicules, les hauts salaires de la direction et les pertes causées par la corruption.

Un fonctionnement ouvert et démocratique

En profond contraste avec le syndical traditionnel, "Edinstvo" fonctionne de manière ouverte et démocratique. Il dispose d'un unique permanent, le vice-président, un ouvrier licencié dans la grève de 1994. Un vote de 10 % des structures entraîne le renvoi de tout responsable. Les discussions détaillées de réunions bimensuelles du comité d'usine sont affichées et distribuées en tracts. Quand "Edinstvo" choisit des adhérents pour assister à des stages de formation dans d'autres villes ou à l'étranger (organisée par le TIE, l'école pour la démocratie



« Mort aux oppresseurs ». Projet de panneau pour le premier anniversaire de la Révolution d'Octobre. S.V. Tchekhonine, 1918.

ouvrière), il procède par vote et publie les décisions et les raisons pour de tels choix. Quand ces personnes reviennent, elles partagent leurs expériences avec les autres adhérents. Au contraire, les personnes envoyées à de telles initiatives par le syndicat traditionnel ne parlent à personne à leur retour, leurs collègues considèrent (et souvent avec raison) ces voyages comme des

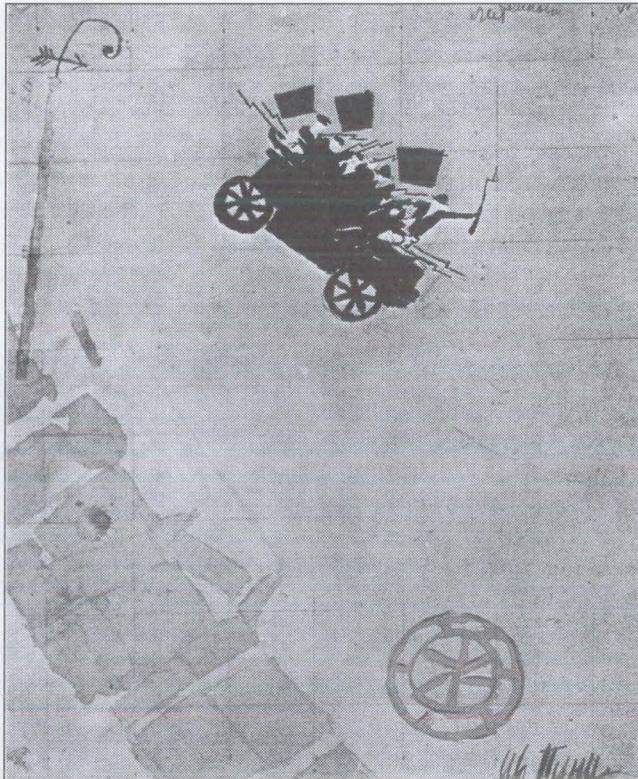
Russie

banquets offerts aux préférés des dirigeants. Le budget de "Edinstvo" est aussi complètement différent de celui du syndicat traditionnel : 20 % va à un fonds de grève (le syndicat traditionnel n'en dispose pas), 10 % à la fédération Sotsprof (le syndicat traditionnel donne 2 % à son organisation nationale) et seulement 20 % va à l'aide matérielle et aux activités culturelles et récréatives (50 % du budget du syndicat traditionnel). Le reste est consacré à la défense quotidienne et à la formation des adhérents.

Les responsables et les militants de "Edinstvo" consacrent une grande part de leur temps à former, agir, recruter, traiter des plaintes, défendre les membres contre la répression. Ils défont constamment les violations du code du travail et de la convention collective. Une direction importante de l'activité concerne la formation des ouvriers sur leurs droits, dont ils sont extrêmement ignorants, et pour démontrer par l'exemple qu'ils n'ont pas besoin d'accepter l'autorité arbitraire. Par exemple, après qu'une militante de "Edinstvo" ait refusé de subir une fouille à l'entrée de l'entreprise, "Edinstvo" commença une campagne contre ces fouilles comme illégales et dégradantes. Mais comme les vols restent un problème, le syndicat était prêt à permettre l'utilisation d'appareils électroniques. Un de ses tracts expliquait : « Pourquoi se donner la peine d'installer des moyens techniques modernes pour contrôler les sorties, pourquoi penser aux droits et à la dignité de la populace quand il est tellement plus facile de dégrader un millier d'honnêtes ouvriers pour arrêter un seul voleur ». Dans la Russie contemporaine, un tel souci à propos de la dignité est très rare et d'une grande importance.

Comme la plupart des syndicats alternatifs, "Edinstvo" est marqué par une confiance excessive envers l'action juridique. Le président a obtenu une licence en droit et est

un vrai expert légal. Mais le recours aux tribunaux tend à laisser les adhérents hors du cadre et n'est pas en général effectif, même quand la plainte est gagnée. D'une certaine façon, cette stratégie est dictée par la démobilisation générale des ouvriers qui touche aussi "Edinstvo". Bien que VAZ se porte relativement bien, la direction ne manque jamais de souligner aux ouvriers l'importance de la situation désastreuse qui existe à peu près partout ailleurs. En plus, les



I.A. Pounine, 1918, projet d'affiche « Ouvriers armés dans une automobile »

ouvriers craignent vraiment la réaction de la direction s'ils parlent avec trop de force. "Edinstvo", cependant, rend largement publiques ses actions juridiques, ce qui, mis à part les affaires gagnées, joue un rôle éducatif.

Les adhérents de "Edinstvo" ne sont pas homogènes politiquement. Mais comme dans le cas des autres syndicats alternatifs, la plupart de ses dirigeants ont jusqu'à récemment soutenu Eltsine. Ensuite ils ont évolué vers Lebed. Comme le président le précisa : « Le peuple russe n'est pas capable de se défendre lui-même. Et il existe aussi une tradition que le peuple attend et espère que le gouvernement le défende. Lebed a promis un État fort » (38). Donc, une politique d'indépendance syndicale ne se traduit pas nécessairement pas une politique d'indépendance de classe. La plupart des dirigeants de "Edinstvo" sont des sociaux-démocrates modernes, qui ne croient pas que le socialisme soit possible. En même temps, cepen-

dant, "Edinstvo" montre la solidarité avec les autres luttes ouvrières, au contraire du syndicat traditionnel, dont l'horizon ne dépasse pas les portes de l'usine (à l'exception de l'aide apportée au financement de la première et unique église de Togliatti après la chute de l'URSS). Avec le déclin de l'étoile de Lebed, le président du syndicat s'est présenté comme candidat ouvrier indépendant aux élections parlementaires en décembre dernier dans la circonscription de l'usine et a remporté la victoire avec 30 % des votes. Le deuxième candidat, un entrepreneur, n'a eu que 9 %.

III-3 Les constructeurs de moteurs de Yaroslavl

Yaroslavl est une capitale régionale, située à quatre heures de Moscou, avec une population d'un demi million d'habitants. Avant la crise, ses quatre usines de moteurs diesel employaient 55 000 ouvriers. Aujourd'hui, il reste moins de 40 000 salariés, bien que la production ait chuté largement de plus de 70 %.

Les ouvriers d'automobile de Yaroslavl furent assez actifs au cours de la Perestroïka. L'usine de moteur de Yaroslavl, la plus grande, fut la scène de la première grande grève de la période en Russie. L'usine entière se mit en grève pendant sept jours contre le travail du samedi (la semaine légale était de cinq jours) (39). En 1989, les ouvriers de l'usine de pompes à essence renvoyèrent son directeur au cours d'une mobilisation très large. Yaroslavl connut aussi le premier front populaire, un mouvement démocratique de citoyens en Russie et il accueillit un congrès russe des fronts populaires. Insatisfaits du désintérêt des fronts pour les intérêts ouvriers, les militants ouvriers formèrent un éphémère comité ouvrier.

Mais comme partout en Russie, le mouvement ouvrier tomba dans une torpeur avec l'approfondissement de la crise économique et l'accession de Eltsine au pouvoir. Les syndicats de Yaroslavl et la plupart des travailleurs furent passifs alors que la "thérapie de choc" réduisait les salaires réels des 2/3. Même le début de retard de paiement des salaires en 1994 ne provoqua pas de réaction immédiate, malgré les efforts de certains militants ouvriers de base. La rupture se produisit en 1995 avec le mouvement de grève à l'usine de moteur Tutaev, située à une heure de Yaroslavl. Des 49 000 habitants, 8 400 travaillaient à l'usine. Leurs appartements étant invendables, ils se trouvaient prisonniers de la ville. En 1995, les militants de base furent finalement capables

38. *Byulleten' Shkoly trudovoi demokrati* (Bulletin de l'école de la démocratie ouvrière) n° 11, 1999, p. 20.

39. D. Mandel, *Perestroïka and the Soviet People*, 1991, pp. 26-29.

de mobiliser les travailleurs sur les retards de salaire (environ six mois à ce moment là) et la corruption dans la gestion. Une conférence des délégués élit un comité de grève qui, au cours des deux années suivantes, dirigea trois grandes grèves, dont une durant sept semaines. Au cours de ces grèves, qui comprirent le blocage des voies de chemins de fer, le comité du vieux syndicat fut remplacé par des gens élus du comité de grève et le directeur par un gestionnaire acceptable par les ouvriers. Ils obtinrent temporairement satisfaction sur les salaires mais le problème apparut bientôt à nouveau.

L'esprit évolua progressivement dans les autres usines. En 1995, des militants de base formèrent des syndicats alternatifs dans l'usine des moteurs. En 1996, les travailleurs des quatre usines manifestèrent, firent grève, et bloquèrent les routes à propos des retards de salaire. Les comités de grève élus aux différents niveaux des usines pour diriger l'action collective sont depuis devenus des structures quasi permanentes, aiguillonnant le syndicat aussi bien que la direction. Comme les usines de Yaroslavl ont la plus faible densité syndicale dans le secteur ASM (30-50% ne sont pas des adhérents, même si dernièrement s'est manifestée une tendance à l'adhésion), les comités de grève ont une légitimité accrue puisqu'ils représentent tous les salariés. L'usine des moteurs de Yaroslavl, dont les ouvriers avaient une meilleure situation, l'usine assemblant un produit final qui peut être plus facilement vendu contre des liquidités, fut la dernière à élire un comité de grève.

L'échec des grèves isolées à amener plus qu'un soulagement éphémère conduisit à la création à l'automne 1996 d'un conseil commun des comités de grève. Cette initiative avait le soutien politique et pratique du comité régional du syndicat traditionnel (le conseil se réunissait dans ses locaux) et même de la fédération régionale FNPR. Le conseil développa un plan d'action progressive et de revendications qui dépassaient la revendication « *payez nos salaires !* ». Il réclamait un plan commun de développement pour les quatre usines et l'investissement de capital d'État pour leur permettre de les mettre au niveau des critères européens et donc d'ouvrir de nouveaux marchés pour leurs moteurs.

Une série de manifestations illégales et le blocage du pont sur la Volga incita le gouverneur, jusque-là entièrement loyal à Eltsine et passif en ce qui concernait les intérêts des travailleurs, à faire pression sur Moscou. Les ouvriers obtinrent satisfaction, au moins par écrit. Même si le gouvernement fédéral n'a pas respecté l'engagement d'accorder des

crédits d'investissements aux usines qu'il avait signés, il a au moins fourni des crédits à l'usine de camions de Minsk en Biélorussie pour acheter des moteurs Yaroslavl. Le gouvernement régional en est venu à craindre et à respecter les ouvriers, dont il avait complètement ignoré les intérêts.

En 1998, les quatre usines automobiles furent au centre de la création d'un comité de coordination régional pour des actions collectives. Inspiré par l'exemple du camp des mineurs de charbon à Moscou, il établit un "piquet" (camp ouvrier permanent) le long des voies ferroviaires, menaçant à tout moment de les bloquer et présentant ainsi une menace permanente pour les transports ferroviaires vers Moscou à partir du nord-est (40). Des centaines de travailleurs de l'automobile bloquèrent le trafic pour trois heures en septembre 1998. Ce mois-là, le comité régional appela une conférence de représentants des entreprises des régions centrales de Russie pour préparer une grève générale politique réclamant la démission immédiate de Eltsine, un changement de politique économique et sociale et des amendements constitutionnels pour mettre un terme à l'absolutisme présidentiel et permettre le contrôle démocratique du gouvernement. Cette grève fut appelée pour le 7 octobre 1998, à la fois par le FNPR et le Parti communiste, mais ils avaient déjà alors rejoint le nouveau gouvernement « *de gauche* » formé par Primakov lors de l'effondrement financier d'août 1998. L'objectif ultime des ouvriers de Yaroslavl était un « *anneau de colère* » formé par les ouvriers des régions centrales autour de Moscou dans le but d'arrêter tout le trafic ferroviaire vers la capitale.

Le mouvement ouvrier devient une force politique régionale

Le 7 octobre, une vaste manifestation bloqua le bâtiment de l'administration régionale et força le gouvernement régional lui-même à transmettre les revendications des ouvriers à Moscou. Les manifestants votèrent une résolution pour bloquer la ligne de chemin de fer pour 3 heures le 8 octobre si aucune réponse n'avait été reçue au matin, et ensuite la couper complètement le 9 octobre jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction. Face à une campagne d'intimidation de



Camdessus (FMI) et Tchernomerdine, alors premier ministre d'Eltsine.

la presse et une forte présence policière, seuls quelques trois cents ouvriers se rendirent aux dépôts le 8, surtout des femmes de Tutaev. Le vice-gouverneur lui-même les a prié de ne pas descendre sur les rails, offrant les services de la police pour bloquer les trains pendant les 3 heures, ce qui a été fait. Mais la faible participation à Yaroslavl (25 000 avaient voté la résolution) et l'absence d'action dans les autres régions empêcha un blocage permanent le lendemain.

Le résultat de l'action fut de forcer le gouverneur à accepter d'avoir trois représentants ouvriers avec voix consultative dans le gouvernement régional. Le gouvernement créa aussi une commission avec participation syndicale pour développer un programme régional anti-crise et un autre pour éliminer les retards de paiement de salaire. Le mouvement ouvrier était devenu la force politique prédominante dans la région.

Mais même à Yaroslavl, le mouvement fut très inégal. Les choses sont bien pires en Russie en général. Malgré le caractère massif de la protestation nationale du 7 octobre, elle n'aboutit à aucun résultat pour les ouvriers. Le parti communiste orienta alors les espoirs des gens vers sa tentative de destitution de Eltsine, promettant des mobilisations de masse. Mais il n'a mobilisé personne et l'affaire passa quasiment inaperçue. Les ouvriers de l'automobile de Yaroslavl avaient quand même envoyé une délégation au piquet de la Douma le jour du scrutin.

Malgré la paupérisation croissante engendrée par l'effondrement financier d'août 1998, le mouvement ouvrier en Russie, y compris à Yaroslavl, ont été relativement calmes depuis cet été-là. En partie en raison de la dévaluation, qui réduisit les salaires réels, mais donna un coup de fouet

40. Des informations sur ces événements peuvent être trouvées dans *Sovetskaya Rossiya* du 30 juillet et des 3, 9, 19, 22, 24 septembre et aussi dans *Rabotchaya politika* n° 4, 1999.

Russie

à la production domestique, les ouvriers étaient au moins payés plus régulièrement. Un autre problème est que les luttes de Yaroslavl dépendaient beaucoup des mobilisations spontanées. Les syndicats n'ont pas pleinement saisi l'importance de la défense quotidienne de leurs membres dans l'entreprise, de l'information et de l'éducation des adhérents comme des contacts individuels dans la consolidation de leur base militante. C'est en partie dû à la pauvreté mais c'est aussi en partie un héritage du passé.

Au cours de l'année dernière, les syndicats de Yaroslavl, et certains syndicats locaux dans d'autres régions, ont concentré leurs efforts pour établir un « contrôle ouvrier sur la direction », c'est-à-dire à obtenir un accès complet à l'information et au contrôle sur les transactions financières et le fret de biens. Ceci a engendré une résistance opiniâtre de la part des directions. Cependant, il y a eu des progrès, en partie du fait que la propriété et les droits de gestion ne sont pas idéologiquement ou politiquement sécurisés en Russie. Pourtant le contrôle, spécialement quand il est consolidé, ne traite pas des conditions politiques et économiques générales, qui sont les principales causes du malheur des travailleurs.

En guise de conclusion :

Une lente montée de la volonté de combattre, limitée par l'isolement

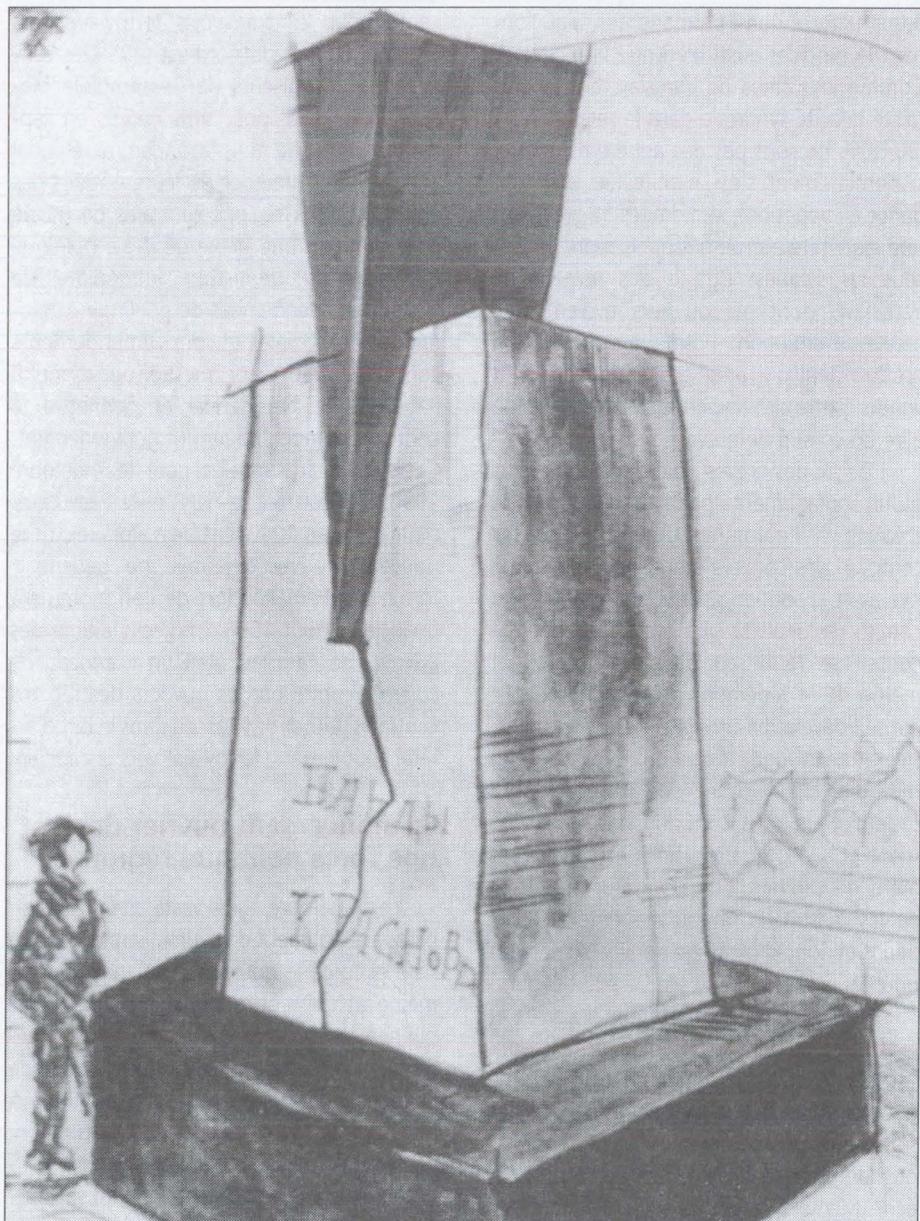
Ces exemples montrent ce que les syndicats peuvent obtenir en construisant le soutien des adhérents et obtenant des gains réels. Mais ils démontrent aussi les limites posées par leur isolement. Même les syndicats automobiles Yaroslavl qui ont appris à coordonner leurs luttes (la proximité géographique et leurs productions liées le favorisèrent) et qui ont réalisé les efforts les plus sérieux pour toucher les autres villes et régions, restent assez isolés et ne peuvent substantiellement affecter les conditions plus fondamentales qui déterminent la situation de leurs membres. "Edinstvo" et l'atelier d'assemblage des tracteur Kirov sont isolés même au sein même de leurs usines.

Tous les éléments sains du mouvement ouvrier sont sincèrement conscients de ce problème. C'est pourquoi le piquet de grève des mineurs de l'été 1998 (41), au départ une initiative modeste et d'une certaine façon étrange (200 mineurs prenant le soleil pour deux mois sans aucune réponse du gouvernement) devint un aussi puissant

aimant pour les militants. Le piquet fut visité par des délégations de syndicats locaux de toute la Russie de même que par des militants à titre individuel. Il fournit aux éléments militants, indépendants et éclatés du mouvement ouvrier un vaste endroit pour l'échange d'expériences, de soutiens mutuels et potentiellement pour une coordination concrète, une place qu'ils n'auraient pu trouver dans les structures des syndicats officiels. Ces derniers, en pratique, ne soutinrent pas cette importante initiative. Mais les conditions en 1998 n'étaient pas mûres. Le piquet se termina avec une trahison supplémentaire parmi une longue série : les dirigeants des mineurs (de l'alternatif Syndicat Indépendant des Mineurs) qui avaient juré cette fois-ci qu'ils combattaient pour les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et ne retiraient pas leurs revendications politiques, dissolvèrent le piquet contre la promesse de concessions économiques qui ne

donnèrent rien aux autres secteurs. Et ils le firent quelques jours avant la grande journée de protestation du 7 octobre 1998.

Malgré la trahison, l'expérience du piquet est largement considérée comme positive. Il semble qu'il y a eu une lente, douloureuse hausse de la solidarité et de la volonté de combattre les patrons. L'attaque récente par la police d'une usine de papier à Vyborg, près de la frontière finlandaise, occupée (illégalement) par les ouvriers engendra une expression de soutien inégale dans la Russie. Mais un véritable soulèvement ouvrier qui soit capable d'avoir un impact tangible sur la situation des travailleurs de Russie requiert probablement au moins le début d'une reprise économique, ainsi que des luttes victorieuses importantes des travailleurs de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, dans le cœur même de la bête. ■



N. Ia. Kolli, 1918. Projet architectural « le coin rouge ».

41. Cf. Inprecor n° 427 de septembre 1998.

Après les massacres au Timor, un géant aux pieds d'argile

Par
Pierre Beaudet

Six mois après des massacres qui ont failli tourner au génocide, le Timor oriental revit et cherche difficilement sa voie vers l'indépendance. Selon Avelino da Silva qui dirige le Parti socialiste timorais (une des composantes du CRNT, la coalition des mouvements indépendantistes qui a mené la lutte), la population s'impatiente devant les lenteurs de la lourde machine de l'ONU : « *ils nous traitent comme des colonisés, sans nous laisser participer aux décisions qui concernent l'avenir de notre pays* ». Depuis août dernier en effet, l'ONU a pris la relève de l'occupation indonésienne, après un demi-million de morts. Petit territoire pratiquement dépourvu de ressources, le Timor oriental aura fort à faire pour échapper à une autre dépendance que pourraient ériger les nouveaux "protecteurs" comme l'Australie et le Portugal (l'ancienne puissance coloniale). Déjà les entreprises multinationales australiennes tentent d'accaparer les juteux contrats pour reconstruire les routes et les infrastructures que l'ONU s'apprête à préparer.

Crises en cascades

Cet affrontement au Timor oriental est en fait une petite partie du drame de l'Indonésie, un vaste archipel menacé par un puissant processus d'implosions et de crises. « *Cela pourrait facilement déboucher sur une "yougoslavisiation" à la puissance n* », explique Max Lane, un chercheur de l'Université de Sydney très impliqué dans le mouvement de solidarité avec ce pays : « *Pendant 35 ans, la dictature de Suharto a bloqué toute expression démocratique. Tous les Indonésiens, en particulier les minorités nationales et les peuples colonisés, ont été bafoués et aujourd'hui, devant l'affaiblissement du gouvernement, c'est l'explosion.* » Avec le départ de Suharto en effet s'est amorcé un fragile processus de démocratisation. Depuis la fin de 1999, un nouveau gouvernement est en place, représentant une coalition hybride entre la tendance du



président Abdurrahman Wahid, un traditionaliste modéré qui s'est opposé aux militaires dans le passé, et des groupes nationalistes comme le parti de Megawati Sukarnoputri, la fille du grand leader nationaliste renversé par les militaires en 1965. Bien que ce gouvernement ait élargi l'espace démocratique, il n'est pas évident qu'il puisse proposer des changements en profondeur, en partie parce que l'armée reste puissante et veille au grain. Dans plusieurs régions du pays, notamment à Aceh et à West Papua, des soulèvements sont en cours et pourraient conduire à l'éclatement du pays. Selon Otto Ondawame, qui représente la principale organisation indépendantiste papoue (Organisasi Papua Merdeka), la seule solution est « *le retrait de l'armée indonésienne et l'organisation d'un référendum, comme au Timor oriental* ». À Ambon dans les Moluques, les affrontements intercommunautaires entre chrétiens et musulmans ont fait plus de 2000 victimes au cours des derniers mois. « *L'armée indonésienne est bien contente de ces affrontements explique Max Lane, car cela détourne l'attention des vrais problèmes et crée un climat d'instabilité qui pourrait faire en sorte qu'une partie de la population réclame le retour du général Wiranto, le chef de l'ar-*

mée ». Le problème se complique du fait que les régions séparatistes sont aussi celles où sont localisées d'importantes ressources de pétrole et de gaz. L'indépendance de ces régions relativement sous-peuplées laisserait l'Indonésie et ses 150 millions d'habitants dans une situation périlleuse.

À la recherche d'alternatives

En plein coeur de Jakarta (la capitale), les mouvements populaires, forts de leur victoire de 1998 lorsqu'ils ont réussi à forcer le départ de Suharto, cherchent la solution qui éviterait l'implosion du pays. « *Les petits peuples ont le droit à l'autodétermination, explique Budiman Sudjatmiko, un des leaders étudiants les plus connus au pays, mais les progressistes indonésiens préfèrent reconstruire l'Indonésie démocratique sur une base de décentralisation et d'autonomie* ». Budiman qui dirige aujourd'hui un petit parti de gauche, le Parti démocratique du peuple (PRD), croit que la reconstruction de l'Indonésie sera possible pour autant qu'on puisse éviter « *des changements de façade qui perpétueraient la mainmise des réseaux liant la famille Suharto aux quelques privilégiés de la société indonésienne et qui ont fonctionné à l'ombre de la dictature* ». Les groupes progressistes demandent égale-

ment la mise en place d'un tribunal pour juger les responsables des crimes commis durant les 35 années de dictature. « *Le pire serait de passer l'éponge et d'accorder l'impunité à des gens qui ont été responsables de ce qui compte parmi les plus grands massacres du siècle* », selon Budiman .

À l'ombre du nouvel ordre international

Jusqu'à la dernière minute, les pays occidentaux et le Japon ont appuyé le régime de Suharto en dirigeant vers l'Indonésie investissements et prêts bancaires. Un silence assourdissant fut également la norme devant les atrocités perpétrées au Timor oriental, et ce, en dépit des pressions nombreuses des divers mouvements de solidarité dans le monde. Trop souvent comme à Vancouver en 1997, le Canada et les autres pays impliqués ont préféré jouer à l'autruche. « *On prétendait que le développement économique amènerait automatiquement la démocratie* », explique Max Lane, qui a été durant les années 80 un diplomate représentant l'Australie en Indonésie : « *même les travaillistes australiens (l'équivalent du NPD) ont préféré se taire pour faciliter la tâche des grandes compagnies australiennes, qui ont profité des abondantes ressources naturelles de ce pays* ». Le Japon, qui est le principal investisseur étranger en Indonésie, a ouvertement appuyé Suharto à plusieurs reprises, le présentant comme un « dictateur éclairé », capable de mener son pays à la « modernité ».

Aujourd'hui dans les grandes capitales souffle un vent de panique, car la crise indonésienne qui perdure menace des milliards d'investissements et de crédits. Selon Budiman, « *la seule solution est de pratiquer un virage radical et d'appuyer réellement les forces démocratiques* ». Les organisations populaires indonésiennes réclament également que les institutions financières comme le FMI cessent d'investir leur argent dans des grands projets d'infrastructure favorisant l'appropriation des ressources naturelles par les compagnies multinationales. Même la Banque mondiale admet maintenant que la population dans de nombreuses régions du pays crève littéralement de faim. « *Il faudrait réorienter l'aide internationale vers les besoins de base et également décréter un moratoire sur la dette* » explique Max Lane. Car comme tant d'autres pays du tiers-monde qui essaient de sortir de la dictature, l'Indonésie ne peut en même temps rembourser cette dette héritée de la dictature et nourrir la population. ■

Brésil

Solidarité urgente Libérer le camarade Jose Rainha

Jose Rainha Jr, dirigeant du Mouvement des Sans-Terre (MST, Brésil), a été condamné à 26 ans et 6 mois de prison par un jury composé de grands propriétaires terriens, de patrons et d'ennemis de la lutte pour la terre que mène le MST.

La condamnation concerne des faits qui remontent au 5 juin 1989, quand des travailleurs et des paysans sans-terre qui occupaient un domaine agricole à l'abandon affrontèrent la police. Bien que la défense ait prouvé de façon irréfutable que le camarade Rainha se trouvait à ce moment-là à un tout autre endroit, le jury a prononcé sa culpabilité.

Ceci est une nouvelle décision politique qui criminalise toute protestation sociale et toute résistance populaire s'opposant au modèle antidémocratique et d'exclusion du capitalisme mondialisé.

Cette condamnation brutale confirme, simultanément, le caractère fallacieux du discours du gouvernement néolibéral de Fernando Henrique Cardoso (reproduit par les medias brésiliens et transnationaux) selon lequel dans ce pays est menée à bien une « réforme agraire pacifique ».

Le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale et ses organisations dans plus de 40 pays se joignent à l'indignation des forces démocratiques, progressistes et socialistes, et à la campagne de solidarité qui revendique la reconnaissance de l'innocence de Jose Rainha et exige sa libération inconditionnelle et immédiate.

Le 18 décembre 1999

**Pour le Secrétariat Unifié
de la Quatrième Internationale,
Ernesto Herrera**

Pour participer à la campagne de protestation, faites signer des pétitions pour demander justice, sur vos lieux de travail, d'étude, dans vos quartiers, et envoyez-les aux adresses des autorités suivantes :

Juez Roanldo Goncalves, 105 Rua Pedro Palacios, Cidade Alta, CEP 29015-160 Victoria - ES - Brésil. Fax (5521) 272 22 38 52 ;

Presidente Fernando Henrique Cardoso, Palacio de Planalto, CEP 70150-900 Brasilia - DF - Brésil, Fax (5521) 612 26 75 66

Ministro de Justicia, Dr. Jose Carlos Dias Esplanada dos Ministerios, CEP 70060-900 Brasilia - DF - Brésil, Fax (5521) 612 24 09 54

Envoyer une copie au MST :

<semterra@mst.org.br>

Amériques

Deuxième rencontre américaine pour l'humanité et contre le néolibéralisme

Près de trois mille militants de 24 pays d'Amérique se sont rencontrés du 6 au 11 décembre 1999 à Santa Maria de Belem pour la deuxième Rencontre américaine pour l'Humanité

et contre le Néolibéralisme. La première, en 1996, avait préparé la grande "Rencontre intergalactique" d'août 1996 au Chiapas.

Depuis, plusieurs événements ont sensiblement changé la situation politique en Amérique latine : arrestation de Pinochet en Grande-Bretagne, "révolution démocratique" de Chavez au Venezuela, enlisement dans une "guerre de basse intensité" de la guérilla zapatiste au Chiapas, menaces d'intervention nord-américaine en Colombie, échec des négociations de Seattle... C'est avant tout sous le signe de la lutte contre l'impérialisme yankee et les grandes institutions telles que la BIRD, le FMI et l'OMC que s'est déroulée cette rencontre. C'est surtout contre "le néolibéralisme, nouveau nom du vieux capitalisme", comme le dit la déclaration finale, que se sont exprimés les participants.

Avec quels objectifs ? D'abord continuer à faire de ces rencontres un espace d'échange, de discussion et « d'articulation de la lutte de résistance des peuples américains », à commencer par la participation, en 2000, au mouvement "Brésil, 500 ans de Résistance indigène, noire et populaire", dont l'importance ne se limitera pas à ce seul pays. En 2000 toujours, la participation à la "Marche mondiale des Femmes", la poursuite de la campagne pour la libération de Mumia Abu Jamal aux USA et l'organisation d'une campagne contre la dette.

Un autre projet devrait unir les participants de tous les pays dans une grande "Marche américaine" qui partirait simultanément du Canada et du Brésil pour traverser plusieurs pays (en intégrant à chaque fois les luttes locales et nationales à la marche) jusqu'à se rejoindre sur la frontière du Mexique et des Etats-Unis, à Ciudad Juarez. Là, les manifestants demanderont la destruction du "mur de la honte" qui sépare le nord et le sud du continent, protégé par des hélicoptères, des systèmes de vidéosurveillance et la police nord-américaine. C'est sur cette frontière que meurent chaque année plusieurs dizaines de migrants venus des pays latino-américains. Une réunion, en mars prochain, devrait commencer à préparer concrètement cette initiative.

Librairie La Brèche

8, Rue de Romainville, 75019 Paris

m é t r o T é l é g r a p h e

t é l : 01 42 38 04 14

f a x : 01 42 38 27 51

o u v e r t u r e : l u n d i 14h-20h

m a r d i à s a m e d i : 12h-20h

v e n t e p a r c o r r e s p o n d a n c e

P a r i s , p r o v i n c e , é t r a n g e r :

ENVOI GRATUIT

Un pays en voie de privatisation



par
Lau Yu Fan*

En janvier 1999, l'Assemblée Nationale a révisé le chapitre de la Constitution qui concerne l'économie privée. La version initiale de la Constitution énonçait : « *l'économie privée est un complément à la propriété publique socialiste* ». La révision la modifia de cette manière : « *l'économie privée est une des composantes importantes de l'économie socialiste de marché* ». L'amendement encourage grandement les citoyens chinois à s'engager dans l'économie privée aussi bien que dans les privatisations.

Déjà, en 1997, Li Peng avait annoncé une réforme des entreprises publiques et collectives, réforme qui incluait le changement de direction, les joint-ventures, les fusions, les coopératives par actions, la sous-traitance et les liquidations. Même si le gouvernement chinois ne l'admet pas, les trois derniers points de la réforme peuvent être considérés comme une forme de privatisation. Les officiels, depuis les responsables de provinces jusqu'à l'échelon du gouvernement local, semblent surtout intéressés dans la vente des petites entreprises d'État et des entreprises collectives. Ainsi, à Zhucheng, dans la province de Shandong, des officiels ont vendu 95 % des entreprises d'État et des entreprises collectives en seulement deux ans. Le même processus est en marche à travers toute la Chine aujourd'hui, à tel point et à des prix si insignifiants que beaucoup d'officiels responsables des privatisations se sont vus attribuer des surnoms tels que "M. Lee Liquidation" ou "M. Chen Dilapidateur".

Des entreprises vendues "à prix sacrifiés"

Jingji Yanjiu Ziliao écrit que « *les petites entreprises d'État n'ont de vendu que le*

nom. En réalité, elles sont virtuellement données, ou à moitié vendues et à moitié données... Lorsqu'elles sont vendues aux enchères, celles-ci sont frauduleuses... Des actifs dont la valeur dépasse les 100 millions de yuans (1) sont couramment cédés pour quelques centaines de milliers de yuans, quelquefois moins ». Il donne comme exemple une ville où il y avait douze entreprises d'État, dont la valeur cumulée approchait les 100 millions de yuans : neuf d'entre elles furent vendues pour seulement 9,63 millions de yuans au total. A ce jour, les fonds effectivement perçus par le gouvernement se montent tout juste à 1,72 millions de yuans. Autrement dit, les recettes nominales de la vente ne représentent que 9,6 % de la valeur nette des actifs cédés, et les ressources réellement perçues seulement 1,75 % (2).

A qui ont été vendues ces entreprises d'État ? La majorité des acheteurs sont des dirigeants de ces entreprises ou leurs acolytes. Selon les lois chinoises, les travailleurs sont en droit, à travers le Comité du Personnel et des Travailleurs, d'être consultés préalablement à l'adoption de tout changement majeur affectant leur entreprise. Assurément, une transformation du régime de propriété est un changement majeur, mais c'est une pratique commune de la part des officiels et des dirigeants de balayer les lois d'un revers de main. Un officiel a dit aux délégués qui étaient contre la privatisation de leur usine : « *L'usine, c'est un peu comme cette tasse dans ma main. Elle est ma propriété, pas la vôtre. Donc je peux la vendre à qui je veux, comme je peux la donner. Si je préfère la casser, c'est mon droit. Vous, les gars du Comité, vous n'avez pas le droit de vous en mêler* » (3).

Des attitudes aussi arrogantes ont naturellement soulevé un ample mécontentement et ont poussé à la confrontation. Dans la ville de Luoyang, une usine de ciment dont la valeur s'élève à 200 millions de yuans et le terrain à 17 millions, a été bradée



à tout juste 2 millions de yuans. La décision a provoqué une protestation des travailleurs, qui ont fait le siège des bâtiments du gouvernement pendant quatre jours. Quand la nouvelle équipe de direction a été envoyée sur place pour prendre possession de l'usine, elle fut chassée par les ouvriers, qui forcèrent le gouvernement à suspendre l'entrée en fonction de la nouvelle administration pour le moment (4).

Les caractéristiques de la réforme chinoise de la propriété

La liquidation intégrale des entreprises d'État est une des formes de privatisation,

* Éditeur du bimensuel *Pioneer*, journal socialiste de Hong-Kong. L'article que nous reproduisons a été publié dans *Asian Labour Update* (mai-août 1999), une revue de l'Asian Monitor Resource Center, Hong-Kong.

1. Un yuan équivaut environ à 0,78 FF et 0,11 euros.

2. Jingji Yanjiu Ziliao, *Economic Research Review*, Beijing, avril 1999.

3. Idem, décembre 1998.

4. *Ming Pao*, Hong Kong, 10 novembre 1998.

Chine

mais pas la plus importante, car la vente directe de ces entreprises n'est applicable qu'aux petites et moyennes entreprises. La forme de privatisation mise en œuvre pour les grandes entreprises d'État consiste à les métamorphoser en sociétés par actions. Pendant les années 90, beaucoup de ces grandes entreprises ont été transformées de cette façon. Jusqu'à ce jour, l'État reste majoritaire dans le capital, et ces entreprises ne sont pas à vendre, même si les pressions en faveur de la privatisation se sont intensifiées récemment. Le capital privé y est toujours minoritaire, mais si l'on prend en considération ce que l'on nomme les "actions de personnes morales", alors le panorama change brusquement. Lorsqu'une compagnie est transformée en "personne morale", alors il peut y avoir des "actions de personne morale" : le raisonnement est un peu étonnant, car la "personne morale" qu'est l'entreprise appartient à l'État. En fin de compte, on en reste à des parts détenues par l'État. Pourquoi, alors, est-il nécessaire d'introduire le phénomène des "actions de personne morale" ? La réponse, certains l'admettent franchement, est que cela permet « de réduire largement la valeur des parts de l'État, et ainsi de diminuer son rôle d'actionnaire principal et de décideur ultime » (5).

Mais dans l'intérêt de qui réduit-on le rôle de l'État comme actionnaire ultime ? De toute évidence, dans l'intérêt des acheteurs : officiels locaux et directeurs d'entreprises publiques. Étant donné que la démocratie et la transparence sont absentes de la gestion des entreprises, l'introduction de mystérieuses "actions de personne morale" peut facilement passer dans les mains d'officiels locaux et de dirigeants. Le scandale de la Compagnie Yuanye, en 1991, en est un exemple édifiant. Quand Yuanye a été fondé en 1987, à Shenzhen, les parts de l'État représentaient 80 % du capital, les parts privées seulement 20 %. Quatre ans plus tard, la part de l'État était passé à un minuscule 1,4 %. Un grand nombre d'avoirs de l'État sont ainsi passés dans des mains privées.

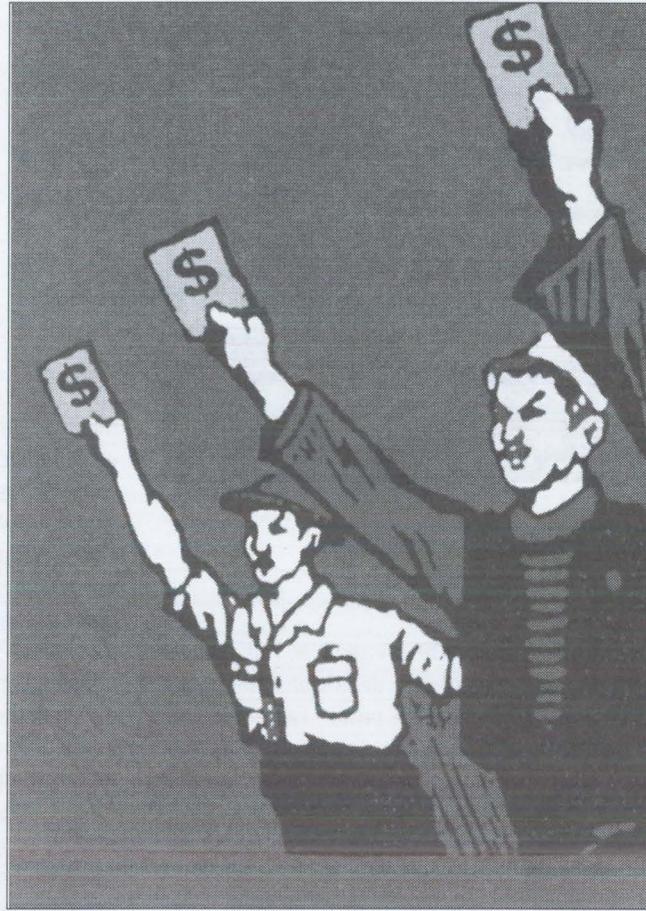
Des manigances comme celles-ci sont aussi courantes en Russie. En quoi le cas chi-

nois est-il spécifique ? En Chine, les avoirs de l'État ont été si ouvertement et voracement détournés par des officiels, que même l'apparence formelle d'une distribution des parts est absente. Ces choses inacceptables se produisent depuis plusieurs années, et ce sont les travailleurs qui ont été forcés payer les parts de leurs propres usines.

Selon les informations de l'Association pour la recherche sociale en Chine, 60 % des coopératives ont obligé leurs travailleurs à acheter des actions. Ceux qui refusaient de payer risquaient de perdre leur travail ou leur salaire. Des entretiens avec ces travailleurs ont montré que seulement 1 % d'entre eux sont d'accord avec ce type de réforme. Alors pourquoi, en dépit d'une majorité écrasante de travailleurs opposés à ce système, ces réformes deviennent-elles la règle (6) ?

Les choses sont allées si loin que lorsqu'une entreprise d'État embauche des travailleurs, ces derniers doivent apporter de l'argent avec eux pour acheter des actions le premier jour de travail. Le journal *Travailleurs Chinois*, publié par la Fédération des syndicats, rapporte qu'entre 1993 et 1996, dans une région, 80 % des entreprises d'État et des entreprises collectives ont forcé leurs nouveaux salariés à acquérir des actions. Le périodique ajoute que tout manquement à l'achat des parts est susceptible d'entraîner la perte de l'emploi. Une ouvrière au chômage de 34 ans était très heureuse d'avoir trouvé du travail dans l'une des usines. Mais avant qu'elle ne prenne son poste, la direction lui a demandé de déboursier 25 000 yuans en actions, ce qui représente l'équivalent de quatre ans de salaire d'un travailleur ordinaire. Elle ne put prendre ce travail (7).

Est-ce que les travailleurs percevront des dividendes après avoir acquis leurs actions ? En 1993 une usine a contraint chaque ouvrier à payer au moins 1 000 yuans, la direction promettant de verser un intérêt de 20 %. La première année les travailleurs ont reçu seulement la valeur de 600 yuans en nature à se répartir entre eux. Depuis, rien n'a été acquitté. En 1995, l'usine s'est transformée en compagnie par actions, mais jusqu'à 1998, aucune réunion annuelle d'actionnaires n'a été convoquée. Lorsque les



ouvriers s'en sont enquis, la direction a répondu que seulement ceux qui avaient payé plus de 10 000 yuans pourraient être délégués à l'assemblée des actionnaires. Pour n'avoir pas contribué à hauteur du montant requis, la majorité des travailleurs ne pouvait prétendre être qualifiée. En fin de compte, les ouvriers virent leur salaire amputé de moitié (8).

Le capital bureaucratique au paradis, les travailleurs en enfer

C'est une pratique commune de la part des petites et moyennes entreprises d'État d'obtenir de l'argent de leurs salariés. Pour les grandes, c'est un phénomène moins courant, car les fonds se trouvent plus facilement sur les marchés financiers. En Chine, la transformation des entreprises d'État en sociétés par actions n'a rien à voir avec une quelconque préoccupation de rentabilité ou d'efficacité, car la plupart d'entre elles ne font que peu ou pas de profit. Elles sont cotées en bourse grâce à des comptabilités truquées.

« Dans ce pays [la Chine], des sociétés par actions... escroquent les actionnaires et les comptes que les dirigeants présentent ne sont pas fiables. Pour obtenir des fonds, des entreprises d'État sont capables de leurrer le

5. Wu Jiajun, *Sur la réforme du régime des entreprises*, *Xinbua Wenzhai*, n° 5, 1994.

6. *Hong Kong Economic Journal*, 6 juillet 1998.

7. *Zhongguo Gongren* (Travailleurs Chinois), journal de la Fédération des Syndicats, octobre 1996.

8. Réforme, corruption et bureaucratie, Dialogue entre Han Dongfang et des travailleurs chinois, *China Labour Bulletin*, octobre 1998, pp. 155-160.



public en annonçant qu'elles sont en train d'investir dans des projets importants, mais en réalité, elles n'en n'ont pas la capacité » (9).

« Ils "fabriquent" des entreprises faisant du profit à partir d'entreprises déficitaires, et ensuite ils les introduisent sur le marché des valeurs. Les personnes qui placent de l'argent en bourse ne font que le jeter dans un trou noir sans fonds » (10).

Une universitaire chinoise, He Qinglian, a publié en 1997 un livre appelé « *Le piège chinois* », dans lequel elle récapitule les changements apparus ces vingt dernières années. La première génération de riches au début des années 80 est appelée "mi-humains, mi-fantômes", car ceux qui s'étaient enrichis ne jouissaient pas du respect étant, pour la plupart, des parvenus ou d'origine honteuse (bourgeoise), ou enfin des criminels. Pendant les années 80, est née la deuxième génération de riches, appelée les "gens communs", car ils étaient presque tous d'anciens techniciens qui se sont enrichis grâce à des activités commerciales. A la troisième génération, on applique l'expression de "mi-humains, mi-dieux", car il s'agit d'officiels de différents niveaux. Ce sont eux qui ont fait d'énormes profits grâce aux privatisations.

Combien d'argent public a-t-il fini dans des poches privées ? Il y a plusieurs années,

des chercheurs avaient donné un chiffre : entre 1982 et 1992, quelque 500 milliards de yuans ont été empochés par des officiels. Dans le numéro d'octobre 1996 de la revue *Travailleurs Chinois*, un autre chiffre a été avancé : 800 milliards de yuans. Récemment, un universitaire, Yang Fan, a écrit que durant les vingt dernières années, le "capital du pouvoir" (un euphémisme pour le terme moins glorieux de "capital des bureaucrates") a empoché pas moins de 3000 milliards de yuans issus de la propriété publique (11).

En comparaison, la classe ouvrière a vécu la période la plus difficile de son histoire depuis les années 1950. Le chiffre officiel du chômage est aujourd'hui proche de 20 millions, et le taux de chômage est supposé d'environ 10 %. Des sources plus dignes de foi indiquent que le taux actuel pourrait avoisiner les 20 %. On nous dit que la réforme des sociétés par actions améliorera sûrement la performance des entreprises d'État et bénéficiera tôt ou tard aux travailleurs. Ironiquement, plus les réformes avancent, plus les entreprises d'État enregistrent de pertes, et le résultat en est plus de chômage. En effet, les conséquences les plus immédiates de la réforme et des privatisations sont les licenciements massifs. L'année dernière le ministère du travail a admis que la réforme des entreprises d'État entraînerait une augmentation « des changements dans les contrats de travail et d'éventuelles ruptures de contrat, de même qu'augmenteront les protestations collectives » (12). A peu près au même moment, une usine de Wuhan a licencié mille tra-



« Je vais à la capitale de la province, à une réunion sur l'aide au développement des régions pauvres... Pour que l'on ne méprise plus votre district, j'ai dû acheter une voiture de luxe... »

vailleurs aussitôt qu'elle a été privatisée. Mais des licenciements plus massifs sont en préparation. Le champ de pétrole de Daqing, autrefois un modèle de la "Mère-Patrie socialiste", est en train de planifier le licenciement de la moitié de sa force de travail, c'est-à-dire 145 000 travailleurs, une fois qu'il sera coté en bourse. Les travailleurs, et même une partie de la direction, sont contre le plan. Nous verrons ce qu'il en sera.

De la thèse à l'antithèse

Bien que la corruption ait atteint des proportions gigantesques, depuis plusieurs années, les officiels chinois peuvent fièrement annoncer que « *notre économie est en plein boom* ». Si l'on fait la comparaison avec l'ex-URSS, l'affirmation est juste. Cependant, de plus en plus de symptômes montrent que le boom est en plein ralentissement et que l'économie chinoise pourrait entrer en récession dans un avenir proche. Les officiels ont trop "investi" dans la spéculation, notamment à Hong-Kong. Maintenant que la bulle de Hong-Kong a éclaté et que son économie est en récession, beaucoup de sociétés chinoises ont des difficultés. La banqueroute de la Guangdong Trust Investment Company est un témoignage palpable de la gravité de la situation. La Chine continentale est en situation de surproduction sérieuse. La crédibilité du gouvernement est en train de s'éroder peu à peu. Tous ces éléments poussent le peuple à réévaluer les réformes. Un travailleur du Hunan écrit : « *Aujourd'hui ils poussent à la soi-disant réforme de l'actionnariat. Nous avons des difficultés à nous nourrir, alors où sommes-nous censés trouver l'argent pour acheter ces actions ? Devrons-nous vendre un jour ? Les travailleurs chinois doivent se réveiller. Nous ne pouvons pas laisser les choses empirer. Un jour viendra où elles ne pourront plus être pires. Pourquoi ne pouvons-nous pas être les maîtres de notre propre destinée, comme le Parti communiste nous le dit ? Pourquoi ne pouvons-nous pas construire une société vraiment démocratique ? »* (14) ■

9. Gao Chengde, *Rule of law and credibility are necessary conditions for building a market economy*, Journal of Beijing University (Philosophical and social science version), n° 1, 1999, p. 18.

10. Jingji Yanjiu Ziliao, *Economic Research Review*, Beijing, février 1999.

11. *Hong Kong Economic Journal*, 26 juin 1998.

12. Idem, 10 août 1999.

13. *Ming Pao*, 10 janvier 1998.

14. *Travailleurs chinois*, octobre 1996, p. 39.

Comment le PCC réforme les entreprises étatisées

Par
Zhang Kai*

Depuis plus de vingt ans le gouvernement chinois a souligné le besoin de réformer les entreprises étatisées et a concocté beaucoup de schémas différents, qui semblent avoir été assez inefficaces. En septembre 1999, au 4^e plénum du 15^e Comité central du PCC, ce problème était traité comme un problème-clé, et « une Décision sur diverses questions relatives à la réforme des entreprises étatisées » (nommée ci-après « la Décision ») était adoptée.

La Décision soulignait la nécessité de cette « tâche urgente et importante » : « Certains problèmes et certaines contradictions profondes ont été révélés. Compte tenu des effets à long terme du système traditionnel, des nombreuses questions accumulées au cours de l'histoire, de la lourdeur des structures et des changements rapides dans l'environnement de marché, une grande proportion d'entreprises étatisées ne peut pas s'adapter aux exigences de l'économie de marché. Leurs mécanismes sont inflexibles, leur inventivité limitée, leurs dettes et fardeaux sociaux sont lourds, leur personnel trop nombreux, leurs opérations de production difficiles, leur efficacité économique en baisse et certains de leurs ouvriers survivent difficilement. Il est donc impératif de prendre des mesures efficaces pour résoudre ces problèmes ».

Les problème et la réforme

Pour sa part Gui Shiyong, directeur du Bureau de recherche du Conseil d'État, était plus précis. Dans un article publiée par Le quotidien du peuple, intitulé « la réforme des entreprises étatisées est importante et

urgente », il indiquait que, selon le troisième recensement général de l'industrie 83 % des 402 secteurs industriels souffrent de surcapacité de production. En 1998, le taux du déficit des entreprises industrielles étatisées se montait à 65,9 % de leurs actifs, les intérêts de leurs dettes s'élevaient à 109,7 milliard de yuans (1 yuan = 0,78 francs français et 0,11 euro), ce qui équivalait à 37,9 % des marges bénéficiaires de la vente de leur production. La tendance à laisser filer les finances d'entreprises dans le rouge s'était renforcée. Alors qu'en 1990, 27,6 % des entreprises étatisées étaient endettés pour un taux moyen de 47,2 % de leurs actifs, en 1998 les chiffres se montaient respectivement à 41,5 % et 68,8 %.

Zheng Xilin, directeur adjoint du Ministère de l'économie et du commerce, disait pour sa part que si 51,3 % des entreprises étatisées étaient déficitaires en 1999, il s'agissait déjà d'un recul du déficit de 7 % par rapport à l'année précédente (cela signifie que pour 1998, le chiffre était 58,3 %, bien plus élevé que les 41,5 % cités par Gui Shiyong). Il disait de plus que dans le cas de la moitié des secteurs industriels, le taux d'utilisation des capacités de production installées ne dépassait pas 60 % et que les licenciements économiques ont touché environ 10 millions de salariés. La plupart des entreprises ont un taux d'endettement de près de 75 % (1).

Il était aussi rapporté que Xie Ping, directeur du bureau de recherche de la Banque du Peuple de Chine, disait que les « mauvaises dettes » des entreprises étatisées auprès de quatre banques d'État étaient estimées à 1 000 milliards de yuans, soit l'équivalent de 25 % des crédits bancaires. Cela constituait un obstacle majeur pour la réforme des banques commerciales étatisées. (2)

La réforme lancée par la Décision doit réduire le poids des entreprises étatisées dans l'économie nationale. À l'exception des entreprises jugées essentielles pour la sécurité de l'État, pour la technologie de pointe ou celles qui fournissent certains biens (la Décision ne précise pas de quelles entre-

prises il s'agit), toutes doivent subir une restructuration et être ouvertes pour les investissements du secteur privé. La Décision encourage les investissements étrangers dans les entreprises compétitives, la fusion d'entreprises disposant de marchés potentiels mais souffrant de difficultés et la mise en faillite de celles qui ont accumulé les déficits, gaspillent les ressources et sont hautement polluantes.

Prenons comme exemple Chongqing, la plus grande concentration industrielle de la Chine occidentale. La municipalité a annoncé un plan de mise en faillite ou de fusion de 77 entreprises au cours des deux années à venir et offre des conditions privilégiées pour attirer les capitaux, surtout étrangers. Ce nombre dépasse toutes les fusions et faillites réalisées dans la passé. On estime que le taux de déficit des entreprises municipales serait ainsi réduit de 12 %. (3)

Pour réaliser la réforme, la Décision indique que « les syndicats et les conseils de représentants ouvriers vont accomplir leurs devoirs, en accord avec les lois et les ordonnances ». « Tous les ouvriers et tout le personnel doivent concourir pour briller dans leur travail, la discipline de travail doit être stricte, les récompenses et les punitions doivent être promptement mises en application ». Les réformes prévoient d'accroître le pouvoir des directeurs et des gérants. Le secrétaire du parti de l'entreprise aura une fonction équivalente à celle du directeur-général, et le directeur ainsi constitué décidera de toutes les questions-clé. En même temps, les directeurs et gérants pourront recevoir « une rémunération pour leurs devoirs et contributions », ce qui veut dire que la différenciation des revenus dans les entreprises s'élargira.

Les chiffres d'ouvriers victimes d'un licenciement économique sont contradictoires. Un article dans *Lookout weekly* rapportait qu'une source du Bureau d'assurances sociales disait que dans la première moitié de 1999, 7,42 millions d'ouvriers ont été ainsi licenciés. Selon des sondages du Bureau de sécurité du travail sur un échantillon de 3 000 entreprises, les chiffres réels

* Zhang Kai est rédacteur du mensuel *October Review* paraissant à Hong Kong. Nous avons traduit cet article du supplément en anglais au n° 5/6, vol. 26, du 31 décembre 1999.

1. *Wen Hui Bao*, 5 novembre 1999.

2. *Wen Hui Bao*, 21 octobre 1999.

3. NCNA 25 novembre 1999, de Chongqing.

étaient beaucoup plus élevés que ceux du gouvernement central. (4) Une des raisons est que les entreprises locales cachent le nombre de licenciés économiques afin d'éviter leurs responsabilités dans le réemploi. Dans le rapport fait au Comité d'emploi de l'Assemblée nationale, Zhang Zaiji, directeur du Bureau d'assurances sociales, admettait que sur les 5,4 millions d'ouvriers des entreprises étatisées qui ont été licenciés pour des raisons économiques, 6 % (c'est-à-dire près



de 300 000) ne recevaient pas d'indemnités, bien que les licenciés économiques ont en principe le droit à une indemnité de 170 yuans par mois ainsi qu'au paiement par l'État d'une indemnité d'assurances sociales d'un montant de 83 yuans. Le même article citait certains « spécialistes » disant que le niveau des indemnités des assurances sociales est bas. En Chine centrale et occidentale, où le système d'assurances sociales a été établi, l'indemnité ordinaire varie entre 70 et 130 yuans. Seulement un tiers des ayant droits est réellement couvert par ce filet de sécurité. Par ailleurs, selon un sondage mené dans les entreprises situées dans divers provinces et régions autonomes (dépendant directement du gouvernement central), environs 1,63 millions de personnes recevaient un revenu par tête inférieur au minimum vital local.

La résistance ouvrière

Il n'est pas étonnant que les travailleurs entrent en lutte de résistance pour leurs droits et leurs revenus. Voici quelques informations récentes parues dans les journaux de Hong Kong.

A la veille de la fête nationale du 1 octobre, 200 ouvriers licenciés économiques ou mis à la retraite d'office par la fabrique de machines de Changchun sont descendus dans la rue en signe de protestation. Durant l'année entière les 300 retraités de cette usine n'avaient reçu que 120 yuans, ce qui est suffisant pour seulement un mois. 200 ouvriers licenciés du l'usine des moteurs

Xincheng à Xian prenaient aussi la rue durant quatre jours, car ils n'avaient pas perçu leurs indemnités depuis quatre mois (5).

2000 ouvriers de la cité industrielle Juchuan, dans la ville de Pinghu, province Shenzhen, ont fait grève le 11 octobre, protestant contre le non-paiement des salaires depuis quatre mois. La direction a promis de résoudre la question, mais a oublié les promesses dès la reprise du travail. La grève a donc redémarré. Finalement les ouvriers ont défilé devant le gouvernement local, et la direction a payé la moitié du salaire dû pour juin, puis encore deux mois de salaire en retard dix jours plus tard. Les ouvriers ont alors repris le travail (6).

Une usine de porcelaine dans le quartier Hechun de la ville de Lianjiang, province du Guangdong, étant mise aux enchères, plusieurs centaines d'ouvriers ont exigé un remboursement des parts qu'ils avaient investies dans l'usine avec la promesse de se voir remboursés en 1998 en plus du paiement des six mois de salaires en retard. Ils ont défilé dans l'usine, chantant des slogans. La police fut appelée pour rétablir l'ordre ainsi que les officiels pour arbitrer le conflit. Les ouvriers disaient que si l'affaire ne peut pas être résolue, ils peuvent recourir à une action plus radicale.

200 ouvriers d'une usine d'ampoules dans la ville de Nanhai, province du Guangdong, se sont mis en grève pour protester contre le licenciement d'une partie des ouvriers et le non-paiement de leurs salaires. Plusieurs ouvriers ont été passés à tabac par les gardes de sécurité de l'usine (7).

Une usine textile étatisée à Weinan, province de Shaanxi, a fait faillite en 1998 et fut vendue aux enchères pour 40 millions de yuans. Cependant, aucune compensation n'était prévue pour les ouvriers, qui, au cours des dix mois passés, ne furent payés que 100 yuans par mois, un salaire ne leur permettant pas de survivre. Le 2 Novembre, environ 1 000 ouvriers ont bloqué les trois artères principales de cette ville et ont affronté la police. Une dizaine d'ouvriers ont été arrêtés et trois ouvrières ont été grièvement blessées (8).

200 ouvriers d'une usine de caoutchouc à Changsha, la capitale provinciale de Hunan, n'avaient pas reçu de salaire durant trois mois et, le matin du 26 Novembre, ils bloquaient une autoroute à Yaoling. Après avoir été dispersés par la police, ils se rassemblaient de nouveau dans l'après-midi et bloquaient des voies majeures dans Changsha, paralysant la circulation. Comme de nombreuses entreprises étatisées sont en

déficit, il y a des blocages du trafic et des manifestations chaque semaine à Changsha, et les habitants disent que ça les occupe(9).

Le secteur financier est en plein chaos et souffre de mauvaise gestion, causant des pertes énormes aux économies des habitants des villes et des campagnes. Beaucoup protestent et c'est une autre raison des manifestations. Par exemple, après que le gouvernement de Beijing eût imposé une rectification du secteur financier, pendant le seul mois de Septembre on dénombrait 50 cas d'attaques des bureaux officiels. Le 20 octobre environ 500 personnes ont bloqué un chemin de fer (10). Dans la province de Hunan, le gouvernement provincial a imposé le gel de 40 milliards de yuans d'économies d'environ 2 millions de paysans dans des fonds coopératifs ruraux. Il a annoncé que les paysans ne pourraient retirer que 30 % de leurs économies maintenant, et le solde après trois années. Depuis dans toute la province il y a eu au moins 50 émeutes importantes (11).

Tandis que les revenus ont diminué, les prix augmentent. A partir du début de l'an 2000, la révision des loyers du secteur public à Beijing a conduit à leur augmentation d'entre 1,5 et 6 fois leur niveau précédent. Le coût du seul loyer va s'accroître de près de 100 yuans. Des habitants de Beijing, philosophes, concluaient : « Nous entrons dans 1e XXI^e siècle avec un estomac plus petit » (12).

A la campagne, selon l'économiste renommé Hu Angang écrivant dans Lookout Weekly, les gens vivant en-dessous du seuil de pauvreté tel qu'il est défini par les normes internationales (et non les normes officielles chinoises) étaient 120 millions. Avec le retour à la campagne (du fait du retournement de la situation économique) des paysans qui avaient été employés dans les villes et avec l'impact prévisible de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), défavorable à la vente de produits agricoles par les paysans, la pauvreté des campagnes va encore s'accroître.

Toutes ces contradictions sociales sont des bombes à retardement qui attendent pour exploser.

le 5 décembre 1999

4. *Lookout Weekly*, 13 septembre 1999.
5. *Apple Daily*, 26 septembre 1999.
6. *Oriental Daily*, 13 octobre 1999.
7. *Ibid.*
8. *Sing Tao Daily*, 6 novembre 1999.
9. *Sing Pao*, 8 novembre 1999.
10. *Sing Pao*, 20 octobre 1999.
11. *Apple Daily*, 29 septembre 1999.
12. *Apple Daily*, 2 décembre 1999.

L'échappée belle qu'a connu le mouvement populaire aura été de courte durée. Nous publions ci-dessous une analyse «à chaud» des événements, de notre correspondant en Equateur, et nous renvoyons les lecteurs aux deux articles (pages 3 à 6) écrits les 17 et 20 janvier sur la situation générale dans ce pays.

Le mouvement indigène et populaire, et un groupe de militaires avec à sa tête de jeunes officiers, ont pris le pouvoir en Equateur pendant quelques heures, le vendredi 21 janvier, dans un climat de mobilisation sociale croissante. Antonio Vargas, dirigeant de la CONAIE (Confédération des nations indigènes de l'Equateur) et le colonel Lucio Gutiérrez ont investi le Congrès avec un groupe d'indigènes, ont désavoué les pouvoirs de l'Etat et formé une junte de gouvernement. Dans les heures qui suivirent, la haute hiérarchie militaire, le patronat, les différents partis politiques (social-chrétien, démocrate-populaire, roldosiste...) et des membres du gouvernement ont réussi à trouver une parade à ce coup de force conjoint du mouvement populaire et d'un secteur de l'armée, en substituant le vice-président Gustavo Noboa à Jamil Mahuad au poste de président de la République. Pendant ce temps, partout dans le pays, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour soutenir la destitution de Mahuad et la formation d'un gouvernement récusant la dollarisation et les diverses mesures néolibérales prises quelques jours auparavant. La pression ouverte du gouvernement des Etats-Unis (menace de sanctions et de blocus "comme à Cuba"), l'unité de la bourgeoisie, le retard pris par les secteurs populaires urbains à se joindre aux

Equateur : Les leçons d'une insurrection manquée

mobilisations, la capacité avec laquelle l'armée à su «colmater» ses brèches sont quelques-uns des éléments qui ont déterminé l'issue fatale de la rébellion populaire. Mais les causes profondes de la crise n'ont évidemment pas été résolues pour autant. Dans les heures qui suivirent son introduction, le nouveau président annonçait la poursuite de la dollarisation et des privatisations, tandis que le leader de la CONAIE, Antonio Vargas, passait à la semi-clandestinité, que plusieurs officiers étaient arrêtés, que les derniers groupes indigènes présents dans Quito étaient dispersés par les forces spéciales et que les députés exigeaient des sanctions exemplaires à l'encontre des "insurgés".

Si l'on ne peut pour le moment prévoir pleinement les conséquences de cette défaite, quelques enseignements peuvent déjà être tirés de ces événements.

La société équatorienne est de plus en plus polarisée, et les conflits s'affirment clairement comme une confrontation de classe. La bourgeoisie a serré les rangs autour d'une solution institutionnelle. Toutes ses divisions ont été mises de côté le temps de faire face aux mobilisations populaires. Le renforcement du néolibéralisme a aussi renforcé la polarisation sociale. Il apparaît évident qu'il existe au sein des forces armées un courant «nationaliste» proche des revendications du mouvement populaire et qui cherche à développer un projet politique distinct. Dans son allocution, le colonel Gutiérrez a fait référence à la " *revolución juliana* ", un mouvement de jeunes militaires qui en 1925 renversa le pouvoir des banquiers. Mais les divergences ne sont pas encore assez prononcées au sein de l'institution militaire. A partir de là, une stratégie qui s'appuyait quasi exclusivement sur un *pronunciamento* militaire avait peu de chance de réussir. Les mobilisations populaires restent marquées par de fortes divisions et des discontinuités. Alors que la campagne était à l'avant-garde et que la lutte reposait essentiellement sur les indigènes, ces efforts ne furent que trop peu accompagnés par des mobilisations urbaines significatives. Dans la plupart des grandes villes, la majorité des secteurs populaires ne commencèrent à entrer en lutte que lorsque les rebelles prirent le Congrès et que s'organisait la marche sur le Palais du gouvernement. La stratégie échafaudée n'a apparemment pas pris en compte les disparités du mouvement. La principale et urgente tâche à venir sera d'en renouer les fils. Cependant, le mouvement peut se prévaloir de certaines victoires : Mahuad a finalement été évincé du pouvoir. Cela renforce dans la conscience sociale la conviction que les gouvernements ne peuvent pas tout impunément, et que si c'est le peuple qui est souverain en démocratie, les gouvernements ne sont légitimes que lorsqu'ils satisfont aux nécessités de celui-ci. Il est important de noter que les luttes sociales ont acquis, presque naturellement, un caractère net de classe, sans pour autant cesser d'attirer à elles des secteurs de plus en plus divers : une frange notable de la jeunesse, une présence significative du clergé, une partie de l'armée... Les articulations sociales ont donc tendance à se profiler avec plus de clarté. La majorité de la population a pu percevoir clairement que la classe politique, les institutions de l'Etat, la hiérarchie militaire comme celle de l'Eglise protègent les intérêts des classes dominantes. Les «parlements du peuple» restent une conquête pour les luttes futures, et il est probable que des formes d'organisation similaires réapparaîtront quand la situation l'exigera.

Mais dans l'immédiat, on ne peut mesurer l'ampleur de la défaite en terme de démoralisation. On ne peut savoir non plus à quel point sera dure la répression, contre les officiers et contre les organisations populaires. Au-delà, la poursuite du modèle néolibéral et l'appauvrissement qui en résultera peuvent, en plus du découragement, reléguer le mouvement social dans la torpeur pour longtemps. Rien ne permet de penser que la crise de régime ait été enrayerée. Si le soulèvement du 21 janvier a été un échec, le mouvement populaire a toujours de la réserve. Sa tâche principale continue à être de s'affronter contre le modèle de paupérisation et d'autoritarisme, même dans des conditions difficiles. Et il n'y a pas d'autre chemin que la lutte.

Quito, le 22 janvier 2000.